

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ESSAI

SUR

LE CRIME D'EXTORSION DE TITRES

OU DE SIGNATURES

ET SUR

LE DÉLIT DE CHANTAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le mardi 24 novembre 1896, à 2 h. 1/2

PAR

Joseph MALVEZY

Avocat.

Président : MM. LE POITTEVIN, *professeur.*

Suffragants { LARNAUDE, *professeur.*
CHAVEGRIN, *professeur.*

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1896

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ESSAI

SUR

LE CRIME D'EXTORSION DE TITRES

OU DE SIGNATURES

ET SUR

LE DÉLIT DE CHANTAGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le mardi 24 novembre 1896, à 2 h. 1/2

PAR

Joseph MALVEZY

Avocat.



Président : MM. LE POITTEVIN, professeur.
Suffragants { LARNAUDE, professeur.
CHAVEGRIN, professeur.

PARIS

A. PEDONE, ÉDITEUR

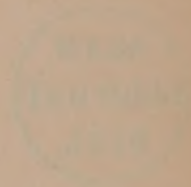
LIBRAIRE DE LA COUR D'APPEL ET DE L'ORDRE DES AVOCATS

13, rue Soufflot, 13

1896

A MON PÈRE

A MA MÈRE



INTRODUCTION

Le sentiment d'intérêt personnel qui inspire la plupart des actes réprimés par la loi pénale est inhérent à la nature humaine, et les sociétés modernes sont travaillées plus que jamais par des cupidités illicites qu'elles cherchent à satisfaire.

Dans cette poursuite vers l'intérêt en dehors des limites du droit, l'intelligence déploie de plus en plus d'audace et d'habileté ; les procédés d'exploitation se perfectionnent et les attentats contre la propriété deviennent plus fréquents.

Ceux que vise l'article 400, §§ 1 et 2 de notre Code pénal et qui forment l'objet de cette étude sont des plus indignes et des plus méprisables.

La terreur est l'arme dont se servent alors les malfaiteurs pour contraindre leurs victimes à se dépouiller à leur profit. Ils arrivent à la provoquer parfois en usant des ardeurs et des excès de la violence physique, et surtout par des attaques habilement dirigées contre l'honneur ou la considération.

Les faits et les incidents de la vie privée, voilà le fonds dans lequel ils puisent à pleines mains. Une faute, une défaillance mettent à la discrétion des

Malvezy.

maîtres-chanteurs ; et sans parler des personnes sur lesquelles il est facile, par la calomnie, d'attirer le mépris de la société, le nombre est grand de celles dont l'existence n'est pas exempte de certaines faiblesses et qui sont soucieuses de ne pas les voir révéler ; aussi le chantage sous ses formes innombrables pénètre-t-il partout.

« Toute œuvre humaine a ses parasites importuns ou malfaisants... Celui de la vie civile est le chantage... » ainsi s'est exprimé M^e Barboux dans un retentissant procès (1) ; et les récentes affaires de chantage qui ont agité l'opinion et soulevé l'indignation générale sont venues lui donner raison, en même temps qu'elles justifiaient d'une manière éclatante la réforme pénale de 1863.

Cette réforme a pu suffire aux nécessités de la répression ; mais, malgré les précautions prises par ses auteurs qui se sont efforcés de préciser les caractères distinctifs du fait de l'extorsion pratiquée par la voie du chantage, pour empêcher de le confondre avec d'autres actes plus ou moins immoraux, ce fait peut prêter à l'erreur et à l'arbitraire du juge, et donner lieu à des interprétations diverses, à cause de la variété de ses formes et de ses manifestations.

Une circulaire du Garde des sceaux du 30 mai 1863

1. Plaidoirie devant la 1^{re} Chambre de la Cour de Paris. Procès des administrateurs du Panama. *Gaz. des Trib.*, n^o du 27 janvier 1893, p. 92.

recommande aux parquets « de se faire un devoir d'apporter dans une matière aussi délicate une réserve et des ménagements tout particuliers ».

S'il importe, en effet, comme le disait le procureur général Dupin, « de ne pas innocenter les coupables, il importe aussi à la dignité de la justice, à l'intérêt social et à la protection due aux individus de ne les punir que conformément à la loi ».

CHAPITRE PREMIER

Définition. — Nécessité de la répression.

SECTION I. — Du crime d'extorsion.

SECTION II. — Du délit d'extorsion. Origine et signification du mot : Chantage. — Exposé de motifs de la loi du 13 mai 1863. — Le chantage doit-il être puni ?

D'une façon générale, on peut définir l'extorsion, le fait qui consiste à employer des moyens de contrainte pour se faire remettre sans compensation le bien d'autrui.

Les deux dispositions de l'article 400 du Code pénal que nous avons à étudier sont ainsi conçues.

« Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni des travaux forcés à temps ;

« Quiconque, à l'aide de la menace, écrite ou verbale, de révélations ou d'imputations diffamatoires, aura extorqué, ou tenté d'extorquer, soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou remise des écrits énumérés ci-dessus, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs ».

SECTION I. — *Extorsion par force, violence ou contrainte.*

L'acte de celui qui commet le crime d'extorsion consiste à contraindre une personne à se dépouiller elle-même à son profit, sous l'empire de voies de fait ou de menaces qui la mettront dans une situation telle que, pour s'y soustraire, elle se croira obligée à remettre ou à signer un écrit. Cette remise ou cette signature permettront au malfaiteur de s'appropriier tout ou partie de la fortune de sa victime ; il va ainsi se procurer des documents et des preuves qui lui donneront les moyens de consommer la spoliation et de se faire maintenir en possession, si plus tard elle lui était contestée ; et c'est précisément parce que la personne extorquée imprime elle-même sous l'empire de la contrainte, une apparence légale à l'acte, que la culpabilité étant plus difficile à constater, il devient plus dangereux.

Si l'on remarque, en outre, que l'attentat à la propriété se complique ici d'un attentat contre la personne, on comprend que le législateur se soit montré sévère dans la répression. Le Code pénal avait un double motif d'intervenir, puisqu'il a pour but de sauvegarder les biens et les personnes.

SECTION II. — *Extorsion à l'aide de la menace écrite ou verbale de révélations ou imputations diffamatoires.*

L'art. 400, § 2, prévoit un acte qui aboutit également à une spoliation, mais à l'aide de moyens différents.

C'est sous le nom de « chantage », que dans la pratique criminelle, on désigne les manœuvres employées pour commettre le délit d'extorsion ; et l'usage de ces manœuvres en vue d'une extorsion constitue un délit punissable, alors même que le fait matériel n'ait pas été consommé.

Les auteurs de la loi du 13 mai 1863 qui ont donné naissance à la disposition contenue dans le § 2 de l'art. 400, ne se sont pas servis en rédigeant ce texte du mot « chantage » pour désigner le nouveau délit, mais ils l'ont employé dans l'exposé des motifs de la loi. Ce mot se trouve aussi dans le rapport de M. de Belleyrne ; et Jules Favre manifesta le regret de l'y avoir rencontré :

« On m'accusera, dit-il, d'un frivole scrupule ; il m'a causé une sorte de chagrin. Il ne me paraît pas bon que dans le langage légal, qui doit toujours être digne, élevé, s'adresser au respect des populations, on ait emprunté à je ne sais quel argot, qui malheureusement envahit les salons, des mots qui doivent être bannis du langage officiel... ».

Origine du mot : chantage (1).

Le chantage, disait en 1858 le procureur général

1. Voir sur l'origine et la signification du mot chantage : le remarquable discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la cour d'appel de Riom, le 16 octobre 1895, par M. l'avocat général Delpy. *Gaz. des Trib.* du 23 oct. 1895.

Dupin, dans l'affaire Sommeraud, est un mot emprunté à l'oisellerie ; c'est un piège, un réseau tendu autour de celui qu'on veut y faire tomber (1).

Les étymologistes se sont livrés à des tentatives variées, dans le but de découvrir l'origine de ce terme.

Littré prétend que l'expression « faire chanter » vient d'une vieille coutume de nos pères, qui obligeaient leurs invités à chanter au dessert, payant ainsi le prix de l'hospitalité, et cette coutume était telle qu'on n'admettait pas d'excuses.

Le dictionnaire de Trévoux donne une autre explication : « on dit figurément d'un homme à qui l'on veut faire faire quelque chose par force qu'on le fera chanter, qu'on l'obligera à payer, à faire ce qu'il doit. On dit qu'un criminel a chanté à la question pour dire qu'il a trop parlé ».

« Il paraît certain, est-il dit dans les *Pandectes belges*, qu'autrefois les bourreaux faisaient chanter leurs victimes. Telle était du moins la façon de qualifier les aveux ou les déclarations arrachées dans les douleurs de la torture. Peut-être est-on parti de là, surtout dans le monde où fleurit l'argot, pour assimiler à l'accusé mis à la question et forcé de confesser des crimes réels ou imaginaires, la personne qui devient la proie de quelque habile coquin et qui, exposée à une véritable

1. Cass. 20 mai 1858, D. P. 58, 1, 225.

torture morale, se voit contrainte, elle aussi, de céder à la volonté de son bourreau » (1).

A cet égard, M. l'avocat général Delpy semble pencher pour une explication que nous admettons assez volontiers. D'après M. Delpy, le mot « chantage » pourrait venir d'une pêche fort pratiquée autrefois, appelée précisément : le *chantage*, et qui consiste à agiter l'eau avec bruit, pour effrayer le poisson et le pousser vers les filets. C'est bien aussi par le bruit ou par la crainte du bruit que l'on essaye de faire tomber la victime dans les filets (2).

Signification du mot : chantage. — Exposé des motifs de la loi de 1863.

Si l'on ne s'entend pas sur les origines de l'expression « chantage », la signification qu'il faut lui donner, en tant qu'elle s'applique au délit visé par l'art. 400, § 2, a été déterminée par l'exposé de motifs de la loi du 13 mai 1863.

« Le hasard, y est-il dit, l'occasion, une confiance imprudente nous initient quelquefois à des secrets qui intéressent le repos des citoyens, l'honneur des familles, la paix du repos domestique et dont la *révélation peut amener une poursuite criminelle ou occasionner un scandale*; il se rencontre des hommes assez vils pour profiter de la connaissance qu'ils ont de ces secrets et

1. *Pandectes belges*, v^o *Chantage*.

2. *Gaz. des Trib.* du 23 octobre 1895.

pour menacer de les dénoncer ou de les répandre, si l'on ne consent pas à acheter leur silence. D'autres plus éhontés ne savent rien qui puisse compromettre la personne qu'ils ont choisie pour victime, mais par des combinaisons astucieuses, ils l'entraînent dans une combinaison suspecte et difficile à expliquer ; ils font naître des circonstances d'où puisse résulter le soupçon d'une action honteuse et, menaçant d'exploiter de simples apparences, ils arrachent à la faiblesse et à la peur la rançon d'une calomnie dont ils promettent de s'abstenir. C'est ce qu'on nomme vulgairement le *chantage*. Dans le premier cas, c'est le chantage à l'aide de la révélation d'un fait vrai ; dans le second cas, c'est le chantage à l'aide de l'imputation d'un fait faux... »

Ainsi s'exprime l'exposé des motifs ; mais dans le langage usuel, bien des actes qui ne comportent pas la réunion de tous les éléments exigés par l'art. 400, sont désignés sous le nom de chantage.

Ce mot s'applique à une foule de moyens dont se servent des gens sans scrupules dans un but intéressé ; tels ceux qui vantent leurs influences et leurs relations, promettent des fonctions, des avantages et font payer cher une intervention qui souvent n'a pas lieu ou n'a aucune chance d'aboutir. L'art. 400 § 2 ne leur est pas applicable.

Le législateur de 1863 n'a cru devoir intervenir que pour frapper ceux qui, par la crainte de scandales

susceptibles d'atteindre l'honneur ou la réputation, ont inspiré une contrainte suffisante pour engager la victime de pareilles manœuvres à mettre un terme à des révélations diffamatoires, ou à empêcher qu'elles ne se produisent, en achetant le silence de ces diffamateurs.

Ce sont là en effet les maîtres chanteurs les plus dangereux. Ils tirent profit soit de la calomnie pure et simple, soit de la diffamation publique, et surtout de la dénonciation qu'ils ne rendent pas publique, mais qu'ils menacent de publier. Leurs procédés sont innombrables. La presse, par exemple, rend leur trafic relativement facile.

A côté des journalistes honnêtes, qui ont conservé le culte des vertus professionnelles, il n'est pas rare de trouver des glorificateurs de ce qui doit être méprisé ou des organisateurs de scandales. L'anonymat leur permet de lancer leurs traits d'une main sûre et de se dérober ensuite.

« Leur champ d'exploitation, semé des défaillances humaines, est infini, puisque toutes les faiblesses et toutes les tares, tous les défauts et tous les vices sont leurs tributaires : les fortunes d'origine suspecte leur appartiennent et ils s'en partagent les dépouilles ; ils prélèvent la part du lion sur les opérations et les entreprises qui redoutent la publicité et craignent de succomber sous certaines attaques ; ils détruisent la réputation et brisent souvent la carrière de malheu-

reux artistes qui n'ont voulu payer ni leurs éloges, ni leur silence ; et ces exécutions affermissant une puissance née de la faiblesse des victimes, créent à leur profit la légende de je ne sais quel pouvoir occulte et souverain » (1).

Le chantage doit-il être puni ?

Exploiter la crainte de voir dénoncer ou publier des faits réels est incontestablement odieux ; ce qui l'est plus encore, c'est de tirer parti de faits dénaturés et surtout d'imaginer de toutes pièces des calomnies aussi dans un but d'exploitation : on est unanime à le reconnaître ; mais l'immoralité d'un acte ne suffit pas à en légitimer la répression et, lors de la discussion de la loi de 1863, il y eut des hésitations sur le point de savoir si de tels faits devaient être rendus punissables.

On protesta contre la création du délit de chantage.

Lorsque les faits objets de la menace sont faux, on considérerait que le Code est suffisamment armé.

Lorsqu'ils sont vrais, on se demandait s'il y avait lieu de mettre à l'abri d'une disposition spéciale, des gens qui, par leur moralité, paraissent indignes de la sollicitude et de la protection de la loi ; et si, la dénonciation des infractions étant d'utilité sociale, il ne serait pas impolitique d'y apporter des entraves.

1. V. Discours de M. Delpy, *Gaz. des Trib.* du 23 oct. 1895.

Une pareille loi, ajoutait-on, sera inefficace, parce que la crainte du scandale détournera de provoquer des procès qui le feront éclater, ou lui donneront plus de relief.

Jules Favre se montra l'adversaire éloquent du projet :

« Je n'examine pas, dit-il, la question très délicate de savoir si celui qui a eu dans sa vie une défaillance, une faiblesse, une faute cachée est digne de la protection de la justice. Si cette question m'était posée, je la résoudrais par la négative. Mais je comprends très bien qu'à côté de lui, il se trouve des personnes tout à fait intéressantes et dignes de toute la protection sociale ; seulement, ce qui me frappe, c'est qu'en créant ainsi un délit, on rendra peut-être plus hardi et plus obstiné celui qui le conçoit. Car, prenez-y garde, ce délit a pour conséquences toutes les exploitations d'un scandale qu'on craindra de faire éclater soi-même par des poursuites, qui ne peut pas voir le grand jour, ne pouvant être poursuivi sans y donner lieu. Par conséquent, celui qui commet ce délit se cachera dans l'embuscade de votre propre loi et il se fera payer d'autant plus cher que celui à qui s'adressera la menace, se trouvera en face d'un procès. Quant à moi, jecrois jusqu'à présent que ce délit abaisse jusqu'à un certain point nos mœurs. Jusqu'à présent, ces sortes d'ignominies étaient écrasées par le dédain. Il n'y a pas un homme qui n'ait reçu des lettres anonymes, qui n'ait été l'ob-

jet des menaces les plus odieuses, et qui n'en ait fait justice en les jetant dans son panier et je ne sache pas que la société en ait été troublée » (1).

Le rapport de la commission répondait d'avance à ces objections :

« Le chantage doit-il être puni ? Nul ne le conteste, y est-il dit, quand il procède par la menace de l'imputation d'un fait faux. On hésite lorsqu'il agit par la menace de la révélation d'un fait vrai. — En ce cas, dit-on, la personne menacée est coupable ; pourquoi s'est-elle exposée ? L'extorsion dont elle est l'objet n'est que la conséquence de sa faute ; quel intérêt mérite-t-elle ? à quelle protection a-t-elle droit ? L'intérêt de la société, au contraire, est que la faute soit divulguée ; d'ailleurs la protection que donnerait la loi serait inefficace, car le jour où la victime du chantage voudrait en dénoncer l'auteur, elle se ferait à elle-même le mal de publicité qu'elle voulait éviter. Ces raisonnements séduisent au premier abord, mais quand on les creuse, on les trouve plus spécieux que vrais. Sans doute la personne coupable d'un crime ou d'une faute ne mérite pas une grande sollicitude, et cependant, en cherchant bien parmi les exemples de chantage, que de victimes intéressantes on pourrait rencontrer ? Ce n'est pas toujours à l'auteur de la faute que s'adresse l'extorsion ; c'est quelquefois à sa famille et

1. Séance du 10 avril 1863 (*Moniteur* du 11 avril).

celle-ci n'a certainement aucun tort. Ce n'est pas la personne qui est l'objet du chantage qu'il faut considérer, c'est celle qui le pratique, qui menace, qui contraint, qui extorque à l'aide du secret qu'elle possède et qui fait dans tous les cas la plus odieuse spéculation. La *diffamation* ne divulgue aussi quelquefois que des faits vrais, et cependant la loi n'hésite pas à la punir, sans se préoccuper de la vérité ou de la fausseté des allégations, ni de l'intérêt plus ou moins grand que la personne diffamée peut inspirer. *Veritas convicti non excusat*. « Plus il y a de vérité dans un écrit, plus cet écrit est un libelle », disait lord Mansfield. Il est bien vrai que la société a intérêt à ce que les actions coupables ne demeurent pas inconnues, mais le chantage ne les dénonce pas, loin de là; il stipule une récompense pour que le mystère qui les couvre ne soit pas mis à jour. Enfin, il ne faut pas croire que la protection de la loi soit toujours inefficace, car souvent le chantage serait arrêté, à son premier pas, si celui qui va le tenter était convaincu que la menace qu'il va faire est un délit qui l'expose à une poursuite et à une condamnation. Le chantage doit donc être puni. »

Dans la séance du 14 avril (1), le commissaire du gouvernement, le procureur général Cordoën, fit encore ressortir cette idée que la protection de la loi doit exister même pour ceux qui en paraissent indignes. Ce-

1. Séance du 14 avril (*Moniteur* du 15 avril).

lui qui a payé sa dette à la société a le droit de reconquérir une place dans le monde des honnêtes gens; et nos criminalistes tendent de plus en plus à écarter de la peine l'élément expiatoire, pour laisser prédominer celui de l'amendement qui n'est pas possible sans l'oubli.

« S'il était vrai, disait le commissaire du gouvernement, que la loi s'appliquât à des exactions commises vis-à-vis de victimes moins intéressantes, est-ce que ce serait une raison pour s'arrêter dans cette voie ? Et depuis quand est-il vrai que l'indignité de la victime doive arrêter l'action de la loi ? Quelle est cette théorie implacable qu'on a indiquée plutôt qu'on ne l'a développée ? Cela n'est pas moins contraire à l'esprit tout entier de notre législation, qu'à la morale elle-même. Est-ce que nous ne trouvons pas dans notre législation la réhabilitation écrite comme pouvant être accordée, comme pouvant être méritée par un retour sincère au bien ? Est-ce que la loi ne protège pas la femme quand elle est surprise en état d'adultère par son mari ? Est-ce que le crime commis sur sa personne, malgré son indignité, reste en dehors des prescriptions, des sévérités de la loi ? Evidemment non ; la loi ne voit pas l'indignité de la victime, elle voit la culpabilité du fait, et la culpabilité du fait envisagée ainsi dans ses aspects les plus larges, dans sa moralité générale, appelle la juste sévérité de la loi pénale. Mais, dit-on, ce sera achever de déshonorer la victime

que d'introduire une action contre celui qui se serait rendu coupable de pareilles exactions. Qu'est-ce à dire ? Est-ce que la loi prend soin de ménager les victimes d'un crime ou d'un délit ? Est-ce que la loi ne doit pas avoir un but plus élevé et des aspects plus généraux ? Est-ce que celui qui a été victime d'un vol commis dans une maison de débauche peut arrêter l'action de la justice parce que la publicité viendra révéler l'indignité de sa conduite ?.... »

On a fait, avons-nous dit, à la nouvelle disposition de l'art. 400, le reproche d'entraver les délations qui sont utiles à la société. Ce reproche n'est pas plus fondé que les précédents.

« On cherche en vain en quoi la pratique du chantage pourrait servir l'action des parquets. — Tout l'art de ces prétendus délateurs consiste précisément à menacer toujours et à ne dénoncer jamais, puisqu'à partir de la divulgation, ils perdent sans retour le bénéfice de l'opération. Leurs efforts tendent à obtenir le prix de leur silence et l'impunité qui couvrirait ceux qui cherchent à en faire marché ne servirait qu'à encourager les témoins d'un crime à se taire pour trafiquer ensuite de leur déposition » (1).

Souvent, du reste, ce seraient des scandales inutiles qui seraient ainsi dénoncés, des révélations concernant la vie privée. La société ordinairement n'a aucun

1. *Pandectes belges*, v^o *Chantage*, n^o 22.

intérêt à les connaître. « La vie privée doit être murée », selon le mot de Royer-Collard, et si l'on tolérait qu'il soit possible, même dans le but de réaliser un bénéfice, de faire de pareilles révélations, la paix publique en serait compromise.

CHAPITRE II

Historique.

L'extorsion en droit romain. — Ancien droit français. — Code pénal des 25 oct. 6 sept. 1679. — Code pénal de 1810. — Loi du 13 mai 1863. — Législations étrangères.

Le vol, tel que l'entend l'article 379 de notre Code pénal, a dû être la forme primitive de la spoliation, et il semble bien que dans l'ordre chronologique, les faits que nous allons étudier n'ont apparu qu'après le vol.

Le crime que prévoit l'art. 400, § 1, devait être peu répandu à des époques où l'admissibilité indéfinie de la preuve testimoniale constituait un principe nécessaire, parce que, dans les sociétés en voie de formation, l'écriture était inconnue ou du moins ignorée du plus grand nombre.

Le délit de chantage ne devait pas non plus être fréquent. C'est, disait M. Cordoën, commissaire du Gouvernement lors de la discussion de la loi qui le visa et le punit pour la première fois : « un de ces délits qui, ayant leurs origines et leurs moyens dans la

fourberie et la ruse, augmentent surtout avec les progrès des sociétés modernes.... »

De nos jours, par exemple, la liberté de la presse a procuré de nouveaux moyens à ceux qui le pratiquent.

Nous n'allons pourtant pas jusqu'à dire que les anciennes législations aient totalement ignoré les faits qui constituent le crime et le délit d'extorsion et ne les aient pas punis. C'est une vérité historique qu'elles ne se sont pas livrées à un examen psychologique approfondi des actes qui leur avaient paru répréhensibles. D'une manière générale, pour savoir s'il fallait appliquer la répression, on considérait le résultat obtenu, et on groupait les faits d'après ce résultat, sans se préoccuper des moyens plus ou moins frauduleux employés pour les commettre.

C'est ce qu'avait fait le *droit romain*, droit éminemment synthétique.

Sous la dénomination de *furtum*, les Romains comprenaient plusieurs infractions soigneusement distinguées de nos jours.

Paul définit le *furtum*: *Contrectatio rei fraudulosa lucri faciendi gratia* (1). Sous cette large définition on faisait rentrer la plupart des atteintes à la propriété : le vol, l'abus de confiance, l'escroquerie, le détournement de gage et sans doute aussi les faits que nous étudions.

1. Loi, 1 § 3, Dig. *De Furtis*

L'extorsion à l'aide de la force, de la violence ou de la contrainte dut se présenter, lorsqu'on se servit d'écrits pour constater les actes juridiques ;

Il résulte de plusieurs textes (1) que la notion du *furtum* s'étendait même jusqu'à l'altération de l'écrit qui appartient à autrui : et l'on peut affirmer que le fait de se faire remettre un écrit par des moyens violents devait *a fortiori* constituer un *furtum* et être assimilé au vol avec violence.

La victime du vol avec violence avait le choix entre deux actions : l'*actio furti* et l'*actio vi bonorum raptorum*.

Cette dernière action avait été introduite par le droit prétorien et ne se donnait que contre celui qui avait ravi une chose à mauvais dessein.

Hac actione, dit Ulpien, is demum tenetur qui dolum malum habuit. Si quis igitur rem suam rapuit, vi quidem bonorum raptorum non tenebitur, sed aliter multabitur. Sed et si quis fugitivum suum, quem bona fide aliquis possidebat rapuit, æque hac actione non tenebitur : quia rem suam aufert. Quid ergo si sibi obligatam ? Debebit teneri (2).

Dans le dernier cas visé par Ulpien, il y avait lieu sans doute d'appliquer les peines de la loi *Julia, de vi privata*.

Si creditor, sine auctoritate judicis, res debitoris occu-

1. Loi 27, § 3, 31, § 1, au Dig. *De Furtis*.

2. Loi 2, § 18, au Dig. *De vi bon. rapt.*

pet, hac lege tenetur et tertia parte bonorum multatur et infamis fit (1).

En ce qui concerne les faits de chantage, la loi romaine n'avait pas édicté de disposition spéciale. Ces faits qui se rapprochent de ceux qui constituent l'escroquerie devaient aussi donner lieu à l'*actio furti*.

Le prêteur s'était du reste réservé d'accorder une action spéciale lorsqu'on ne se trouvait en présence d'aucun délit particulièrement déterminé et qu'il n'existait pas une autre action qui permit de poursuivre.

Quæ dolo malo facta esse dicentur, si de his rebus alia actio non erit, et justa causa esse videbitur, iudicium dabo (2). Le sens générique du mot *dol* était fort étendu ; et, ainsi que le prouve la définition de Labéon : *Omnem calliditatem, fallaciam, machinationem ad circumveniendum, fallendum, decipiendum alterum adhibitam*, le *dol* et la fraude avaient été confondus (3).

Nous croyons devoir faire remarquer que les atteintes directes à la réputation d'autrui étaient aussi sévèrement réprimées.

M. J. V. Leclerc a prouvé que les Romains eurent des journaux ou actes diurnaux (*acta publica diurna, diaria*) qui paraissaient d'une manière régulière (4).

1. Modestin, loi 8, *ad legem Juliam, de vi privata* au Dig.

2. Loi 1, § 1, Dig. *De dolo malo*.

3. Loi 1, § 2, Dig. *De dolo malo*.

4. Leclerc, *Des journaux chez les Romains*, p. 197 et s.

Les auteurs d'injures par la voie de l'écriture ou de la parole étaient frappés de peines sévères (1).

Qui injuriarum actionem per calumniam instituit, extra ordinem damnatur : id est, exilium, aut relegationem, aut ordinis amotionem, nous dit Gaius (2).

Mais par contre. *Eum qui nocentem infamavit, non esse bonum, æquum ob eam rem condemnari ; peccata enim nocentium nota esse, et oportere et expedire* (3).

Notre ancien droit suivit la théorie romaine. Il n'établit pas non plus une distinction bien nette entre les divers faits qui constituent des atteintes à la propriété, et leur appliqua une dure répression.

D'après Jousse, les vols avec violence publique ou privée (auxquels devaient être assimilés les crimes visés par l'article 400 § 1) entraînaient, soit les galères à temps, soit les galères à perpétuité, soit même la peine de mort.

La jurisprudence des Parlements se montrait fort rigoureuse contre les auteurs de menaces ; il existe plusieurs arrêts qui condamnent aux galères perpétuelles des individus convaincus d'avoir écrit des lettres anonymes contenant des menaces de tuer, faute par les personnes à qui elles étaient adressées d'envoyer une somme d'argent à un endroit désigné (4).

1. V. Dig. le titre : *De contumeliis et famosis libellis*.

2. Dig. loi 43. *De contum. et fam. libellis*.

3. Loi 18 Dig. Paul. *De contumeliis et fam. libel.*

4. Parlement de Bourgogne, 21 mai 1675. Parlement de Paris, 8 janvier 1690.

Jousse dit qu'il y a des exemples de particuliers condamnés à la peine capitale pour de pareilles menaces.

L'escroquerie, le fait qui de nos jours se rapproche le plus du chantage, n'était dans l'ancien droit, qu'une variété du vol « celui, dit Muyart de Vouglans, que commettent par adresse soit dans les lieux publics, soit dans les maisons particulières, des individus qui s'y sont introduits sous un prétexte quelconque » (1). Les règles de l'escroquerie, telle qu'on l'entendait alors, ne pouvaient dont pas s'appliquer au délit prévu par l'art. 400 § 2.

Il est probable que, pour le réprimer, on devait faire intervenir la règle admise par la jurisprudence ancienne « que lorsque le dol ne constituait pas un délit défini par la loi, il était puni extraordinairement à l'arbitraire du juge » (2).

L'art de faire chanter ne pouvait pas du reste être pratiqué, comme il l'est de nos jours. La liberté d'écrire qui est maintenant sa principale source, était soumise à de nombreuses entraves par les Ordonnances et les édits royaux, qui se sont succédés jusqu'au xvm^e siècle, réglementant l'imprimerie et établissant de plus en plus fort la censure et le contrôle (3).

Malgré ces entraves, le chantage ne fut pas ignoré.

1. *Lois criminelles*, p. 292.

2. Dalloz. *Rép. gén.* v^o *Vol et Escroquerie*.

3. 11 déc. 1547; 12 févr. 1551; 10 sept. 1563. Ordonnance de Moulins, 1566. Ordonnance de janvier 1629.

Au début même de l'imprimerie, l'Arétin le pratiqua avec cynisme : « Je spécule, écrit-il, sur la crainte et la vanité et mon génie indépendant me suffit. A d'autres la folie de vouloir atteindre la pureté du style et la profondeur de la pensée ! Sans maître, sans art, sans modèle, sans guide, sans flambeau, je marche et la sueur de mon écritoire me donne le bien-vivre, le bien-être et la renommée. Que demanderais-je de plus ? »

L'Arétin eut de nombreux imitateurs. Au xvii^e siècle on les retrouve fort nombreux : des pamphlétaires réfugiés en Angleterre exploitèrent la cour de Louis XIV ; celle de Louis XV fut aussi rançonnée. Rappelons enfin qu'à la veille de la Révolution, M. et Madame de la Mothe, de Londres où ils s'étaient réfugiés, firent chanter Marie-Antoinette, après l'affaire du collier.

Lorsque la Révolution éclata, l'un des premiers soins de l'Assemblée Constituante fut de réviser la législation criminelle. De ce travail de révision, sortit le Code pénal des 25 octobre, 6 septembre 1791 dont une section fut consacrée aux « crimes et délits contre la propriété ».

C'est à l'époque révolutionnaire que la confusion entre le vol et l'extorsion commence à disparaître. On s'aperçoit sans doute, que contraindre une personne à signer un écrit, lorsqu'il doit en résulter une spoliation de la personne sur laquelle s'exerce cette contrainte, ce n'est pas à proprement parler un vol ; pour qu'il y ait vol, en effet, il faut nécessairement une

chose matérielle qui en soit l'objet ; or une signature extorquée n'existe pas avant le crime puisque c'est le crime qui lui donne naissance. Quoi qu'il en soit, le fait d'extorsion fut pour la première fois prévu par une disposition spéciale dans le Code de 1791.

« Quiconque, portait l'art. 40, sect. 2, tit. 2, part. 2, sera convaincu d'avoir extorqué par force ou par violence la signature d'un écrit, d'un acte emportant obligation ou décharge, sera puni comme voleur à force ouverte et par violence envers les personnes et encourra les peines portées aux cinq premiers articles de la présente section, suivant les circonstances qui auront accompagné lesdits crimes ».

Ce texte visait donc seulement le cas, où l'emploi de la violence a pour objet d'obtenir la *signature* d'un titre. On ne crut pas nécessaire de viser d'une manière spéciale l'extorsion qui avait pour objet non plus la signature, mais la *remise du titre*. Peut-être la considérait-on comme rentrant naturellement dans le vol. On peut encore supposer que le législateur avait assimilé le cas de la remise d'un titre à celui de l'extorsion de signature, car une différence insignifiante les sépare.

Ce qui nous porte à croire que cette seconde hypothèse est la plus vraisemblable, c'est que les rédacteurs du Code de 1810 ont embrassé dans une même disposition l'extorsion de titres et l'extorsion de signatures. Ils n'ont, du reste, sauf cette modification, fait que

reproduire l'art. 40 de la loi de 1791 avec un peu plus de précision.

Louvet, membre de la commission de législation, fut le rapporteur de l'art. 400 devant le Corps législatif.

L'extorsion à l'aide de révélations ou d'imputations diffamatoires ne fut au contraire érigée en un délit spécial que par la loi du 13 mai 1863.

En Angleterre, au mois de juin 1861, un bill avait été voté, qui prévoyait et réprimait l'extorsion et la tentative d'extorsion à l'aide de menaces ou de contrainte morale.

En France, les tribunaux antérieurement à la loi de 1863, s'efforçaient d'assimiler les faits de chantage à ceux d'escroquerie pour ne pas les laisser impunis, mais ils avaient été obligés, à plusieurs reprises, de se reconnaître désarmés.

Le Corps législatif fut plus spécialement amené à leur venir en aide, à la suite d'une affaire qui eut beaucoup de retentissement et suscita de vives et nombreuses controverses (*affaire du mariage du forçat*).

La disposition qui vint combler cette lacune fut insérée à la suite du § 1^{er} de l'art. 400.

Elle fut vivement combattue lors de la discussion et nous avons fait connaître les objections qui furent présentées à l'introduction du nouveau délit.

L'exemple donné par l'Angleterre d'abord et par la France ensuite a été suivi ; la plupart des nations étran-

gères n'ont pas cru devoir laisser les faits de chantage en dehors de l'action pénale ; la Belgique notamment, la Hongrie, l'Italie, les Pays-Bas ont fortifié leur Code de défense sociale par des dispositions qui se rapprochent à bien des points de vue de notre art. 400.

CHAPITRE III

Nature du crime et du délit d'extorsion.

SECTION I. — Nature du crime d'extorsion. — L'extorsion est un fait distinct du vol. — Comparaison entre l'extorsion et le vol, — l'escroquerie, — le faux, — la mendicité avec violence, — le crime prévu par l'art. 440.

SECTION II. — Nature du délit d'extorsion. — Exposé des motifs de la loi de 1863. — Comparaison entre le crime et le délit d'extorsion. — La menace prévue par l'art. 400 § 2 est-elle assimilable à celle visée par les art. 305 et suiv. du Code pénal ? — Les faits de chantage antérieurement à la loi de 1863 pouvaient-ils être punis conformément à l'art. 405 ? — Délits d'extorsion par la voie de la presse et délits de presse.

SECTION I. — *Nature du crime d'extorsion.*

Les législations anciennes, ainsi qu'il a été dit, n'avaient pas prévu les faits d'extorsion d'une manière spéciale. On les avait assimilés à ceux qui constituent le vol, et il faut convenir qu'une pareille assimilation avait des raisons d'être.

Comme le vol, l'extorsion est une atteinte à la propriété et aboutit à une spoliation ; les moyens d'exécution dont se sert son auteur sont aussi employés parfois par le voleur (art. 382 du C. pén.).

Le Code pénal a-t-il entendu faire cesser cette iden-

tification et créer une infraction d'une nature spéciale?

La doctrine et la jurisprudence l'admettent de nos jours d'une manière à peu près générale ; mais à l'origine elles avaient une opinion différente. Nous devons faire connaître les deux systèmes opposés qui ont successivement prévalu et les conséquences qui résultent, suivant qu'on adopte l'un ou l'autre.

D'après une *première opinion*, l'extorsion n'est qu'une variété du vol, un vol avec violence. Carnot le dit expressément dans son *Commentaire sur le Code pénal* (1) et MM. Chauveau et Hélie s'expriment en ces termes : « L'extorsion n'est qu'un vol commis à l'aide de la force, de la violence ou de la contrainte ».

Il faut remarquer, dit-on à l'appui de ce système, que l'article 400 est compris dans la « Section des vols » ; que le législateur, d'après les termes mêmes de cette disposition, semble avoir voulu continuer l'énumération commencée à partir de l'art. 380, des différentes espèces de vol qu'il a cru devoir spécifier et qualifier ; enfin que la disposition qui suit l'art. 400 commence par ces mots : « Les autres vols non spécifiés dans la présente section... » ; et que ne pas admettre l'assimilation du vol et de l'extorsion comme ayant été voulue par le législateur, ce serait présumer que, dans son œuvre, il a manqué de logique et confondu des dispositions étrangères.

1. Carnot, *Comment. du Code pén.* sur l'art. 400.

On ajoute qu'il y a lieu d'autant moins d'établir une distinction, que ces faits aboutissent au même résultat et supposent une même intention frauduleuse dans l'esprit du coupable ; enfin que le législateur les jugeant au même degré répréhensibles, a cru devoir les punir d'une manière identique.

Ces arguments ont paru probants à l'origine, et cette solution était adoptée par la jurisprudence qui très logiquement en déduisait les conséquences suivantes :

1° La force, la violence, la contrainte ne sont pas des conditions essentielles de l'extorsion, mais seulement des circonstances aggravantes ; en sorte que le jury appelé à statuer peut avoir à se prononcer sur deux questions bien distinctes : 1° Y a-t-il lieu d'admettre le fait principal d'extorsion ? 2° Y a-t-il lieu d'écarter la circonstance aggravante de violence ou de contrainte ? Et dans le cas où la réponse serait affirmative sur la première question et négative sur l'existence de moyens d'exécution violents ; le fait ainsi isolé devrait constituer un vol simple punissable conformément à l'article 401.

« Attendu, dit la Cour de cassation dans un arrêt du 30 avril 1830, que le législateur a rangé l'extorsion prévue et punie par l'art. 400 C. p. dans la classe des vols ; qu'il suit nécessairement de là que si l'extorsion se trouve dépouillée des trois circonstances de force, violence et contrainte qui en font un crime, et la rendent passible de la peine des travaux forcés à temps,

elle rentre dans la classe des vols simples prévus et punis par l'art. 401 du même Code... Et que dès lors est nul l'arrêt qui, en présence d'une telle déclaration, décide qu'aucune peine ne doit être prononcée... » (1).

Pour les mêmes motifs, fut cassé un arrêt de la Cour d'assises des Bouches-du-Rhône qui n'avait pas appliqué à l'extorsion les peines du vol, l'accusé en ayant été déclaré coupable sans force, violence ni contrainte (2).

2° L'extorsion de signature entre époux n'est pas punissable et il y a lieu d'appliquer l'art. 380 C. pén. parce que l'extorsion est un véritable vol.

« Attendu que l'art. 400 du Cod. pénal qui prévoit le crime d'extorsion de signature est classé dans la section de ce Code relative aux vols ; que l'art. 401 qui le suit immédiatement par les termes dans lesquels il est conçu, indique encore que le législateur a voulu attribuer cette qualification à tous les délits contre la propriété d'autrui énumérés aux articles précédents ; — attendu d'un autre côté que la disposition de l'art. 380, fondée sur des motifs d'humanité publique est générale et absolue et s'applique à tous les faits qui ont légalement le caractère de vols... » (3).

3° Enfin, par suite de l'assimilation qu'il y a lieu d'établir entre le vol et l'extorsion, la tentative d'extorsion peut être punie en vertu de l'article 401, lors-

1. Cass. 30 avr. 1830, Sir. 30. 1. 378.

2. Cass. 7 oct. 1834.

3. Cass. 8 fév. 1840, D. 40. 1. 400.

que le juge du fait n'y trouve pas les circonstances constituant le crime ou la tentative criminelle (1).

Le système que nous venons d'exposer avec ses conséquences et qui identifiait le vol et l'extorsion était critiquable à bien des points de vue.

On se basait surtout, avons-nous dit, sur la place assignée dans le Code pénal à l'article 400. Assurément, il est tout naturel de supposer que le législateur l'avait ainsi placé pour répondre à l'ordre logique des idées, pour lui faire occuper le rang qui devait être le sien dans l'économie générale de la loi, telle qu'il l'entendait.

Mais les rapports d'analogie qui existent nombreux entre le vol et l'extorsion suffisent, nous semble-t-il, à justifier cette place. Si l'extorsion est un fait distinct du vol, il n'en est pas moins vrai qu'il lui ressemble à bien des titres. C'est ce qui a engagé sans doute les rédacteurs du Code qui venaient d'examiner les diverses variétés du vol, à s'occuper de suite et sur le lieu même du crime d'extorsion. Ils auraient pu consacrer une section spéciale à l'art. 400 par. 1, mais la concision de la disposition qu'il renferme était une raison pour ne pas le faire ; on ne voit donc pas qu'ils aient manqué de logique, car ils ne pouvaient trouver de meilleure place à l'extorsion qu'à la suite des diverses variétés de vol.

1. Rej. 14 oct. 1842. Douai 26 nov. 1845. V. Morin, *Répert. de Dr. cr.* v^o *Extorsion*.

L'enchaînement des idées, la relation qui existe entre le vol et l'extorsion les y poussaient ; mais cela n'implique pas le moins du monde qu'une assimilation ait été établie entre les deux faits.

Cette assimilation résulte-t-elle alors de ce que l'art. 401 commence de la façon suivante : « Les autres vols non spécifiés dans la présente section... » ? — Pas davantage, à notre avis. Bien des variétés de vol ont été énumérées dans la section avant d'en arriver à l'extorsion. Ce sont elles que vise le début de l'art. 401. Constatons du moins que si en employant cette expression, les rédacteurs du Code ont entendu y faire rentrer le crime d'extorsion, ils ne l'ont pas fait d'une manière suffisamment explicite.

Depuis les lois du 28 avril 1832 et du 13 mai 1863, ce dernier argument a perdu du reste toute sa valeur. Dans l'art. 400, la loi du 28 avril 1832 a inséré des dispositions concernant « le saisi qui aura détruit, détourné, ou tenté de détruire et de détourner des objets saisis sur lui et confiés à sa garde » et celui qui aura « recélé sciemment les objets détournés, le conjoint, les ascendants et descendants du saisi qui l'auront aidé dans la destruction ou le détournement de ces objets. » Il est évident que de pareils actes ne peuvent constituer des vols. Il n'y a pas, en effet, soustraction de la chose d'autrui ; le saisi qui détourne ou détruit cet objet en était déjà le propriétaire ; enfin de ce que les objets saisis ont été confiés à la garde d'un tiers, la

propriété continuant à rester fixée sur la tête du saisi, en les détournant, celui-ci ne peut davantage commettre un vol.

La loi du 13 mai 1863 a introduit aussi dans l'art. 400 des dispositions additionnelles dans le but de punir d'autres faits délictueux. Ici encore, identifier ces faits avec le vol n'est point possible. « Le débiteur, l'emprunteur ou le tiers donneur de gage qui aura détruit, détourné ou tenté de détruire ou de détourner des objets par eux donnés à titre de gages » ne commettent pas de vol parce qu'en donnant ces objets à titre de gages ils ne se sont pas dessaisis de la propriété ; et il importe peu qu'à ce point de vue la théorie romaine fût différente (1).

Voici donc des faits délictueux qui ne constituent pas des vols, quoiqu'ils soient compris dans la section des vols et dans l'article 400. Pourquoi n'en serait-il pas de même de l'extorsion, quoiqu'elle ait depuis plus longtemps sa place dans la même section et dans le même article ?

Enfin, pour répondre à cet autre argument, qui résulte pour les partisans de l'identification du vol et de l'extorsion, de ce que la loi du 25 septembre 1790 (art. 40, tit. 2) punit « celui qui a pratiqué l'extorsion comme coupable de vol avec violence envers les personnes » et l'art. 400 de la peine des travaux forcés à temps,

1. Paul (Sent. II, XXXI, 36).

peine également encourue en cas de vol commis à l'aide de la violence (art. 382), est-il besoin de faire remarquer que deux délits ne se confondent pas, par cela seul que la répression est la même. Les lois du 28 avril 1832 et du 13 mai 1863 nous en ont donné la preuve en punissant des peines portées en l'art. 401 du Code pénal, plusieurs des nouveaux délits qu'elles ont visés et qui ne sont pourtant pas, comme nous l'avons vu, assimilables à des vols.

Nous concluons que les arguments qui ont été passés en revue ne sont pas suffisants pour faire de l'extorsion de titres ou de signatures une variété de vol.

Plutôt que sa place dans le Code pénal, ce sont les termes mêmes de l'art. 400 qui caractérisent ce crime, déterminent son objet et son mode de perpétration ; par suite, c'est à cette disposition qu'il faut s'attacher pour fixer sa nature légale, et savoir s'il y a lieu de le confondre avec celui de vol.

L'art. 400 suppose le fait de celui qui à l'aide de moyens violents, obtient que sa victime signe ou lui remette un écrit. Il n'agit donc pas à proprement parler contre le gré de celui qu'il dépouille, car, c'est ce dernier qui remet lui-même l'écrit ou qui trace la signature.

« Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol », dit l'art. 379 C. p. Le vol comporte au contraire non plus une

remise, mais une soustraction, un enlèvement de la chose d'autrui par l'auteur du fait, à l'insu du propriétaire ou tout au moins contre son gré. Le rôle de la victime est passif en pareil cas.

C'est cette condition essentielle qu'il faut une remise obtenue par l'emploi de procédés déterminés, qui rend spécial et distinct du vol le fait de l'extorsion.

Nous reconnaissons que dans certains cas, la distinction ne semble pas avoir de raisons d'être, et qu'il n'y a pas grande différence à établir entre l'action de celui qui oblige par la violence sa victime à lui remettre un écrit, et l'acte de celui qui s'en empare lui-même après avoir usé de violence. L'agent dans les deux cas est également coupable et cependant, suivant qu'il y aura eu remise ou enlèvement, il y aura extorsion ou vol et pour ceux qui n'admettent pas l'identification de ces deux faits, les conséquences énoncées plus haut ne devront pas être appliquées. Il n'y aurait pas lieu, par exemple, de punir le fait, si l'emploi de la violence n'est pas constaté.

L'extorsion et le vol se rapprochent donc parfois, à cause du caractère de violence qui est essentiel pour la première de ces infractions et qui accidentellement accompagne la seconde; mais ils sont néanmoins séparés par des différences très réelles.

Et si celle que nous venons de signaler ne s'accuse pas toujours très nettement, il en est une autre, relative à l'objet de l'infraction, qui ne disparaît jamais.

L'extorsion a une sphère d'application bien plus restreinte que celle du vol. La disposition de l'article 400 est pourtant applicable dans une hypothèse où il ne saurait être question de vol : celle d'extorsion de signature. On ne peut pas, à proprement parler, voler une signature ; parce qu'il ne peut y avoir, comme nous l'avons observé, soustraction d'une chose qui n'existe pas. La signature dérive du crime lui-même.

Ce cas était le seul prévu par l'art. 40 titre II de la loi du 25 septembre 1791 et les auteurs du Code pénal, en rédigeant l'art. 400, n'ont changé que pour la compléter la première disposition, ce qui doit faire supposer que dans leur pensée il n'était pas question d'identifier les deux faits que nous comparons.

En résumé il faut, pensons-nous, se rallier à la doctrine qui considère l'extorsion comme une infraction spéciale et distincte du vol, quoiqu'elle semble parfois se confondre avec lui et qu'en réalité elle touche à ce délit par plus d'un côté, en raison de ce qu'elle constitue aussi un attentat contre les biens. C'est un genre particulier de spoliation que le législateur a voulu atteindre, ainsi s'explique la place assignée à l'extorsion par le Code pénal, et aussi la peine semblable à celle du vol avec violence qui frappe son auteur.

La Cour de cassation a abandonné le système qu'elle avait primitivement adopté et sa manière de voir est maintenant conforme à celle que nous venons d'exposer.

La loi du 28 avril 1832 ne doit pas être étrangère à cette évolution. Elle fournit en effet, ainsi qu'il a été dit, des arguments en faveur de la nouvelle interprétation qui ne fut admise que postérieurement à cette loi.

Si l'on admet la spécialité de l'extorsion, il faut rejeter les conséquences que nous avons déduites des principes qui ont d'abord triomphé.

On ne pourrait pas, par exemple, appliquer les peines du vol à un accusé d'extorsion, lorsque l'emploi de la force, de la violence ou de la contrainte n'a pas été admis par le jury (1).

La disposition de l'art. 380 devrait recevoir son application non pas, comme le dit l'arrêt du 8 février 1840 (2) que nous avons mentionné, parce que « l'art. 400 est compris dans la section du Code pénal relative aux vols, et l'extorsion rangée dans la classe des vols » mais pour des raisons différentes, comme nous l'expliquerons plus loin.

La tentative d'extorsion ne pourrait être punie en vertu de l'article 401, lorsque le juge du fait n'y trouve pas les circonstances constituant le crime ou la tentative criminelle (3).

La Cour de cassation, appelée à se prononcer sur le point de savoir si la force, la violence ou la contrainte sont des circonstances aggravantes ou des conditions

1. *Contrà*. Cass., 7 oct. 1831, 30 avril 1830. Sir., 30, 1, 378.

2. Cass., 8 fév., 1840. D. 40, 1, 400.

3. *Contrà*. Rej., 14 oct. 1842. Douai, 26 nov. 1845.

essentielles de l'extorsion a rendu la décision suivante :

« En ce qui touche le premier moyen de cassation tiré de la violation de l'article premier de la loi du 13 mai 1836, en ce que la question relative à l'extorsion de la signature par force, violence ou contrainte offrait une complexité dans les questions qui est défendue par la loi du 13 mai 1836 ; — Attendu que le fait d'extorsion prévu par l'article 400 du Code pénal n'est pas un fait de vol, avec la circonstance aggravante de force, violence ou contrainte, mais constitue un crime distinct et séparé dont le caractère de criminalité se complète par la violence, force ou contrainte et qu'il cesserait d'exister avec sa dénomination et ses conséquences pénales, si les circonstances de force, violence ou contrainte venaient à manquer ; — d'où il suit qu'en posant la question d'extorsion avec ses caractères précités, le président n'a pas violé la loi du 13 mai 1836, mais s'est au contraire conformé à l'article 400 du Code pénal... (1) »

La Cour suprême a résolu la question de la même façon en 1852 et plus récemment en 1890 (2).

Comparaison entre l'extorsion et l'escroquerie.

Il n'est pas davantage possible de confondre avec l'escroquerie qu'avec le vol le crime d'extorsion.

On a pourtant, à l'origine, assimilé l'escroquerie à

1. Cass., 15 mai 1847, Sir., 47, 1, 637.

2. Cass., 19 août 1852, D. 52, 5, 263. Cr., rej., 14 nov. 1890, Bull. cr., n° 228.

cette variété de l'extorsion qui se commet par la voie de chantage. En cherchant à déterminer la nature de ce délit, nous nous efforcerons de démontrer que pareille identification n'avait pas de raisons d'être ; néanmoins nous croyons devoir indiquer ici succinctement les analogies et les différences qui existent entre l'escroquerie et le fait prévu par l'art. 400 § 1.

« L'escroquerie est l'action de se faire remettre, à l'aide de certains moyens dolosifs, rentrant quant à leur objet dans l'énumération faite par l'art. 405 du Code pénal, de choses ou valeurs d'une nature également déterminée par le même article » (1). C'est aussi un attentat contre la propriété qui, ainsi que l'extorsion, suppose, comme élément nécessaire la remise entre les mains du coupable, tandis que le vol exclut toute idée de remise ; mais cette condition essentielle est le résultat de voies de fait ou d'intimidation au cas d'extorsion, au lieu que dans l'escroquerie le moyen qui conduit à la remise, c'est : soit l'usage de faux noms ou de fausses qualités, soit l'emploi de manœuvres frauduleuses ; et il faut entendre par ces derniers mots, disent MM. Chauveau et Hélie « une certaine combinaison de faits, une machination combinée avec plus ou moins d'adresse, une ruse ourdie avec plus ou moins d'art » (2) pour parvenir à abuser de la crédulité (3).

1. Dalloz, *Cod. pén. ann.*, sous l'art. 405.

2. Chauveau et Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. 5, p. 360.

3. Cass., 13 fructidor an XIII, Sir., 2, 1, 158.

Les modes d'exécution de ces deux infractions ne sont donc pas les mêmes.

Il faut ajouter que leur domaine n'est pas également vaste. Celui de l'escroquerie est plus étendu, elle peut avoir pour objet « des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges ».

Ni les auteurs du Code pénal de 1810, ni ceux de la loi de 1863 n'ont cru devoir viser l'extorsion de fonds dans l'art. 400 § 1.

Il y a là, nous semble-t-il, un défaut d'harmonie dans la loi qu'il faut regretter.

Les peines de l'art. 400 § 1, devraient atteindre ceux qui se font remettre des fonds au moyen d'une coaction physique, aussi bien que ceux qui, pour aboutir à ce résultat, emploient le dol ou la diffamation tombent sous le coup de l'art. 405 ou de l'art. 400 § 2.

Crime d'extorsion et mendicité à l'aide de violence
(279 C. pén.).

Le fait visé par l'article 400 § 1, présente une certaine analogie avec celui de mendicité à l'aide de la violence (279 C. p.).

Les mêmes moyens sont employés pour provoquer une contrainte qui soit de nature à aboutir à une spoliation.

Mais il faut observer que la nature des objets que l'agent se fait remettre n'est plus la même.

En cas d'extorsion, il a en vue l'obtention d'une signature ou la remise d'un titre capable d'emporter certaines conséquences juridiques.

Le mendiant ne sollicite rien de semblable ; il demande un secours de médiocre importance, une aumône que l'on accorde généralement.

« Il n'y aurait plus délit de mendicité, si les prétendus mendiants se faisaient remettre sous la pression de violences physiques qu'ils exercent des sommes d'argent qui ne sont pas proportionnées à ce qu'on est dans l'usage d'appeler une aumône » (1).

L'art. 400 § 1, en pareil cas, ne serait du reste pas applicable, l'extorsion ne pouvant porter sur des sommes d'argent. Le fait devrait sans doute être considéré et puni comme vol (382).

Comparaison entre l'extorsion et le faux
(145 et suiv. du C. pén.).

Au point de vue de la loi pénale, le faux consiste dans la supposition, la suppression ou l'altération frauduleuse de la vérité au préjudice d'autrui (2).

Le fait d'extorquer un écrit ou une signature pourrait-il être considéré comme rentrant dans les termes de cette définition et puni comme tel, s'il n'était pas prévu par l'article 400 ?

1. *Pandectes belges*, v^o *Extorsion*, n^o 67.

2. Dalloz, *Code pénal annoté*, sur les art. 145 et suiv.

« L'acte extorqué est intellectuellement faux, puisque, par lui-même, il établit un consentement valable tandis que l'auteur n'a consenti que contraint ou forcé ou même n'a pas consenti du tout... » (1)

Toutefois une pareille assimilation même en l'absence d'un texte spécial, ne serait pas possible ; car, au contraire de l'extorsion qui suppose l'intervention de la victime, le faux ne doit pas émaner de celui auquel il doit préjudicier, lors même qu'il serait le résultat du dol ou de la violence.

Un arrêt de la Cour de cassation dit en substance que : quoique le crime d'extorsion commis en réunion ou bande ait quelque analogie avec le *crime de l'art. 440 (pillage)*, il ne comporte pas cependant l'atténuation admise par l'art. 441 en faveur de ceux qui ont été entraînés par des provocations ou sollicitations (2).

SECTION II. — *Nature du délit d'extorsion.*

« Le chantage est une extorsion à l'aide d'une contrainte morale. Voilà son caractère, voilà le genre auquel il appartient, voilà pourquoi, s'il prend une place dans le Code pénal, c'est dans l'article 400 que cette

1. *Pandectes belges*, v^o *Extorsion*, n^o 68.

2. Cass. 15 mai 1847, jur. crim. art. 4117

place doit être marquée » ; ainsi s'exprime l'exposé de motifs de la loi de 1863.

Le mot d'extorsion ne saurait, en effet, avoir dans les deux paragraphes de l'art. 400 une signification différente. Il implique aussi dans le § 2 comme dans le § 1, l'idée d'une spoliation qui sera réalisée par l'agent au moyen d'une contrainte exercée sur la victime. C'est en s'attaquant à l'honneur ou à la considération qu'il arrive à ses fins ; il y a attentat à la personne en même temps qu'attentat à la propriété.

Mais le délit d'extorsion diffère du crime par la nature des objets auxquels il s'applique. Son domaine est plus vaste ; et ce n'est pas seulement le fait d'obliger à tracer une signature ou de se faire remettre des titres qui est réprimé par le § 2 de l'art. 400 ; ce texte, à la différence du § 1, vise encore les remises de fonds.

De plus, le maître chanteur fait usage d'une contrainte toute spéciale ; il exploite la crainte que l'on a de voir compromettre son honneur ou sa considération ; au contraire, celui qui se rend coupable du crime d'extorsion fait usage le plus souvent d'une coaction physique et le législateur a considéré à juste titre que de tels moyens d'exécution donnaient au fait de l'extorsion beaucoup plus de gravité.

Il a traduit cette différence en faisant de la remise obtenue à l'aide du chantage un simple délit, tandis

que celle obtenue par force, violence ou contrainte est rangée parmi les crimes par le Code de 1810.

La première n'en est pas moins une extorsion comme nous l'avons dit. Le caractère des faits que comporte ce délit apparaîtra plus nettement, ainsi que le bien fondé de l'intervention du législateur pour les réprimer, si l'on établit que ces faits, bien qu'ils présentent des ressemblances avec d'autres visés par notre droit pénal, ont une individualité propre et par suite qu'aucun texte ne pouvait en assurer la répression.

C'est un point que fait ressortir l'exposé de motifs de la loi de 1863.

Il est dit notamment dans l'exposé de motifs que la menace de révélations ou d'imputations diffamatoires n'est pas assimilable à la *menace* dont il est question dans l'article 305 du Code pénal.

« Celle-ci a surtout pour but d'inspirer la crainte d'une violence physique ; elle peut exister sans ordre ni condition ; la condition, si elle existe, n'est pas toujours de se faire remettre une somme d'argent ; la cupidité n'est pas de son essence, si bien que le Code pénal l'a rangée parmi les crimes contre les personnes et non parmi les crimes contre les propriétés. Le chantage a pour objet d'arracher une somme d'argent par la crainte d'un mal véritable et sérieux. C'est une extorsion..... »

La menace prévue par l'art. 305, dit la Cour de cas-

sation, est un crime contre les personnes. Par suite elle serait punissable, encore que l'auteur de la menace n'y aurait eu recours que pour la défense d'un droit légitime ; et il n'est pas nécessaire, pour que cette menace constitue un délit, que l'ordre donné soit injuste, ou la condition préjudiciable au droit de celui à qui la menace est adressée (1). Au contraire, l'auteur d'une menace de révélations diffamatoires ne tomberait pas sous le coup de l'art. 400, s'il n'agissait pas dans un but de spoliation.

Les faits de chantage, antérieurement à la loi de 1863, pouvaient-ils être punis conformément à l'art. 405, C. pén. ?

Le chantage est, par sa nature, une extorsion à l'aide d'une contrainte morale, aussi la question de savoir si dans ce délit peuvent se trouver les éléments constitutifs du vol doit se résoudre de la même façon que la question de savoir si ces éléments se retrouvent dans le crime d'extorsion.

L'impossibilité d'assimiler le vol et l'extorsion n'a jamais été sérieusement contestée. Cependant, le tribunal correctionnel de Valognes, par jugement du 10 mai 1849, et sur appel, le tribunal correctionnel de Coutances, par jugement du 28 août suivant, décidèrent qu'un créancier porteur de titres dont le débiteur a tenté la suppression, peut être déclaré coupable de

1. Cr. cass. 18 sept. 1851, D. P. 51, 5, 356.

vol, par cela qu'au moyen de menaces qu'il a faites à son débiteur de le poursuivre criminellement, il a obtenu de lui une obligation pour une somme supérieure à celle qui lui était due réellement.

Mais le créancier s'étant pourvu en cassation, la Cour suprême annula ces décisions :

« Attendu que, d'après les faits reconnus constants par le tribunal de police correctionnelle de Coutances, il n'y a pas eu dans l'espèce de soustraction frauduleuse d'une somme de 1,000 fr. par la veuve Lafresnée au préjudice de la veuve Leguay : qu'en déclarant ladite veuve Lafresnée coupable du délit de vol et en la condamnant en conséquence aux peines de 3 ans d'emprisonnement et de 500 francs d'amende, ce tribunal a violé l'art. 379 du Code pénal et fait une fausse application de l'art. 401 du même Code..... » (1).

Le même arrêt ajoute « que si le tribunal de Coutances avait jugé la veuve Lafresnée coupable du délit d'escroquerie, il eut violé et faussement appliqué l'art. 405 du Code pénal ? qu'en effet il n'a été constaté ni même allégué que la veuve Lafresnée eût employé un *faux nom ou de fausses qualités* pour se faire remettre par la veuve Leguay une obligation d'une somme supérieure à celle qui lui était due; que, s'il y a eu de sa part des manœuvres frauduleuses, ces manœuvres n'ont point été déclarées avoir eu pour objet de per-

1. Cass., 11 nov. 1819, *J. des aud.* 1819, p. 629.

suader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaires, ou de faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident, ou de tout autre événement chimérique ; que les faits du procès ne présentant pas les caractères déclarés par ledit art. 405 constitutifs du délit d'escroquerie, n'auraient pas été des motifs légitimes d'une condamnation à raison de ce délit..... »

Après avoir établi que le fait en question ne saurait constituer un vol, la Cour de cassation le met en parallèle avec celui visé par l'art. 405 et décide que ce texte n'est pas applicable.

Pour ne pas laisser impunis les faits de chantage, on s'efforçait autant que possible de les assimiler à ceux qui constituent l'escroquerie et de les faire tomber sous le coup de l'art. 405 ; mais dans certains cas une pareille assimilation n'était pas possible, et il fallut admettre une distinction.

L'escroquerie exigeait comme condition des manœuvres frauduleuses susceptibles d'inspirer la crainte d'un accident ou de tout autre événement chimérique ; dans ces expressions, la jurisprudence crut pouvoir faire rentrer le fait de menacer une personne de révélations ou d'imputations diffamatoires dans un but d'exploitation, mais seulement lorsque la menace était d'un péril imaginaire. Si au contraire le péril était sérieux, si les faits dont la victime redoutait la divulgation n'étaient pas mensongers, la peine de

l'art. 405 ne pouvait être encourue. — Il faut ajouter que même dans ce dernier cas, on punissait parfois les faits de chantage, sans tenir compte de ces différences.

La décision que nous venons de rapporter est conforme à la distinction.

Dans une espèce analogue, il a été jugé que le délit d'escroquerie n'existait pas en cas d'extorsion de sommes d'argent à l'aide de la menace faite à une personne de dénoncer un délit qu'elle avait réellement commis, « attendu qu'il n'est pas constaté par l'arrêt attaqué (de la Cour de Riom) que les faits imputés au prévenu, lors même qu'on pourrait les qualifier de manœuvres frauduleuses, et quel que soit d'ailleurs leur caractère d'immoralité, réunissent les conditions spécifiées ; qu'il en résulte même que l'évènement dont était menacée la victime lorsque le prévenu lui disait qu'il dénoncerait son fils qui serait condamné à 50 francs d'amende pour délit de pêche était loin d'être chimérique ; qu'il ne faisait que lui rappeler les conséquences vraies ou probables de la dénonciation qu'il pouvait faire » (1).

La chambre criminelle a décidé dans le même ordre d'idées que le fait d'obtenir d'un individu la souscription d'un billet en lui inspirant la crainte de poursuites criminelles, à raison d'un billet faux qu'il

1. Cass., 11 nov. 1819, *Journ. des Aud.*, 1819, p. 629.

Malvezy.

aurait mis dans le commerce, ne saurait constituer le délit prévu par l'art. 405, sous prétexte que les craintes reposent sur un événement chimérique, tant qu'il n'est pas reconnu que le billet n'était pas faux (1).

Mais la Cour d'Amiens, saisie par renvoi de cette même affaire, jugea au contraire qu'il y avait escroquerie et la Cour de cassation, toutes chambres réunies, se rangea à cette opinion, « l'existence d'un pouvoir imaginaire sur la détermination d'un tiers resté étranger à la machination, mais qui voulait porter plainte contre la personne qui avait mis en circulation le billet faux, faisant naître dans l'esprit de cette dernière l'espérance chimérique d'échapper par l'entremise du prévenu à l'action de la justice qui pouvait être provoquée..... » (2).

La chambre criminelle a également décidé qu'il fallait voir les manœuvres prévues par l'art. 405 dans la réunion des faits suivants : 1° la plainte portée contre un individu pour lacération de billets que ce dernier avait souscrits à la partie plaignante, mais qu'un jugement avait annulés comme ayant pour cause des dettes de jeu ; 2° le bruit répandu dans la public que cet individu serait arrêté par suite de la plainte ; 3° la provocation à plusieurs personnes par le plaignant, les engageant à souscrire à son profit une obligation

1. Cass., 19 sept. 1840, D. P. 40, 1, 443.

2. Cass. Ch. réun., 4 févr. 1842, D. P. 42, 1, 178.

authentique d'une certaine somme en forme de transaction et sur l'offre de retirer la plainte (1).

Doit être considérée, d'après la Cour de Poitiers, comme une variété d'escroquerie, l'action, au moyen d'une dénonciation calomnieuse appuyée de manœuvres propres à faire croire à la réalité de délits dénoncés (il s'agissait de faits d'adultère et d'empoisonnement) d'arracher à la personne menacée une somme d'argent ou des souscriptions de promesse (2).

La jurisprudence admettait même d'une façon générale que le chantage constitue une escroquerie, au moins lorsque la dénonciation dont la victime est menacée ne peut avoir pour fondement qu'une calomnie (3).

Cependant la crainte du mal que peut causer une calomnie n'est pas toujours assimilable à la crainte d'un danger chimérique. Souvent, au contraire, une calomnie est de nature à constituer un danger réel ; par conséquent l'application de l'article 405, lorsque la dénonciation dont la personne est menacée a pour fondement une calomnie, n'était pas conforme à la distinction posée par la jurisprudence elle-même et que nous avons fait connaître plus haut ; mais la répression leur paraissant indispensable, les tribunaux ne s'arrêtaient pas devant les limites tracées.

1. Cass., 23 nov. 1838, D. P. 39, 1, 146.

2. Poitiers, 14 sept. 1858, D. P. 58, 2, 195.

3. Cass., 20 mai 1858, D. P. 58, 1, 225.

En 1858, le procureur général de Bordeaux montrait les inconvénients qu'il y aurait à ne pas punir de tels procédés d'intimidation.

La question s'était posée, à l'occasion d'une affaire où la tentative de chantage s'était manifestée dans les conditions les plus odieuses.

Plusieurs dames de Bordeaux avaient reçu des lettres non signées, qui toutes contenaient injonction d'apporter en un lieu indiqué, à un moment donné, une somme d'argent en échange de laquelle on offrait de se dessaisir de preuves de relations adultérines avec une personne, qu'on croyait ne pas devoir nommer, et qui se terminaient par la menace de punir un refus par les révélations les plus compromettantes. On s'empara de l'auteur des menaces en plaçant dans le lieu désigné par lui, pour y simuler le dépôt qu'il exigeait, une somme d'argent qu'il vint y chercher.

En première instance, le fait fut qualifié par le tribunal de Bordeaux « d'ignoble spéculation, de machination odieuse, d'acte profondément immoral » mais le jugement acquitta le prévenu en disant « qu'il est déplorable sans doute que par l'insuffisance de la loi, un de ces actes honteux qui jettent le trouble et la désunion et mettent en péril l'honneur des femmes, échappe à toute répression ».

La cour de Bordeaux pensa au contraire que la législation n'était pas désarmée en pareille circonstance

et que ces faits de chantage constituaient une tentative punissable des faits prévus par l'art. 405.

A notre avis, dans l'espèce, le danger d'une dénonciation calomnieuse n'était pas le moins du monde imaginaire : les conséquences du scandale étaient à redouter ; et par suite l'interprétation restrictive de l'art. 405 aurait dû être adoptée par la cour comme elle l'avait été par le tribunal correctionnel.

Devant la chambre criminelle, Dupin soutint l'opinion de la cour de Bordeaux : « Il importe d'abord, dit-il, de se fixer sur le caractère général du délit d'escroquerie. Il diffère du vol, quoiqu'il soit de la même famille, il en diffère en ce que le vol est l'emparement de la chose d'autrui, malgré le propriétaire ou à son insu, tandis que dans l'escroquerie la victime est appelée à se livrer elle-même ; le chantage, en effet, est un mot emprunté à l'oisellerie ; c'est un piège, un réseau, un filet tendu autour de celui qu'on veut y faire tomber. Les moyens sont infinis ; chaque jour les journaux nous révèlent de nouvelles ruses, de nouveaux stratagèmes employés pour tromper. Ce délit se transforme en mille manières différentes ; c'est un véritable Protée. — On conçoit dès lors que le législateur n'a pas pu en donner une définition rigoureuse, comme pour ces crimes qui ont un caractère fixe : le meurtre, le viol, l'empoisonnement. Il a fallu décrire plutôt que définir et employer un luxe de paroles telles que « manœuvres frauduleuses, fausses entreprises, crédit ima-

ginaire, espérances chimériques, menaces, crainte d'un succès ou d'un accident » : voilà les moyens indiqués par la loi. Ce sont comme des cadres ouverts, où viendront, selon l'occurrence, se classer les différentes accusations. Evidemment aussi, à côté d'une grande latitude de termes, on laisse une grande latitude d'applications.... »

Conformément aux conclusions de Dupin, l'arrêt de la Cour de Bordeaux fut maintenu (1).

L'assimilation entre le chantage et l'escroquerie avait été également établie par la cour de Bruxelles, dans des espèces à peu près semblables.

Elle a décidé qu'une menace par lettre anonyme de nature à faire naître la crainte d'accidents, constitue, lorsqu'elle est accompagnée de l'ordre de déposer en un lieu indiqué une somme d'argent, l'une des manœuvres frauduleuses dont l'emploi est réprimé par l'article 405 (2).

Et dans un second arrêt qu'il en était de même d'une lettre dont l'auteur menaçait le destinataire de la publication prochaine d'aventures prétendument puisées dans sa vie privée (3).

En résumé, la jurisprudence pour ne pas laisser impunis les faits de chantage les assimilait à ceux d'es-

1. Cass. 20 mai 1858 D. P. 58, 1, 225.

2. Bruxelles, 22 nov. 1820, Dall. *Rép. gén.* v. vol 567.

3. Bruxelles, 26 juin 1847, *Pandectes belges*, v. *Chantage*, n. 28 et suiv.

croquerie. Ce système qui reposait, comme nous le verrons, sur des analogies forcées, n'avait pas été adopté sans hésitations. L'exposé des motifs de la loi de 1863 fait le tableau de cette situation.

« On s'accorde à reconnaître, y est-il dit, que le chantage qui procède par la révélation d'un fait vrai ne tombe pas sous l'application de la loi. Pour celui qui procède par la menace de l'imputation d'un fait faux, on trouve çà et là quelques monuments de jurisprudence, qui l'ont considéré comme une escroquerie et qui l'ont fait rentrer sous l'application de l'art. 405. On dit pour appuyer cette doctrine que si l'imputation est calomnieuse la menace est vaine et la crainte chimérique : cependant le danger de perdre sa réputation, si l'on est calomnié, n'est pas toujours une chimère ; la calomnie ne laisse-t-elle pas toujours quelque chose après elle ? Qui oserait dire que Basile a cessé d'avoir raison ?... »

Cette doctrine qu'admettait la jurisprudence nous paraît en effet critiquable à plusieurs points de vue, même lorsque les faits dont la victime redoutait la divulgation étaient mensongers. Celle-ci, en pareil cas, a autant de raisons de craindre que si la divulgation dont elle est menacée devait porter sur un fait vrai.

Le maître chanteur, pour arriver à son but, emploie dans les deux hypothèses des procédés de pression, d'intimidation.

L'escroc, au contraire, procède par le dol ; il cherche

à produire l'illusion sur sa victime. Les auteurs de l'art. 405 en ont écarté le mot dol, mais en décrivant les manœuvres qui doivent caractériser l'escroquerie, ils l'ont fait de manière à ne pouvoir atteindre que celles qui consistent dans l'emploi du dol. Il faut donc, pour qu'il y ait lieu d'appliquer l'art. 405, que la victime ait agi sous l'empire d'une erreur, que l'agent ait déterminé l'illusion dans son esprit.

Au contraire, pour qu'il y ait chantage, il ne suffit pas que la personne visée se soit décidée à remettre des fonds ou des valeurs en raison d'une illusion provoquée chez elle par l'agent; il faut qu'elle se décide sous l'empire de la terreur.

Et ce n'est pas parce que les faits qu'on menace de révéler sont inexacts que l'on pourra dire qu'elle s'est laissée influencer par des craintes chimériques. Le danger d'être diffamé n'a rien de chimérique, alors même qu'il n'existe pas de documents permettant de le faire.

« Point n'est besoin de documents pour calomnier ou diffamer un honnête homme. Celui qui n'a pas la conscience parfaitement nette sera suffisamment touché par l'unique perspective de voir fouiller dans son passé, sans qu'il doive se persuader qu'on produira des preuves ou des pièces.

Quant à celui qui n'a rien à se reprocher, s'il cède ou s'exécute, il montre qu'il considère le danger comme n'étant nullement imaginaire; qu'il redoute au con-

traire les conséquences d'un scandale, sachant que les accusations les plus invraisemblables laissent toujours quelques traces, et préférant acheter sa quiétude par un sacrifice, plutôt que d'entamer une lutte, d'où il risquera de ne pas sortir tout à fait indemne.....

A la vérité, l'imposture est quelquefois si apparente et la justification si aisée que la menace de semblables imputations n'exercera aucune impression sur l'esprit de celui contre qui elle est dirigée.

Mais là encore, un des éléments essentiels du délit fera défaut ; lancer une insinuation inepte ou fantastique, c'est vouloir exercer une pression sans moyen de contrainte, c'est attendre aux jours d'un ennemi avec une arme à feu non chargée..... » (1).

C'est bien de cette façon que les faits de chantage ont été envisagés lors de la discussion de la loi de 1863.

« Le chantage, dit l'exposé des motifs, n'est pas l'escroquerie de l'art. 405. Celle-ci procède par la persuasion, par la ruse et par des manœuvres frauduleuses ; elle arrive à ses fins par les illusions qu'elle fait naître, par la crainte ou par les espérances chimériques qu'elle inspire..... Le chantage a pour objet d'arracher une somme d'argent par la crainte d'un mal véritable et sérieux..... Le chantage est donc une extorsion à l'aide d'une contrainte morale. Voilà son caractère, voilà le genre auquel il appartient, voilà

1. *Pandectes belges*, v° *Chantage*, n^{os} 33 et s.

pourquoi s'il prend une place dans le Code pénal, c'est dans l'art. 400 que cette place est marquée..... »

Ernest Picard défendit le système qu'avait adopté la Cour de cassation et s'efforça de démontrer qu'une disposition nouvelle n'était pas nécessaire pour atteindre le chantage, puisqu'il n'est qu'une variété de l'escroquerie.

« La seule difficulté, dit-il, c'est d'atteindre les faits de chantage en se conformant aux principes du droit pénal.

Si vous vous reportez à l'article que vous êtes appelés à voter, vous serez d'abord surpris de trouver dans une matière tout à fait étrangère et au milieu d'un article qui a un tout autre objet une disposition difficile à définir, difficile à comprendre, et qui crée un délit nouveau dont tous les éléments vous paraissent inconnus. Cependant, je demandais à M. le commissaire du Gouvernement si les éléments de l'art. 405 ne pouvaient suffire, soit dans leur rédaction actuelle, soit dans celle qui peut être adoptée par nous à la poursuite et à la répression du délit ; et M. le commissaire du Gouvernement paraissait, en principe du moins, me donner en quelque sorte raison ; car vous l'avez entendu tout à l'heure déclarer qu'il y aurait là non pas un fait d'extorsion violente, mais un fait d'extorsion morale. Eh bien, l'art. 405 que vous allez discuter tout à l'heure porte que : « Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités,

soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès se sera fait remettre ou délivrer *ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer*, des fonds, etc..... ». C'est la nouvelle rédaction.

Et cet article, par une simple addition, peut comprendre parmi ses éléments le moyen d'atteindre le fait que vous avez voulu réprimer et il en résultera un double avantage. Vous aurez d'abord classé le délit là où il doit être placé et en second lieu, faisant un cas nouveau d'escroquerie, vous aurez rattaché à une disposition pénale connue dont les éléments sont consacrés depuis longtemps, une nouvelle disposition qui atteindra un fait nouveau, vous aurez fait une amélioration et vous n'aurez pas fait une innovation dangereuse..... Il suffirait d'ajouter aux mots *événement chimérique* ceux de *ou réel*..... » (1).

Cette opinion ne prévalut pas.

Le commissaire du Gouvernement insista à nouveau pour la faire repousser et la disposition relative au chantage fut votée et insérée dans l'art. 400.

La Cour de cassation, depuis que les faits de chantage se trouvent ainsi prévus et punis, a rejeté l'assimilation qu'elle avait d'abord établie dans certains cas entre ce délit et celui d'escroquerie.

1. Séance du 14 avril (*Moniteur* du 15).

Elle a, par un arrêt récent, annulé une décision de la Cour de Rennes qui, pour justifier dans une espèce la peine de la relégation, s'était fondée tout à la fois sur ce que le délit d'extorsion de fonds à l'aide de révélations ou d'imputations diffamatoires est prévu au Code pénal dans la section des vols et puni comme vol d'un an à cinq ans d'emprisonnement et qu'il ne serait qu'une variété de l'escroquerie :

« Attendu, dit la chambre criminelle, d'une part que l'extorsion de fonds diffère essentiellement du vol qui consiste dans la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui ; et d'autre part qu'elle ne saurait être assimilée à l'escroquerie ; qu'en effet l'escroc détermine le consentement de la victime par des procédés et manœuvres dont elle ignore le caractère frauduleux, tandis que celui qui se laisse extorquer des fonds par la menace de révélations ou imputations diffamatoires se rend compte de la fraude pratiquée à son égard et du préjudice qu'il subit..... » (1).

Comparaison entre les délits d'extorsion commis par la voie de la presse et les délits de presse.

La presse est un des instruments de chantage des plus fréquemment employés et aussi des plus puis-

1. C. cass., 16 mars 1895, Journal *La Loi* des 9 et 10 octobre 1895.

sants, parce que le diffamateur peut déguiser son but sous les hautes apparences d'une mission sociale.

Lorsque des menaces de révélations ou d'imputations diffamatoires, en vue d'une extorsion, ont été faites par la voie de la presse, faut-il décider qu'une telle publication constitue, non le délit de chantage que punit l'art. 400, mais un délit de presse qui tombe sous le coup de la loi du 29 juillet 1881 ?

Les deux délits n'ont pas toujours été distingués.

En Belgique, les tribunaux se sont même efforcés d'établir l'assimilation, pour ne pas infliger à l'auteur de manœuvres constitutives de chantage une répression trop sévère, car c'est la même peine qui est édictée par la loi belge, qu'il y ait crime ou qu'il y ait délit d'extorsion.

D'après la notice sur le chantage publiée par les *Pandectes belges* (1), la question doit être résolue suivant une distinction.

L'article incriminé contient-il soit une appréciation directe, soit une énonciation de faits qui amènent une appréciation de la part du lecteur, « le chantage au même titre que la calomnie pourra être considéré comme un délit d'opinion. — Mais souvent aussi la presse servira uniquement d'instrument accessoire. Ce sera un moyen de transport pour une communication exempte d'imputations, ou dont la portée est in-

1. *Pandectes belges*, v^o *Chantage*, n^{os} 213 et suiv.

intelligible pour les tiers, quelque chose comme la poste qui sert d'intermédiaire à une correspondance intime dont elle ne soupçonne pas le caractère caché. Alors le délit de presse disparaîtra pour ne laisser place qu'à un délit ordinaire..... »

Au moins dans notre législation, nous ne croyons pas que la solution à intervenir doive varier d'après une telle distinction. L'extorsion accomplie à l'aide de la presse ne peut être considérée comme un délit de diffamation.

En effet, les deux actes que nous comparons sont de nature différente.

Ils comportent bien tous les deux un élément diffamatoire et constituent, en raison de cet élément, une atteinte à la personne ; mais pour tomber sous le coup de l'art. 400, il est indispensable que le fait soit commis en vue d'une spoliation, ce qui n'est pas exigé, pour qu'il y ait lieu d'appliquer la loi du 29 juillet 1881.

Dans un cas, la diffamation est le but poursuivi par le coupable ; dans l'autre elle n'est qu'un moyen dont il se sert ; aussi les conditions prévues par l'art. 400 seraient-elles réunies, quand même des révélations ou imputations ne constitueraient pas le délit de diffamation, bien que présentant un caractère diffamatoire ; et notamment l'objet de la diffamation n'a pas besoin d'être précisé.

Ce n'est donc pas parce qu'une publication employée

comme manœuvre d'intimidation et qui est une menace au sens de l'art. 400, a été faite par la voie de la presse que le caractère du délit peut être changé.

La jurisprudence a fait de nombreuses applications de cette doctrine.

Ainsi, la cour de cassation a décidé : que les délits de chantage commis par la voie de la presse ne peuvent être compris dans la loi d'amnistie du 19 juillet 1889, qui s'applique aux délits commis en matière de presse, et non aux délits commis par la voie de la presse (1).

Dans deux espèces récentes, les prévenus soutenaient que le délit d'extorsion de fonds ne pouvait être retenu à leur charge, parce qu'aux termes de l'art. 35 de la loi du 29 juillet 1881, la preuve des faits diffamatoires est autorisée contre plusieurs associations, parmi lesquelles devaient être rangées celles qu'ils attaquaient et que, cette preuve étant rapportée en fait, le prévenu doit être renvoyé des fins de la plainte.

Ces moyens de défense furent rejetés.

« Il a été vainement plaidé, dit en substance un jugement du tribunal de la Seine, que la preuve des faits diffamatoires étant autorisée contre la Compagnie des chemins de fer du Sud, aux termes de l'art. 35 de la loi sur la presse, et cette preuve ayant été en fait rapportée, le délit d'extorsion de fonds ne saurait être re-

1. Cass. 6 févr. 1890, Casati, *C. pén. commenté*, sous l'art. 400, p. 179.

tenu à la charge de Ferrier ; et il suffit pleinement, pour que ce délit soit établi, que la crainte des révélations ou des imputations diffamatoires, dont la Compagnie a été menacée par la *Voie ferrée*, l'ait déterminée à verser, comme elle l'a fait, des sommes d'argent entre les mains du prévenu (1).... »

La Cour de cassation a adopté cette solution et rejeté le pourvoi interjeté par Girard et Portalis, condamnés pour manœuvres de chantage pratiquées contre des tenanciers de cercles.

« Attendu que, si l'art. 35 de la loi du 29 juillet 1881 autorise la preuve des faits diffamatoires, lorsque c'est l'action en diffamation qui est intentée et que la personne diffamée est le directeur ou l'administrateur d'une entreprise industrielle, commerciale ou financière faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit, l'art. 400 punit dans tous les cas et sans aucune distinction l'extorsion ou la tentative d'extorsion de fonds à l'aide de la menace écrite ou verbale de révélations ou d'imputations diffamatoires ; qu'en effet, si la loi a voulu, pour raisons d'intérêt public, que la diffamation commise envers certaines personnes et à raison de leurs fonctions ou de leurs qualités cessât de constituer un délit, quand la vérité des faits allégués est établie, cette indulgence ne se concevrait plus à l'égard de l'homme qui, spéculant sur la crainte du scandale, re-

1. Tr. corr. de la Seine, 27 mai 1895, *Pandectes françaises pér.* 96, II, 79.

court à des menaces de diffamation pour se faire payer son silence ; que ce qui prouve clairement que l'art. 400 du code pénal ne fait aucune différence, entre la menace d'imputations vraies et celle d'imputations fausses, c'est qu'il emploie simultanément les deux mots : imputations et révélations, alors que ce dernier ne peut s'appliquer avec exactitude qu'à des faits réels..... » (1).

Comme nous le verrons, les tribunaux ont encore décidé :

Qu'à l'inverse de la poursuite de la diffamation, celle du chantage peut être exercée par le ministère public, indépendamment d'une plainte de la partie lésée (2) ;

Que la prescription spéciale de trois mois, édictée par l'art. 65 de la loi du 29 juillet 1881 contre l'action publique et l'action civile, résultant des délits de presse n'est pas applicable au chantage (3) ;

Que la poursuite dirigée contre le complice d'un délit de chantage, échappe à la réglementation des responsabilités, telles qu'elles sont déterminées par les articles 42 et 43 de la loi du 29 juillet 1881, alors même que le délit résulterait d'une publication dans un journal (4).

1. Cr. rej. 19 juillet 1895, *Bull. cr.* no 207.

2. Cr. cass. 28 juillet 1888, *Pand. fr. pér.* 89, I, 23.

3. Cr. cass. 10 déc. 1886, *Sir.* 88, I, 399 ; 7 janvier 1887, *Pand. franç. pér.* 90, I, 47.

4. Lyon 16 novembre 1887, *Monit. judic. de Lyon*, 3 déc. 1887.

CHAPITRE IV

De l'intention frauduleuse exigée comme condition de l'extorsion.

Volonté. — Mauvaise foi. — But de spoliation. — A quel moment doit exister l'intention ? — Pouvoir d'appréciation des tribunaux sur le point de savoir si elle existe.

La volonté est de l'essence du crime et du délit de l'extorsion, comme de tous les autres crimes et délits ; mais la volonté ne suffit pas. Il faut encore que l'agent ait tendu au résultat préjudiciable de l'extorsion, qu'il ait dirigé vers ses conséquences l'acte qu'il a fait.

Les principes généraux et la raison elle-même sont d'accord pour exiger que l'usage de la violence ou de la menace de révélations diffamatoires soit frauduleux, bien que l'art. 400 ne l'ait pas spécifié.

L'absence d'une intention coupable enlèverait au fait son caractère criminel ; et la mauvaise foi de l'agent, c'est-à-dire le sentiment de l'illégitimité de l'acte auquel il s'est livré n'est pas seulement requis, pour qu'il y ait l'élément intentionnel ; l'agent doit encore avoir eu en vue le résultat particulièrement visé par l'article 400 : de se procurer par des moyens violents ou en

s'attaquant à l'honneur et à la considération, tout ou partie de la fortune d'autrui qu'il convoite. Il est au moins indispensable, s'il n'agit pas dans un but de cupidité, qu'il veuille causer un préjudice à sa victime.

Le mobile de cupidité est la caractéristique ordinaire de l'extorsion, mais l'intention de commettre une spoliation indépendamment de ce mobile, nous paraîtrait suffisante. L'art. 379, en effet, n'en exige pas davantage pour qu'il y ait vol. Si l'*animus lucri faciendi* était indispensable d'après les lois romaines, notre droit criminel exige seulement que le propriétaire ait été frauduleusement privé de sa chose. Plusieurs décisions ont été rendues en ce sens. La cour de Bourges a jugé que le fait de soustraire un objet dans le but de le détruire est passible des peines du vol... attendu qu'il importe peu que l'auteur de la soustraction ait ou n'ait pas eu l'intention de profiter de la chose d'autrui, qu'il suffit qu'il ait eu celle d'en priver le propriétaire (1) ».

De même celui qui en extorquant un titre a voulu dépouiller le propriétaire, mais non s'enrichir à ses dépens, devrait encourir les peines de l'article 400.

Ce texte, pas plus que l'article 379, ne nous paraît exiger l'*animus lucri faciendi*.

Nous reconnaissons du reste, qu'en fait l'agent cherche habituellement comme résultat non seulement à commettre une spoliation, mais à se procurer un pro-

1. Bourges, 26 janv. 1843, D. *Rep. Gén.*, v^o Vol, n^o 105.

fit pour lui ou pour autrui, et que les auteurs de la loi de 1863 n'ont pas envisagé le délit de chantage sous une autre face et se sont proposés avant tout de réprimer ce but de cupidité. La cour de cassation, appelée à préciser le véritable caractère et à déterminer les éléments légaux de ce délit, a posé en principe que la menace écrite ou verbale doit « avoir été faite dans un but de cupidité illégitime (1) ».

En l'absence de l'élément intentionnel tel que nous venons de le spécifier, il ne saurait y avoir ni crime, ni délit d'extorsion. C'est ce qui arriverait, comme l'a fait observer M. Garraud, « si l'agent voulait se venger, s'il voulait obtenir la cessation d'une campagne de diffamation ouverte contre lui, s'il cédait à un sentiment de basse politique.. (2) ».

L'intention étant un fait intellectuel, intérieur, qui peut ne se révéler par aucune manifestation apparente et dont les variations peuvent rester cachées, il est souvent difficile de la découvrir et de la caractériser. L'on peut dire toutefois qu'en matière d'extorsion, les difficultés ne se présentent pas aussi grandes qu'en ce qui concerne d'autres délits. L'emploi de la violence ou de la menace, la remise des fonds ou des titres, l'obtention de la signature permettront la plupart du

1. Cass. 24 févr. 1866. Sir, 66. 1. 309. Cass. 17 juill. 1884. D. P. 85. 1. 92.

2. Garraud, *Tr. théor. et prat. de Dr. pén. franç.* T. 5. sur l'art. 400.

temps de découvrir nettement l'intention criminelle. La découverte en sera peut-être moins facile, lorsque l'extorsion n'aura pas abouti et qu'il y aura lieu de rechercher, si l'on ne se trouve pas en présence d'une tentative.

« La mauvaise foi de l'agent, dit M. Garraud, résulte tout à la fois du moyen dont il se sert et du but qu'il poursuit sans qu'il y ait à établir autre chose » (1) C'est ainsi que constate suffisamment la mauvaise foi du prévenu l'arrêt qui relève à sa charge l'usurpation d'une fausse qualité, l'habileté de ses agissements en vue d'extorquer des fonds et la volonté de faire du journalisme une source du chantage (2).

L'intention frauduleuse doit exister pendant la période d'exécution. De même que la spoliation par voie de soustraction, celle par voie de remise ne serait pas frauduleuse, si l'intention n'avait commencé qu'après la perpétration du fait, comme il est dit dans cette décision de la Chambre criminelle.

« Sur un moyen, tiré de ce que la rétention frauduleuse ne constitue pas le vol, quand l'origine de la possession est exempte de fraude ; — Attendu que le jugement attaqué n'établit pas formellement l'intention criminelle de la demanderesse au moment de la réception de l'acte obligatoire ; — attendu qu'il n'existe

1. Garraud. *Tr. théor. et prat. de Dr. pén.* sur l'art. 400 n° 214.

2. Cr. rej. 10 mars 1893. *Bull. cr.* 93 n° 71.

de soustraction frauduleuse qu'autant que la fraude accompagne le fait de la soustraction et s'identifie avec lui ; que si l'intention de s'approprier la chose d'autrui, peut, suivant les circonstances, être manifestée par des actes postérieurs, elle n'en doit pas moins, pour constituer le vol, remonter à l'origine même de la possession... » (1).

Il ne saurait y avoir non plus d'extorsion frauduleuse, si la fraude n'avait accompagné le fait de l'extorsion ; par exemple, l'individu qui, en se faisant par la violence ou la menace, remettre des fonds ou des titres, pourrait faire la preuve que son intention n'était pas de spolier, ne devrait pas encourir les peines de l'art. 400, alors même que pareille intention lui serait venue postérieurement à la perpétration du fait.

C'est aux juges du fait qu'il appartient d'admettre ou de rejeter la bonne foi. Pour apprécier l'intention de l'agent, ils doivent chercher à pénétrer dans le for intérieur et tenir compte des circonstances.

Leur appréciation, quant à l'absence d'intention criminelle, est souveraine et à l'abri du contrôle de la Cour de cassation (2).

1. Cass. cr. 2 avril 1835. *D. R. Gén. v° Obligations* 4899-7°. 15 mai 1863. *D. P.* 63. 1. 266.

2. Cass. 24 février 1866. *D. P.* 66. 1. 189. 20 mars 1885. *Sir.* 85. 1. 185.

CHAPITRE V

Modes de perpétration du crime et du délit de l'extorsion.

Généralités.

SECTION I. — *Modes de perpétration du crime d'extorsion.* — I. *Force. Violence.* — Définition. — Pouvoir d'appréciation des juges du fait. — Les conditions exigées pour que la force et la violence soient des modes de perpétration, sont-elles les mêmes que celles exigées par les art. 1111 et suiv. du Code civil pour que la violence entraîne la nullité d'un contrat? — Y aurait-il extorsion dans le cas où l'on aurait contraint une personne à signer en lui tenant la main et en la dirigeant malgré elle? — La force ou la violence doivent précéder la remise ou la signature. — II. *Contrainte.* — Sens du mot. — Menace de nature à faire impression sur une personne raisonnable (art. 1111 et suiv. du Code civil). — Crainte d'un mal considérable et présent. — Pouvoir d'appréciation des juges du fait. — Sur quelles personnes la menace doit-elle être exercée? — La contrainte constitutive d'extorsion peut-elle être confondue avec la contrainte constitutive d'escroquerie? — III. La force, la violence ou la contrainte sont-elles ou ne sont-elles pas *cumulativement exigées*, pour qu'il y ait crime d'extorsion? — IV. Que doit-on décider si le jury répondant affirmativement sur la question d'extorsion, déclarait, d'un autre côté; qu'il n'y a eu ni force, ni violence, ni contrainte?

SECTION II. — *Modes de perpétration du délit d'extorsion.* — I. Sens du mot : *Menace.* — 1^o Modes employés pour commettre la menace. — 2^o Dans quels termes doit être faite la menace? — 3^o Est-il nécessaire qu'elle soit adressée directement? — 4^o Une personne morale peut-elle être exposée à la menace prévue par l'art. 400, § 2? — 5^o Pouvoir d'appréciation des tribunaux. — Nécessité de l'existence d'une menace. — II. *Révélations et imputations diffamatoires.* — 1^o Sens des mots : *Imputation, révélation.* — Divulcation d'un fait vrai. — Divulcation d'un fait mensonger. — Les imputations ou révélations doivent être *diffamatoires*, c'est-à-dire : porter atteinte à l'honneur ou à la considération. — 2^o Applications de ces principes par la jurisprudence. — Menaces de poursuites

devant les tribunaux. — Menaces de révélations ou d'imputations de nature à entraîner contre la personne visée une poursuite disciplinaire. — Délit de chantage pratiqué par la voie de la presse. — 3^e Pour qu'il y ait application possible de l'art. 400, § 2, la révélation qui fait l'objet de la menace peut-elle consister dans la dénonciation d'un fait déjà rendu public ? — III. *La diffamation doit-elle être concomitante de la menace ? Ne peut-elle pas la précéder ?*

GÉNÉRALITÉS

L'extorsion doit être réalisée à l'aide d'une contrainte ; elle implique à la fois une atteinte à la propriété et une atteinte à la personne.

C'est surtout la première qui a été visée par le législateur ; mais il a eu également en vue celle contre la personne qui consiste dans les moyens employés pour commettre la spoliation, et suivant que ces moyens lui ont paru présenter plus ou moins de gravité, il s'est montré plus ou moins sévère dans la répression.

Il y a crime, lorsque l'extorsion a été commise à l'aide de la force, de la violence ou de la contrainte (400, § 1). Il y a délit, lorsqu'elle a eu lieu « à l'aide de la menace écrite ou verbale de révélations ou d'imputations diffamatoires » (400, § 2).

Ce chapitre sera divisé en deux sections :

L'une sera consacrée à l'étude des modes de perpétration du fait prévu par le § 1 de l'art. 400 ; et l'autre « à la menace, écrite ou verbale, de révélations ou d'imputations diffamatoires. »

SECTION I. — *Modes de perpétration du crime d'extorsion.*

La force, la violence, la contrainte sont trois modes distincts, susceptibles de concourir séparément à la formation du crime. Chacun d'eux présente des caractères qui le différencient des autres.

Nous essayerons d'abord de déterminer ceux de la force et de la violence qui se ressemblent, en ce qu'elles constituent des voies coactives d'un ordre physique.

La contrainte suppose au contraire que pour vaincre la résistance de sa victime, l'agent fait appel à une force morale.

I. *Force. Violence.* — La contrainte physique consiste, suivant la définition de Puffendorff, en ce que « malgré la résistance d'une personne, ses membres sont employés à faire ou à souffrir quelque chose. »

Dans l'extorsion, il s'agit d'amener une personne à signer ou à remettre un titre contre son gré. Pour être susceptibles de servir de modes à l'extorsion, la force ou la violence employées doivent donc présenter des conditions telles qu'elles puissent raisonnablement contraindre la victime.

Mais on ne saurait exiger que les faits de violence soient parmi ceux déclarés punissables par les art. 309 et suivants du Code pénal, c'est-à-dire qu'ils consistent dans l'action de blesser ou de porter des coups,

ou dans des faits ayant le même caractère de gravité. Le législateur, par ce mot « violence », a probablement entendu désigner, dans l'art. 400, les actes matériels tels que blessures, coups et voies de fait, qui sont punissables d'après leur nature ; mais, en faisant également de la « force » un mode d'extorsion, il a manifesté sa pensée que d'autres voies de fait peuvent provoquer une contrainte physique suffisante ; et il songeait sans doute à la violence, cause destructive de la volonté, dont les rédacteurs du Code civil ont donné la définition dans l'art. 1112.

Le mot « force » nous paraît donc faire allusion aux voies de fait qui, sans présenter les caractères de celles qui sont punissables aux termes des art. 309 et suiv. « sont de nature à faire impression sur une personne raisonnable. »

En effet, le recours à la force matérielle exercée directement et immédiatement sur la personne physique, alors même qu'elle n'ait pas laissé de traces de blessures ou de contusions, qu'elle n'ait pas produit d'incapacité de travail, est parfois susceptible de paralyser le libre arbitre de la victime, de lui occasionner des souffrances assez intenses pour l'engager, afin d'y mettre un terme, à délivrer un titre ou une signature.

C'est le juge du fait qui devra apprécier si la contrainte physique produite par la force ou la violence offre assez d'intensité pour vaincre la résistance. Il faut, dit l'art. 1112, C. civ., « avoir égard en cette

matière, à l'âge, au sexe et à la condition des personnes ».

De l'avis des commentateurs de cette disposition, l'expression « violence » qu'elle renferme, fait allusion non seulement à des voies de fait, mais encore et surtout à l'emploi de la menace, d'une force morale que l'art. 400 désigne sous le nom de « contrainte », comme étant un autre mode de perpétration.

Les conditions exigées pour que la contrainte morale ou la contrainte physique puissent entraîner la nullité d'un contrat sont les mêmes que celles exigées pour qu'il y ait lieu d'appliquer l'article 400, § 1. Ces conditions seront examinées dans la partie de cette étude consacrée au mode de perpétration désigné sous le nom de « contrainte ».

Ordinairement du reste, l'extorsion ne sera consommée à la suite de voies de fait, que lorsque s'y joindront des menaces expresses ou implicites d'un mal plus grave devant fondre sur la victime (1).

De telles menaces pourront même être nécessaires, pour qu'il y ait constitution du crime, si les voies de fait n'étaient pas de nature à produire une impression suffisante.

Il faut observer que la force et la violence doivent être exercées sur les personnes et non sur les choses. « On ne conçoit pas qu'exercées sur les choses, elles

1. *Pandectes belges*, v^o *Extorsion*, n^o 91.

puissent avoir pour effet de contraindre une personne à délivrer un titre, à signer un acte » (1) ; mais la coercition nous paraîtrait suffisamment caractérisée, si elle était exercée, non sur la personne même dont on exige la signature ou la remise, mais « sur son époux, sur son épouse, sur ses ascendants ou sur ses descendants ». En pareil cas, d'après l'art. 1113 du Code civil, la nullité du contrat devrait être prononcée.

La contrainte physique peut résulter de faits très divers. Il n'est pas nécessaire, dit la Cour de cassation, que des actes matériels et physiques aient agi d'une manière directe et immédiate sur la personne même de la victime. Elle a décidé que le fait de l'avoir retenue en charte privée pendant plusieurs heures de la nuit et de ne l'avoir rendue à la liberté, qu'après qu'elle eût souscrit et remis à l'un des individus qui l'avaient arrêtée, une lettre de change, constituait une contrainte physique suffisante (2).

La Cour de Paris a même jugé que : déterminer la personne que l'on se propose de dépouiller à monter dans la voiture qui doit la conduire dans le lieu où tout est préparé pour l'exécution, la conduire dans cette voiture sur le chemin qui mène à ce lieu, c'est commettre une tentative punissable du crime d'extorsion (3). Que de tels faits soient de nature à produire une con-

1. *Pandectes belges*, v^o *Extorsion*, n^o 47.

2. Cr. rej., 25 févr. 1849, *D. alph.*, v^o *Vol*, n^o 610.

3. Cass., 6 févr. 1812, *D. P.*, 1812, 1, 337.

trainte suffisante, qu'ils supposent l'usage de la force ou de la violence, telles que nous les avons caractérisées, cela nous paraît contestable ; et pourtant la Cour de Paris devait l'admettre puisqu'elle les considérait comme constitutifs du commencement d'exécution exigé par l'art. 2 du Code pénal, pour qu'une tentative soit criminelle.

Y aurait-il extorsion dans le cas où l'on aurait forcé quelqu'un à signer en lui tenant la main et en la dirigeant malgré lui ?

Ici assurément, si l'on peut émettre quelque doute, ce n'est pas que la force ou la violence n'aient une intensité suffisante.

Nous croyons qu'un pareil fait rentrerait plutôt dans le domaine des dispositions qui concernent le faux. La victime, en effet, a un rôle, dans cette hypothèse, absolument passif ; ce n'est pas elle à proprement parler qui trace la signature.

Il est à peine nécessaire de faire remarquer que la force ou la violence doivent *précéder la remise ou la signature*. On peut discuter sur le point de savoir si, en matière de vol, les violences qui ont eu pour effet, après l'appréhension frauduleuse, de maintenir le voleur en possession ou d'assurer sa fuite, peuvent être assimilées à celles qui ont accompagné la soustraction. « Mais la différence entre les deux infractions est qu'il peut exister un vol avant les violences, tandis

que sans violence il ne peut y avoir d'extorsion. Il est impossible de rattacher une violence postérieure à une extorsion qui n'existe pas, tandis qu'on conçoit parfaitement qu'une violence postérieure au vol se relie à ce dernier » (1).

II. *Contrainte*. — La résistance que les personnes peuvent opposer à l'extorsion peut être écartée non seulement par des moyens tels que la force et la violence ; l'art. 400 suppose que la contrainte est de nature à les obliger à céder.

Par suite, il faut se demander en quoi consiste ce dernier procédé et quels caractères il doit présenter pour servir d'élément constitutif au fait de l'extorsion.

La loi pénale ne nous dit nulle part quelle signification elle a voulu attacher à cette expression, mais après avoir indiqué dans l'art. 400, comme modes de perpétration la force et la violence, c'est-à-dire la contrainte physique, elle leur oppose le troisième qu'elle désigne sous le nom de « contrainte » ; et il résulte de cette opposition des deux premiers modes au dernier, que c'est d'une contrainte morale qu'elle a voulu parler. Dire que cette expression signifie, comme les précédentes : contrainte physique, ce serait accuser le législateur de s'être inutilement répété.

On s'accorde à reconnaître qu'un tel reproche ne serait pas fondé. « La loi, dit M. Blanche, en oppo-

1. *Pandectes belges*, v^o *Extorsion*, n^o 48.

sant la contrainte à la force et à la violence, indique que l'extorsion qu'elle prévoit a lieu, soit qu'on ait eu recours à la violence physique, soit qu'on n'ait usé que d'une contrainte morale » (1).

D'une façon générale, on peut définir la contrainte morale celle qui résulte de la menace d'un mal plus ou moins grave en cas de refus d'exécuter un fait.

Il ne s'agit pas ici, comme le font remarquer MM. Chauveau et Hélie, de la contrainte qui peut constituer une cause de justification des crimes et des délits (art. 64, C. pénal), et qui doit pour produire cet effet, être telle qu'il n'ait pas été possible d'y résister, il suffit, suivant l'art. 1112 du code civil, qu'elle ait été de nature à faire impression sur une personne raisonnable et qu'elle ait pu lui inspirer la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune à un mal considérable et présent » (2).

Contraindre, c'est donc, en matière d'extorsion, menacer d'user immédiatement ou dans un avenir très rapproché de violences physiques, de recourir à des voies de fait de la nature que nous venons d'indiquer ; c'est placer une personne dans une situation telle qu'elle perde sa liberté d'action en présence de la menace et cède à la domination.

1. Blanche, t. 6, sur l'art. 400 ; Chauv. et Hélie sur l'art. 400, Cass. 15 janv. 1825, *Bull.* n° 5.

2. En ce sens, Carnot, *Comment. sur le C. p.* sur l'art. 400 ; Garraud, *Tr. théor. et prat. de dr. pén.*, t. 5. n° 206.

D'ailleurs, si on ne pouvait exiger de la victime une fermeté suffisamment héroïque, pour qu'elle refuse de céder devant la menace, il ne fallait pas non plus condescendre à de trop coupables faiblesses.

Les menaces qui s'attaquent à la vie même d'une personne, à ses membres, sont les plus puissantes, les plus capables de faire impression sur son esprit, de contraindre sa volonté. — Au contraire, la crainte d'une perte purement pécuniaire ne peut être considérée comme une force à laquelle on ne peut résister, en thèse générale tout au moins ; car il est bien évident que tous les hommes ne sont pas doués de la même énergie ; et les mêmes menaces produiront sur eux des impressions plus ou moins vives, suivant le caractère et le tempérament de chacun.

C'est ce qu'exprime l'article 1112 du code civil. Après avoir posé ce principe que la violence doit être de nature à faire impression sur « une personne raisonnable » il le tempère fortement en disposant « qu'il faut avoir égard à l'âge, au sexe et à la condition des personnes. »

Les tribunaux qui, en matière d'extorsion, auront à se prononcer sur l'existence de la contrainte devront tenir compte des circonstances énumérées par l'art. 1112, afin de discerner si, pour arriver au but, le malfaiteur a opposé à la résistance de sa victime des menaces qui aient provoqué une crainte suffisante pour paralyser cette résistance (1).

1. Cour de Grenoble, ch. corr. 7 juin 1850, D. 51. 2, 47

Il faut, pour qu'il y ait crime, que la menace ait été déterminante et qu'il existe entre elle et la signature ou la remise de l'écrit le même rapport qui lie la cause à l'effet ; mais il y aurait tentative d'extorsion alors même que la contrainte n'aurait pas déterminé la signature ou la remise, si elle était de nature à produire ce résultat.

Pour servir de mode de perpétration au fait de l'extorsion, la menace, conformément à l'art. 1112, doit-elle inspirer la *crainte d'un mal présent* ?

« Il faut, disait Pothier, que ce soit un mal que la partie ait été obligée d'endurer sur-le-champ, si elle ne faisait pas ce qu'on lui proposait. »

Evidemment, en pareil cas, la menace, si d'ailleurs elle était « d'un mal considérable » devrait tomber sous le coup de l'art. 400 ; mais le plus grand nombre des commentateurs de l'art. 1112, se plaçant au point de vue de l'influence de la contrainte sur la validité du consentement, estiment que la formule dont se sont servis les auteurs de cette disposition, ne traduit pas exactement ce qu'ils ont voulu dire.

M. Demolombe à cet égard, s'exprime de la façon suivante : « Il ne faut pas trop s'attacher à l'opinion de Pothier. Ce qui doit être présent, ce n'est pas le mal lui-même, mais la crainte de ce mal. Il faut reconnaître qu'un intervalle de temps est plus ou moins long, et le législateur ne l'ayant pas déterminé, c'est encore une

question de fait et d'appréciation. Ce que veut le législateur, c'est qu'on ne puisse pas alléguer de vaines menaces, dont l'exécution ajournée dans l'avenir n'aurait point paru imminente et inévitable » (1).

De même, en matière d'extorsion, si d'une part, l'on doit éviter de donner à l'expression « contrainte » une signification, telle qu'on puisse y comprendre des menaces qui ne constituent pas une coercition irrésistible de la volonté, en raison de l'éloignement du danger qu'elles font redouter ; par contre, il faut éviter aussi de trop restreindre cette signification, pour que l'art. 400 puisse atteindre les menaces d'un mal grave qui n'est pas imminent, mais qui peut fondre sur la victime assez tôt pour qu'elle ne puisse s'y soustraire.

Le plus souvent, lorsque le danger est éloigné, la contrainte n'existe pas. La menace devrait, par exemple, être considérée comme vaine, si la personne dont on veut extorquer la signature ou la remise avait le temps de s'adresser à l'autorité. Mais alors même que le mal dont elle est menacée ne soit pas très prochain, il peut se faire qu'un pareil recours ne soit pas possible ; et en pareil cas si la crainte produite est de nature à influencer la volonté d'une manière suffisante, bien que la crainte inspirée ne soit pas d'un mal immédiat, nous pensons qu'il est conforme aux vues du législateur de faire intervenir la répression.

1. Demolombe, t. XXIV, *Obligations*, n° 139.

C'est aux tribunaux qu'il appartient de rechercher si le péril que fait redouter la menace est susceptible d'être réalisé à une époque assez rapprochée pour que la crainte ait été produite avec assez d'intensité; ordinairement, il en sera ainsi quand le mal peut survenir dans un intervalle tel que la victime ne puisse rien faire pour l'éviter.

Les juges du fait ont, du reste, un pouvoir d'appréciation souverain sur le point de savoir si les procédés employés, les actes commis sont constitutifs de la contrainte.

La Cour de cassation a décidé qu'une déclaration portant que tel fait n'est pas un acte de violence échappe à sa censure (1).

Elle a rejeté un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Pau, pour violation des art. 1109 et 1112 du Code civil; fausse application de l'art. 1115, en ce que l'arrêt attaqué avait refusé de reconnaître qu'un contrat intervenu était le résultat de la violence, par le motif que la violence imputée ne s'était exercée qu'en paroles, non en actions.

« La crainte inspirée par des menaces, disait l'arrêt attaqué qui avait été rendu par la cour de Pau, n'a jamais été considérée comme l'approche d'un mal présent et inévitable, parce que, suivant l'expression de quelques auteurs, les paroles ne sont pas le mal : *Timor ex rebus non ex vocabulis oritur...* » (2).

1. Cass. 4 nov. 1835, *D. alph.*, v° *Obligations*, n° 180

2. Cour de Pau, 22 août 1833, *D. alph.* v° *Oblig.* n° 180.

Cette doctrine de la cour de Pau, présentée ainsi d'une façon générale, nous paraît critiquable. Le mot « violence » de l'art. 1112 se réfère non seulement à des voies de fait, ainsi qu'il a été dit, mais à des menaces et la parole est évidemment l'un des moyens les plus usuels pour formuler une menace (1).

Elle peut provoquer une intimidation aussi vive qu'une menace par écrit.

Il n'est pas douteux, à notre avis, que même de simples gestes tels que « l'action de tirer une épée du fourreau, de diriger le canon d'une arme à feu contre la personne que l'on veut dépouiller, de faire des préparatifs ostensibles pour infliger une torture corporelle quelconque... » pourraient constituer des menaces, si la crainte est assez intense, si le danger est imminent. — Pour apprécier la gravité des moyens, il faut aussi tenir compte de l'état d'esprit de la victime.

Ainsi qu'il a été dit, pour la force et la violence, la menace peut présenter les caractères requis pour servir de base au fait prévu par l'art. 400 et pour influencer sur la validité ou sur l'existence d'un contrat, « lorsqu'elle a été exercée sur l'époux, sur l'épouse, sur les descendants ou sur les ascendants » de la victime d'une extorsion. En pareil cas, bien que le malfaiteur ne se soit pas adressé à elle directement, il faut admettre que le danger auquel est exposée l'une des

1. *Sic* Demolombe, *Obligations*, t. XXIV, n° 142.

personnes énumérées par l'art. 1113, C. civ., est de nature à l'impresionner, comme si elle y était exposée elle-même.

Ainsi caractérisée, la contrainte constitutive d'extorsion ne saurait être confondue avec les modes de perpétration de l'escroquerie. C'est un point que nous avons fait ressortir en comparant ces deux infractions. Toutefois nous croyons devoir citer les considérants d'une décision assez récente (1), où se trouvent encore des traces de cette confusion. La Cour de cassation a, dans l'espèce, infirmé un arrêt de cour d'assises, sur le moyen présenté d'office et tiré d'une contradiction entre les réponses du jury : « Attendu, dit-elle, qu'aux termes de l'arrêt de renvoi, la femme Luc était accusée d'avoir extorqué par force, violence et contrainte la signature et la remise d'un billet à ordre opérant obligation à son profit d'une somme de 40.000 fr. ; qu'après avoir soumis au jury ce chef d'accusation, le président des assises a posé subsidiairement la question de savoir si la femme Luc ne s'était pas au moins fait remettre un billet à ordre d'une somme de 40.000 fr. en employant des manœuvres frauduleuses pour faire naître la crainte d'un événement chimérique, notamment en attirant le nommé Fourès dans une chambre, en faisant intervenir un tiers et en menaçant Fourès de ne pas le laisser sortir jusqu'à ce qu'il eût signé le billet ; — Attendu que le

1. Cass. 23 sept. 1880, D. 81, 1, 47.

jury ayant répondu négativement sur la première question, a répondu affirmativement sur la seconde ; — Qu'il y a entre ces deux réponses une contradiction manifeste puisque le jury a nié et affirmé à la fois le même fait : à savoir la remise d'une obligation de 40.000 francs à l'aide d'une contrainte exercée par le souscripteur ; — Attendu que la contradiction ainsi caractérisée... »

D'après les termes de cet arrêt, la contradiction viendrait d'une part de ce que le jury, en niant le fait de l'extorsion, a nié la contrainte qui en est la condition ; et d'autre part de ce qu'il a affirmé l'existence de cette *même contrainte* pouvant donner lieu à l'application de l'art. 405. — Cette décision suppose donc qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre les deux infractions au point de vue des moyens d'exécution, et que la contrainte, condition de l'extorsion, présente le même caractère que la contrainte, condition de l'escroquerie.

Nous ne partageons pas cette manière de voir. L'escroquerie, avons-nous dit, a de nombreuses ressemblances avec l'extorsion ; mais elle en diffère à plusieurs points de vue, notamment quant au mode de perpétration. L'escroc qui veut se faire délivrer un titre contenant obligation, disposition ou décharge arrive à ce résultat, en se servant du dol, en cherchant à produire l'illusion ; l'auteur d'une extorsion exerce au contraire une véritable pression.

Il peut se faire que le malfaiteur ait à la fois cher-

ché à provoquer l'illusion et la crainte ; et le jury qui ne retrouve pas dans le fait l'emploi de la force, de la violence ou de la contrainte qui permettraient d'appliquer les peines de l'art. 400, peut, nous semble-t-il, sans se contredire, y voir des manœuvres dolosives constitutives d'escroquerie.

III. *La force, la violence, la contrainte sont-elles ou ne sont-elles pas cumulativement exigées?* — Pour commettre le crime d'extorsion, il peut arriver que le malfaiteur use cumulativement des trois modes d'exécution que nous venons d'étudier ; mais en les examinant, nous avons montré que chacun d'eux, indépendamment des autres, pouvait suffire à entraîner une coercition irrésistible de la volonté chez la victime. Par suite, *la force, la violence et la contrainte* peuvent concourir diversement à la formation du crime et il suffit que l'emploi de l'un de ces moyens soit constaté pour motiver l'application de l'art. 400, § 1 (1).

A plusieurs reprises, la jurisprudence a résolu la question en ce sens.

La Cour de cassation a rejeté un pourvoi basé sur ce que si la *contrainte* était établie, ni la force, ni la violence n'avaient été employées, « attendu que l'art. 400 du Code pénal a précisé trois modes distincts, au moyen desquels peut se commettre l'extorsion de

1. Chauv. et Hélie, t. 5, sur l'art. 400 ; Carnot, sur l'art. 400 ; Sic Garraud, t. 5, sur l'art. 400 ; Blanche, t. 6, sur l'art. 400.

signature ou de remise de titres ou actes mentionnés audit article, et que ces trois modes sont la force, la violence ou la contrainte ; qu'ainsi les jurés ont pu et dû, d'après leur conviction, répondre négativement sur deux de ces questions et affirmativement sur la troisième et qu'il ne ressort pas de ces déclarations aucune contradiction entre elles.... » (1).

La chambre criminelle a encore décidé que la réunion des divers modes mentionnés par l'art. 400 n'est pas nécessaire : et que spécialement l'emploi de la force est seul suffisant pour motiver une condamnation.

« Attendu que les mots : force, violence ou contrainte employés dans l'art. 400 du Code pénal ne sont pas synonymes et présentent des idées différentes ; que le jury, convaincu que Lamastre avait été retenu en chartre privée, pendant plusieurs heures de la nuit et n'avait été rendu à la liberté, qu'après avoir souscrit et remis à l'un des individus qui l'avaient arrêté, une lettre de change de 600 fr., a dû dire, comme il l'a fait au commencement de sa déclaration, que Lamastre avait été forcé à souscrire et à remettre cette lettre de change, mais que s'il ne lui a pas paru constant que des actes matériels et physiques, tels que blessures, coups eussent été exercés, d'une manière directe et immédiate sur la personne même dudit Lamastre il a

1. Cr. rej. 15 janv. 1825, D, *Rép. gén.*, v^o Vol. n^o 610. C. de Grenoble, ch., corr. 7 juin 1850, D. P. 51. 2. 47.

dû écarter la circonstance de la violence ; que la seconde partie de la réponse n'est donc pas, quoique négative sur la violence, en contradiction avec la première qui est affirmative sur la force ; que l'art. 400 du Code pénal ne fait pas dépendre le caractère du crime qu'il donne à l'extorsion dont il parle, de la réunion de la force morale et de la violence physique ; qu'il suffit de l'une ou de l'autre et que la signature de l'écrit, la remise du titre n'aient pas été le résultat d'un mouvement spontané de la volonté de celui qui a remis le titre et signé l'écrit.... » (1).

IV. — Que faudrait-il décider si le jury, tout en répondant affirmativement sur la question d'extorsion, déclarait qu'il n'y a eu ni force, ni violence, ni contrainte ? La solution à intervenir doit varier suivant que l'on envisage l'extorsion comme une variété du vol, ou qu'on la considère, au contraire, comme un fait distinct de cette infraction.

Dans le premier cas le fait doit être puni conformément à l'art. 401 du Code pénal ; dans le second, la remise du titre ou l'obtention de la signature ne peuvent donner lieu à l'application d'aucune peine.

Dans le chapitre consacré à étudier la nature de l'extorsion nous avons donné des explications à cet égard et nous avons montré que c'est la dernière solution qu'il faut adopter et qu'en sa faveur la jurispru-

1. Cr. rej. 25 févr. 1819, D. *Rép. gén.*, v^o Vol, n^o 611.

dence s'est prononcée en dernier lieu. Les modes de perpétration, tels qu'ils ont été spécifiés par l'article 400 § 1, sont des éléments constitutifs du crime et non des circonstances aggravantes.

SECTION II. — *Modes de perpétration du délit d'extorsion.*

Pour qu'il y ait lieu d'appliquer l'art. 400 § 2, c'est « à l'aide de la menace, écrite ou verbale, de révélations ou d'imputations diffamatoires » que doit être commis le fait de l'extorsion.

La spoliation doit être consommée encore dans ce cas par l'emploi de la contrainte, mais d'une contrainte de nature toute spéciale.

Le mot « menace » pris dans son acception la plus large s'entend de l'annonce adressée à une personne d'un mal que lui prépare l'auteur de la menace.

Les articles 305 à 308 du Code pénal prévoient des cas où les menaces sont punissables en elles-mêmes, et abstraction faite de tout autre délit. La peine est alors plus ou moins forte, suivant la gravité du fait qu'elles font redouter, suivant qu'elles sont écrites ou verbales et qu'elles ont été ou n'ont pas été faites avec ordre ou sous condition.

La menace prévue par l'article 400 est punissable, alors même qu'elle n'ait pas abouti à une extorsion, si tel était le résultat cherché par son auteur.

La Cour de cassation pose en principe que le concours de trois circonstances est nécessaire pour établir le délit : 1^o la mauvaise foi ; 2^o la menace écrite ou verbale dans un but de cupidité illégitime ; 3^o la menace de révéler ou d'énoncer un fait diffamatoire, c'est-à-dire portant atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne menacée (1).

Dans un autre arrêt, elle a décidé, modifiant un peu la formule précédente, que le concours de trois éléments est nécessaire pour la formation du délit :

1^o La mauvaise foi ; 2^o la menace écrite ou verbale de révélations ou d'imputations diffamatoires ; 3^o la menace ayant pour but la réalisation d'un gain illégitime (2).

Nous avons examiné précédemment quelle doit être l'intention de l'agent pour qu'il se rende coupable du délit prévu par l'art. 400. Il sera traité dans cette section sous des rubriques différentes des divers modes qui peuvent être employés pour commettre la menace, des termes dans lesquels elle peut être faite, de l'objet qu'elle doit avoir.

Dans le chapitre suivant, sera étudiée cette condition que la menace doit aboutir à une spoliation ou du moins, être faite dans ce but pour être punissable.

1. Cass. 24 fév. 1866, Sir. 66. 1. 309. Cass. 17 juill. 1884, D. P. 85. 1. 92.

2. Cass. 20 mars 1885, S. 85. 1. 185. C^{or} cass. 4 janv. 1877, S. 77. 1. 95.

I. — Menaces.

1° Modes employés pour commettre la menace.

D'après l'art. 400, la menace peut être « écrite ou verbale ».

Les art. 305 à 308 établissent à ce point de vue une distinction entre les menaces qu'ils visent.

« Il ne faut pas confondre, disait Monseignat, le rapporteur du projet concernant ces articles, les menaces écrites avec les simples menaces verbales ; dans ce dernier cas, le projet ne les punit qu'autant qu'elles sont faites avec des ordres ou sous des conditions. La simple menace verbale, qui n'a pas ce caractère distinctif de préméditation ou d'intention criminelle, n'est soumise à aucune peine ; elle est regardée comme une jactance insignifiante, un produit éphémère et sans conséquence de la vivacité et de l'irréflexion » (1).

La menace en vue de l'extorsion suppose que le coupable agit afin de retirer un profit de sa menace ; même si elle est adressée verbalement, elle ne peut être considérée « comme le résultat d'un mouvement subit produit par la colère et dissipé bientôt par la réflexion » ; par suite, la distinction établie dans les articles 305 et suivants n'avait plus ici de raison d'être.

1. Locré, t. 30, XIII, n° 11, p. 506.

Tous les procédés susceptibles d'inspirer une crainte sérieuse que l'honneur ou la considération soient compromis, lorsqu'ils sont employés dans un but de lucre illégitime, constituent des menaces dans le sens du paragr. 2 de l'art. 400.

Il en serait ainsi de propos, de lettres comminatoires, sans qu'il y ait lieu de se préoccuper si elles sont signées ou anonymes (1).

La menace peut encore présenter les caractères exigés, si elle résulte d'articles publiés dans les journaux, de poursuites, d'un envoi de circulaires, etc..... (2).

2° *Dans quels termes la menace doit-elle être faite ?*

De même que les modes de la menace, ses termes importent peu, s'il n'y a aucune équivoque possible sur sa portée.

Quoique déguisés sous des expressions plus ou moins vagues, la menace peut être constatée, et si la per-

1. C. Dijon, 16 avril 1879, D. P., 79, 2, 119. — Trib. de la Seine, 9 mars 1891, *Gaz. des Tr.*, 10 mars 1891. — Cass., 16 juillet 1875, D. P., 76, 1, 238 ; 27 mars 1890, Casati ; *Cod. pén. commenté*, sur l'art. 400, p. 179 ; 4 juill. 1874, D. P., 75, 1, 288.

2. Trib. de la Seine, 14 nov. 1892, *Gaz. des Tr.*, 15 nov. 1892. — Cour de Paris, 18 nov. 1892, *Gaz. des Tr.*, 19 nov. 1892. — Tr. corr. de Toulouse, 11 nov. 1890, *Gaz. des Tr.*, du Midi, 6 déc. 1890. — Cass., 7 janv. 1887, Sir. 88, 1, 399 ; 28 juillet 1888, *Bull. cr.*, n° 255 ; 19 juillet 1895, *Bull. cr.*, n° 207.

sonne à qui elle est adressée ne peut avoir aucun doute sur la nature du mal dont elle est menacée, il n'est pas nécessaire que des énonciations formelles le lui fassent connaître.

« La menace verbale ou écrite de révélations ou d'imputations diffamatoires, constitutive du délit prévu par l'art. 400, p. 2 du Code pénal n'a pas besoin d'être expressément proférée. Elle peut exister, encore bien qu'elle soit indirecte ou dissimulée sous des artifices..., mais elle doit être manifeste et non équivoque... » ; ainsi s'exprime la Cour de cassation (1).

Il ne faudrait donc pas s'arrêter à la tournure du langage. Il serait trop facile que pour éluder la loi il suffise d'employer une forme détournée pour formuler la menace, par exemple en s'exprimant par voie d'allusion ou d'antiphrase.

La jurisprudence a discuté sur le point de savoir, si la menace doit ou non énoncer et préciser le fait diffamatoire ; c'est ce qui a pu faire croire qu'il ne fallait pas se contenter d'une menace implicite, non expressément formulée. Ce serait, pensons-nous, commettre une confusion que de l'admettre. La contrainte peut être provoquée, aussi bien lorsqu'on menace par des moyens hypocrites, que lorsqu'on le fait nettement.

1. Cass., 10 déc. 1886, D., 87, 1, 364 ; 10 mars 1893, D. P., 95, 1, 302 ; 4 janv. 1877, D., 77, 1, 416 ; 24 févr. 1866, D., 66, 1, 189 ; 5 avr. 1872, D., 72, 1, 474 ; 18 avr. 1885, *Bull. cr.*, n° 116.

3° *Est-il nécessaire que la menace soit adressée
directement ?*

Pour constituer le délit de menaces verbales sous condition, prévu par les art. 305 et suiv. du Code pénal, fait observer M. Fabreguettes (1), il n'est pas nécessaire que les menaces verbales aient eu lieu directement ou que leur auteur ait chargé quelqu'un d'en informer la personne menacée ; il suffit que préférées devant un tiers elles aient pu parvenir et soient en effet parvenues à la connaissance de celui qu'elles concernaient (2).

Il en est de même pour la menace constitutive du délit de chantage, qu'elle soit faite par écrit, ou verbalement. Si par exemple, pour formuler la menace, on avait pris la voie de la presse, il ne serait pas rigoureusement indispensable pour établir le délit de prouver que la personne visée a reçu un exemplaire du journal ou de l'écrit ; ni même qu'elle a été expressément nommée (3). Il suffit que désignée par ses initiales, ou autrement, elle ait été à même de connaître l'attaque susceptible de provoquer la contrainte morale.

1. Fabreguettes, *Traité des Infract. de la parole*, n° 1619.

2. Orléans, 3 mai 1852 (P. 52, 1, 640) ; Toulouse, 5 avril 1873 (P. 73, 1, 232).

3. Trib. de la Seine (9° ch.), 3 août 1895. *La Loi* des 4-5 août 1895.

Il a été jugé que tombait sous le coup de l'art. 400, bien que n'étant pas adressée directement, la menace qui résulte de ce que le bruit a été répandu dans le public, qu'un individu serait arrêté par suite d'une plainte portée contre lui, pour lacération de billets qu'il avait souscrits à la partie plaignante, mais qu'un jugement avait annulés, comme ayant pour cause des dettes de jeu... (1).

Le danger que fait redouter la menace ne doit pas non plus, nécessairement, porter directement sur la personne menacée ; quoique indirecte, la contrainte produite sur celle-ci peut être parfois très forte, notamment lorsque l'honneur ou la considération de son époux, de ses ascendants ou de ses descendants, sont attaqués (2).

Nous avons vu du reste qu'elle peut aussi, en pareil cas, présenter les caractères requis, lorsque l'agent pour arriver à l'extorsion, a employé les moyens prévus par le paragr. 1 de l'art. 400.

4° Le chantage pratiqué à l'égard d'une personne morale tombe-t-il sous le coup de l'art. 400 ?

La question doit être résolue affirmativement. Les personnes morales ont, en effet, leurs volontés et se manifestent par l'organe de leurs représentants qui

1. Cass., 23 nov. 1838, D. P., 39, 1, 146.

2. Cass., 6 janv. 1854, D., 54, 1, 365.

sont des personnes physiques et qui par suite peuvent être déterminés par la crainte de révélations diffamatoires, dont est menacée la personne morale qu'ils représentent, à céder aux exigences de l'auteur de la menace.

D'ailleurs, l'article 29 de la loi du 29 juillet 1881 punit la diffamation qui s'adresse à un « corps », c'est-à-dire « à une collectivité représentant une personne morale ou fictive qui fonctionne dans un intérêt public ou privé » (1) aussi bien que celle qui s'adresse à un particulier. — De même l'article 400 est applicable, que la personne visée soit une personne morale ou une personne physique, dès lors qu'aucune distinction n'est faite à cet égard, et il est inutile de faire remarquer que l'agent est coupable au même degré dans les deux hypothèses.

Cette solution s'impose à l'égard de toutes les personnes morales, êtres fictifs, corps constitués, sociétés civiles ou commerciales, communautés.

Les tribunaux sont souvent intervenus pour en faire des applications.

Le tribunal de la Seine a condamné notamment : Cornélius Herz pour extorsion de fonds ou tentative d'extorsion de fonds « commise tant à l'égard du banquier J. de Reinach que de la Compagnie du canal interocéanique de Panama ... » (2) ;

1. Fabreguettes, *Tr. des Infract. de la parole*, n° 1078.

2. Trib. corr. de la Seine, 3 août 1894, *Gaz. des Tr.*, 4 août.

Malvezy.

Un ancien inspecteur régional de la « Caisse d'épargne des retraites », association en participation. Son emploi qu'il négligeait lui ayant été retiré par les administrateurs de la Société, ce dernier leur écrivit une lettre menaçante réclamant un dédommagement. L'enveloppe contenait en outre le fragment d'une couverture de brochure sur laquelle on lisait ces mots : « Drainage et exploitation de l'épargne du pauvre. La vérité sur la Caisse d'épargne des retraites... » (1).

Des décisions analogues ont été rendues contre des journalistes qui avaient pratiqué des manœuvres de chantage à l'égard de tenanciers de cercles (affaire Girard-Portalis) ;

Contre Ferrier qui avait publié dans la « voie ferrée, une série d'articles qui renfermaient tant à l'égard de la « Compagnie des chemins de fer du Sud » que de son directeur, des imputations d'un caractère nettement diffamatoire » (2).

Les tribunaux belges ont résolu la question comme les tribunaux français. La Cour de Bruxelles a fait application des peines du chantage à l'auteur d'une lettre de menaces adressée au gouvernement allemand (3).

Dans le cas d'imputations contre certaines personnes morales, lorsque la preuve des faits diffamatoires

1. Tr. corr. de la Seine, 27 avril 1893, *Gaz. des Tr.*, 28 avril.

2. Tr. corr. de la Seine, 27 mai 1895, *Pand. fr. pér.*, 96, II, 79.

3. 11 mars 1878, *Pas. belge*, 78, p. 126,

est autorisée, et que cette preuve est rapportée ; il y a lieu de renvoyer le prévenu des fins d'une plainte en diffamation (art. 35 de la loi du 29 juillet 1881).

S'il s'agissait d'une plainte en extorsion de fonds, nous avons déjà fait observer qu'on ne pourrait s'appuyer sur le même texte pour ne pas retenir ce délit à la charge du prévenu (1).

5° Pouvoir d'appréciation des Tribunaux. Nécessité de l'existence d'une menace.

Peu important, avons-nous dit, la forme, les termes, le caractère direct ou indirect de la menace, s'il est manifeste que le malfaiteur a inspiré une crainte susceptible de contraindre la personne visée à céder à ses exigences.

Ce sont là des questions que les juges doivent examiner.

Ils ont, dit la Cour de cassation (2), un pouvoir souverain pour apprécier si la menace existe et rentre dans la classe de celles que réprime l'art. 400, § 2.

C'est encore aux juges du fait qu'il appartiendrait de constater souverainement, d'après les circonstances de

1. Tr. corr. de la Seine, 27 mai 1895, *Pand. franç. pér.*, 96, II, 79. — Cass. cr. rej., 19 juillet 1895, *Bull. cr.*, n° 207.

2. Cr. cass., 4 janv. 1877, D., 77, 1, 416 ; 26 avril 1872, D., 72, 1, 474 ; 4 juill. 1874, D., 75, 1, 288 ; 21 déc 1894, *Gaz. des Trib.*, 23 déc. 1894.

la cause, si telle personne est menacée, lorsqu'elle n'est pas expressément désignée.

La Cour suprême s'est prononcée à plusieurs reprises conformément à ces principes et la doctrine admet généralement que cette solution s'impose (1).

Il faut insister sur ce point que la menace est un élément essentiel du délit. Elle joue dans l'art. 400 le même rôle que la *manœuvre* dans l'art. 405 ; elle doit être la raison déterminante de la remise ou de la signature.

Si la menace n'était pas précisée ou implicite, s'il n'y avait aucune allusion, le juge ne pourrait, sans encourir la cassation, se baser exclusivement sur des faits extrinsèques pour la caractériser (2).

Au point de vue de l'application de l'art. 400, lorsqu'on ne retrouve pas la présence de cet élément essentiel, il serait inutile de rechercher quel autre caractère peuvent présenter les écrits ou les propos dans la pensée du prévenu, ou s'ils ont exercé une influence quelconque sur la personne à qui ils étaient adressés (3).

1. Chauv. et Hélie, *Théor. du c. p.*, 5^e éd., T. 5, p. 286 et s.; Blanche, *Etude prat. sur le c. p.*, T. VI, n^o 72, p. 60.

2. Cass. 26 avr. 1872, D. 72, 1, 474.

3. Sic : Tr. de la Seine, 9 mars 1891, *Gaz. des Tr.* 9 et 10 mars 1891 ; 29 avril 1895, *Gaz. des Tr.* 29 et 30 avril 1895.

II. Révélations ou imputations diffamatoires.

Pour qu'il y ait délit de chantage, il est indispensable que la menace fasse redouter « des révélations ou des imputations diffamatoires. » Il importe par suite de déterminer le sens qu'il faut attacher à ces expressions.

L'*imputation* et la *révélation* sont deux choses différentes.

« *Imputer*, c'est l'action d'attribuer à autrui une chose dont on lui reporte le mérite ou le démérite, l'éloge ou le blâme. Cette expression se prend le plus souvent en mauvaise part. » (1).

Révéler, c'est propager des bruits qui ne sont ni prouvés, ni contredits; c'est faire connaître des faits qui ne sont pas connus du plus grand nombre, c'est énoncer une proposition dont l'auteur n'est pas celui qui l'énonce.

Celui qui fait des révélations se borne à citer; l'action d'imputer suppose au contraire l'initiative de ce qu'on avance.

Les imputations ou les révélations doivent être « *diffamatoires* », c'est-à-dire, d'après la Cour de cassation, « de nature à porter atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne menacée (2). »

1. Fabreguettes, Tr. des infract. de la parole, n° 1044.

2. Cass. 24 fév. 1866, D. P. 66, 1, 189; 4 juillet 1874, D. P. 75, 1, 288; 17 juillet 1884, D. P. 85, 1, 92.

La diffamation n'implique pas nécessairement la fausseté des faits. « Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation... » nous dit l'art. 29 de la loi du 29 juillet 1881 qui ne laisse aucun doute à ce sujet.

Telle était la définition déjà donnée par l'art. 13 de la loi du 17 mai 1819. M. de Serres, lors de la discussion de cette dernière loi, s'exprima ainsi : « Un seul point nous paraît exiger quelques explications. C'est la substitution du mot : diffamation au mot : *calomnie*... Le terme de calomnie dans son sens vulgaire qu'il est impossible d'effacer dans l'esprit des hommes, emporte avec soi l'idée de la fausseté des faits imputés. Une publication n'est donc réellement calomnieuse, que lorsque les faits qu'elle contient sont faux. Cependant, tous les législateurs ont senti qu'il est impossible d'autoriser tout individu à publier sur le compte d'un autre des faits dont la publication causerait à ce dernier un dommage réel, fussent-ils d'ailleurs vrais.

Pour remédier à cet inconvénient, ils ont attribué au mot calomnie un sens légal autre que son sens naturel et vulgaire, en déclarant que quiconque ne pourra fournir la preuve légale des faits par lui attribués à autrui serait réputé calomniateur. — La diffamation n'implique pas nécessairement la fausseté des faits (1)... »

1. V. Fabreguettes, *Tr. des infr. de la par.*, n° 1040 et s.

En matière de chantage, comme en matière de diffamation, il importe peu que la révélation annoncée porte sur un fait vrai ou sur un fait mensonger.

Ainsi qu'en témoignent les expressions « révélations et imputations » dont nous venons de déterminer le sens, et les travaux préparatoires de la loi de 1863, le législateur est intervenu parce que la jurisprudence estimait avec raison que, quelles que fussent les manœuvres dont on avait usé pour amener les extorsions, elles restaient en dehors de toute condamnation, si le péril en vue duquel on avait consenti à faire un sacrifice pécuniaire, n'était pas un péril imaginaire.

« La règle : *veritas convicii non excusat*, dit M. Garraud, s'applique en matière de chantage comme en matière de diffamation, et l'*exceptio veritatis* ne pourrait pas plus être soulevée dans un cas que dans l'autre. Il faut même affirmer en empruntant le sens, sinon les termes d'un propos attribué à lord Mansfield, que plus il y a de vérité dans la révélation dont on menace la victime, plus cette menace de révélation est un chantage. »

Pour qu'il y ait chantage ou diffamation, il importe peu que les faits révélés soient vrais ou faux ; mais il est indispensable, pour qu'il y ait diffamation, que l'imputation ou la révélation soient relatives à des faits déterminés et précisés ; au contraire, pour qu'il y ait chantage, il suffira, qu'elles se réfèrent à un fait grave

touchant à l'honneur ou à la considération, sans qu'il soit précisé.

Définition de l'honneur et de la considération. — D'après l'art. 29 de la loi du 29 juillet 1881, une révélation ou une imputation, pour être diffamatoire, doivent « porter atteinte à l'honneur ou à la considération. » En matière de chantage, il en doit être ainsi, d'après la Cour de cassation (1).

Que faut-il donc entendre par ces mots : *l'honneur*, *la considération* ?

Pour en donner les définitions, nous ne saurions mieux faire que de reproduire celles que nous ont laissé plusieurs jurisconsultes.

D'après Portalis (2), « un citoyen a trois espèces de réputations à conserver : la réputation de probité, la réputation de vertu, la réputation de talent et de mérite ; l'injure la plus grande est celle qui attaque la probité d'un citoyen ; parce que la réputation de probité est la plus importante à un homme qui vit avec les autres hommes. La réputation de vertu étant moins rigoureusement nécessaire, les injures qui l'attaquent ont moins de gravité... »

« La considération, disait Guizot lors de la discussion de la loi de 1819, se rattache à l'idée que les au-

1. Cass. 24 fév. 1866, D. 66, 1, 189 ; 4 juillet 1874, D. 75, 1, 288 ; 17 juillet 1884, D. 85, 1, 92.

2. *Choix de rapports*, t. XVI, p. 103.

tres ont de vous ; l'honneur se rattache encore davantage à l'idée que vous tenez à en conserver vous-même (1)... »

Enfin nous citerons deux savants auteurs, MM. Grellet-Dumazeau et Fabreguettes, qui font eux aussi ressortir les différences qui existent entre ces deux expressions.

« L'honneur, dit M. Grellet-Dumazeau, tient à la personne. Il émane d'elle et peut se passer de l'opinion ; la considération est extérieure, elle arrive du dehors, et naît moins des mérites qu'on a, que de ceux qu'on paraît avoir. L'honneur est un sentiment qui nous donne l'estime de nous-mêmes par la conscience de l'accomplissement du devoir ; la considération est un hommage rendu par ceux qui nous entourent à notre position dans le monde... Contester la probité d'une personne, c'est attaquer son honneur ; contester son crédit, c'est attaquer sa considération... »

« L'honneur, ajoute M. Fabreguettes, est fait de vertu, de courage, d'honnêteté, de délicatesse ; quant à la considération, on peut être fort honnête et n'en point avoir ; par exemple, si l'on gère mal ses affaires, si l'on est un sot, un niais, si on se laisse duper par les autres. La considération est surtout chose de préjugé, d'éducation, d'opinion. Elle est telle que le monde la fait. La civilisation peut en modifier les éléments.

1. Le Poittevin, *Dict. Formul. des parquets*, v^o *Diffamation*, p. 574.

Ainsi, autrefois un individu qui s'occupait de la traite des nègres était très considéré, de même qu'un planteur qui employait des esclaves. C'est surtout l'état de nos mœurs qui la règle à sa guise. Bien entendu, la considération varie selon la profession, la qualité, le milieu ; le rang que l'on occupe. Ainsi, un ecclésiastique accusé de s'être rendu dans une maison de prostitution sera plus frappé dans sa considération qu'un soldat, un crocheteur auquel on imputerait un fait identique (1)... »

Applications de ces principes faites par la jurisprudence.

— Les tribunaux ont fait de nombreuses applications de ces principes. Ils ont vu des menaces de révélations ou d'imputations diffamatoires, constitutives de chantage, dans les faits suivants :

Menacer par lettre une personne de publier contre elle un libelle diffamatoire (1) ; ou des aventures prétendument puisées dans sa vie (2) ; ou d'adresser à la fiancée d'un individu qui avait entretenu des relations avec une femme galante « des documents de la plus haute gravité », qu'on offrait de remettre contre le paiement d'une certaine somme (3) ; envoyer une let-

1. Fabreguettes, *Tr. des infract. de la parole*, n° 1083.

1. Cas. 27 mars 1890, Casati, *Code pénal commenté*, sur l'art. 400 p. 179.

2. Bruxelles, 26 juin 1847, *Pand. belg.* v° *Chantage*, n° 28 et s.

3. Tribunal de la Seine, 17 juillet 1889, *Gaz. des Trib.* 18 juill. 1889, 15 juin 1893, *Gaz. des Trib.* des 15 et 16 juin 1893.

tre anonyme dont l'auteur menace d'une dénonciation au risque de se faire condamner lui-même, et annonce que la dénonciation (sans plus la préciser) dont sera l'objet le destinataire l'atteindra dans sa dignité, compromettra ses relations et pourra même l'amener devant les tribunaux (1).

La lettre anonyme, composée dans l'ombre et le mystère, de nature à déterminer les lâches concessions et les sacrifices douloureux est une arme dont se sert souvent le maître-chanteur.

Antérieurement à la loi de 1863, la Cour de Bordeaux dont l'arrêt fut maintenu par la Cour de cassation, a condamné aux peines de l'escroquerie un individu qui avait également envoyé des lettres non signées contenant injonction de déposer en un lieu indiqué, à un moment donné, une somme en échange de laquelle il offrait de se dessaisir de preuves de relations adultérines, avec une personne qu'il croyait ne pas nommer ; et qui se terminaient par la menace de punir un refus par les révélations les plus compromettantes (2).

Dans cette espèce, comme nous l'avons fait observer, il y aurait lieu d'appliquer l'art. 400 § 2 ; mais les manœuvres employées par le coupable, ne nous paraissent pas pouvoir rentrer dans la catégorie de celles prévues par l'art. 405.

1. Cour Dijon, 16 avril 1879, D. 79, 2, 119.

2. Cass. 20 mai 1858, D. 58, 1, 225.

Menaces de poursuites devant les tribunaux.

En vue d'arriver à l'extorsion, la menace d'une poursuite devant les tribunaux ou celle d'une dénonciation à l'autorité sont aussi des moyens très fréquemment employés.

Antérieurement à la loi de 1863, à cause de l'absence d'un texte concernant le chantage, les tribunaux n'avaient pas cru, avec raison, pouvoir punir le fait par un créancier d'avoir déterminé son débiteur à lui souscrire un engagement, même pour des sommes plus fortes que celles dues réellement, en le menaçant de poursuites devant les tribunaux, pour des tentatives qu'il aurait faites dans le but de supprimer le titre primitif constatant sa dette (1);

Ni le fait d'extorquer une somme d'argent à l'aide de la menace à une personne ou à ses proches parents de dénoncer un délit de pêche qu'elle avait réellement commis (2);

Ni celui d'inspirer, dans le même but, la crainte de poursuites criminelles à raison d'un billet faux mis dans le commerce (3). De pareils actes, depuis la loi de 1863, devraient être punis conformément à l'art. 400.

On avait encore décidé, avant que le chantage n'ait été réprimé par une disposition spéciale, qu'il y avait lieu d'appliquer l'art. 405 dans une espèce où se trou-

1. Cass. 11 nov. 1819, *Journ. des aud.* 1819, p. 629.

2. Cass. 6 janvier 1854, D. 54, 1, 365.

3. Cass. 19 septembre 1840, D. 40, 1, 443.

vaient réunies les circonstances suivantes : 1° plainte portée contre un individu pour lacération de billets que ce dernier avait souscrits à la partie plaignante, mais qu'un jugement avait annulés, comme ayant pour cause des dettes de jeu ; 2° le bruit répandu dans le public que cet individu serait arrêté par suite de la plainte ; 3° la provocation à plusieurs personnes par le plaignant, qui les engageait à souscrire à son profit une obligation authentique d'une certaine somme, en forme de transaction et sur offre de retirer la plainte (1).

De cet ensemble de faits, il se dégage une menace qu'il y aurait lieu, depuis les additions apportées à l'art. 400, de punir conformément au § 2 de ce texte.

Par des décisions plus récentes, il a été jugé que tombaient sous le coup de cette nouvelle disposition : la menace de dénoncer à faux des faits d'adultère et d'empoisonnement, appuyée de manœuvres propres à faire croire à la réalité des faits dénoncés (2) ;

Celle adressée par lettre anonyme à une sage-femme de dénoncer au parquet des manœuvres abortives auxquelles elle se livrait et de donner à ce sujet des détails précis ; si une somme de 1000 francs n'était pas envoyée en prêt à l'auteur de la lettre (3) ;

1. 23 novembre 1838, D. P. 39, 1, 146.

2. Cour de Poitiers, 14 sept. 1858, D. P. 58, 2, 195.

3. Trib. de la Seine, 22 juin 1895, *Gaz. des Trib.* du 23 juin 1895. Trib. de la Seine, 24 oct. 1895, *Gaz. des Trib.* du 25 oct. 1895.

L'extorsion pratiquée, aussi à l'aide de la menace de dénoncer une sage-femme, comme coupable d'avortement, si une somme n'était pas remise pour prix du silence (1).

Le tribunal de Saint-Brieuc a rendu un jugement confirmé par la Cour d'appel de Rennes, qui prononce condamnation contre des individus, qui en se faisant passer pour des agents de la force publique, avaient réussi à prélever une contribution forcée sur des personnes égarées dans l'obscurité d'une rue, en menaçant de dénoncer l'irrégularité de leur conduite (2).

D'autres décisions ont été rendues, qui font tomber sous le coup de l'art. 400 :

Le fait, afin d'extorquer les valeurs d'une demoiselle S., de la menacer d'une dénonciation pour un prétendu vol, menace qui était d'autant plus de nature à l'effrayer que le prévenu s'était fait accompagner du garde-champêtre (3) ;

Celui par un marchand de charbons, d'envoyer ses charretiers vendre sa marchandise à vil prix, puis de survenir au moment opportun, et jouant une comédie combinée à l'avance, d'accuser son préposé de l'avoir volé et de le menacer de porter plainte contre lui et

1. Trib. de la Seine, 11 juill. 1893, *Gaz. des Trib.* du 12 juill.

2. Trib. corr. de St-Brieuc, 13 déc. 1894, et Cour de Rennes, 28 janvier 1895, *la Loi*, 9 et 10 oct. 1895.

3. Cass. 21 déc. 1894, *Gaz. des Trib.* 23 déc. 1894.

l'acheteur, s'ils ne voulaient transiger, moyennant le versement d'une certaine somme (1) ;

La menace par lettre de livrer le destinataire à la justice pour abus de confiance, s'il n'accepte pas de se rendre chez un tiers, pour remettre la satisfaction réclamée par l'auteur de la lettre (2) ;

Celles par un chef de maison à plusieurs de ses employés de les dénoncer à la police, comme coupables d'abus de confiance ou de vols, s'ils ne consentent pas à s'engager par écrit à se reconnaître coupables et à réparer le prétendu préjudice causé (3) ;

Par un agent d'affaires de prévenir par lettre écrite en son nom et signée de lui un greffier de justice de paix d'une poursuite en Cour d'assises, dont il serait menacé par un client de l'agent d'affaires, à raison d'une prétendue complicité de faux insérée dans un jugement, tout en le prévenant de la possibilité d'arrêter cette poursuite, moyennant le versement d'une certaine somme (4).

*Menaces de révélations de nature à entraîner
contre la personne visée une poursuite disciplinaire.*

L'honneur ou la considération peuvent être en jeu,

1. Trib. corr. de la Seine, 18 déc. 1891, *Gaz. des Trib.* 19 déc. 1891.

2. Cass. 16 juillet 1875, D. P. 76, 1, 238.

3. Cass. 20 mars 1885, S. 85, 1, 185.

4. Cass. 17 juillet 1884, D. P. 85, 1, 92.

lorsque la révélation dont une personne est menacée, est de nature à entraîner contre elle une poursuite disciplinaire.

Il en est ainsi, d'après la Cour de cassation, lorsqu'une lettre a été envoyée à un huissier et qu'elle contient une menace implicite, mais manifeste et non équivoque de dénoncer des irrégularités par lui commises, si cette dénonciation est susceptible d'entraîner contre lui une poursuite disciplinaire (1).

La Cour suprême s'est encore prononcée dans ce sens, dans un cas où l'on menaçait un courtier de commerce de dénoncer la violation par lui commise, d'une prescription établie par l'art. 85 du Code de commerce (2).

Ce texte défend aux courtiers et agents de change « de faire des opérations de commerce ou de banque pour leur compte, — de s'intéresser directement ou indirectement sous leur nom ou sous un nom interposé dans aucune entreprise commerciale, — de recevoir ni de payer pour le compte de leurs commettants ». La dernière de ces dispositions a été abrogée par la loi du 28 mars 1885.

La dénonciation d'un courtier, pour avoir contrevenu à l'une des prescriptions établies par l'art. 85 du Code de commerce ne paraît pas de nature, le plus souvent au moins, à compromettre son honneur ou sa con-

1. Cass. 4 juill. 1874, D. P. 75. 1. 288.

2. Cass. 24 févr. 1866, D. P. 66. 1. 189.

sidération d'une manière suffisamment grave ; mais si l'on réfléchit qu'une telle contravention, aux termes de l'art. 87 du Code de commerce, entraîne non seulement pour le courtier une condamnation à une amende, mais encore la peine de la destitution, il faut admettre que la menace d'en faire l'objet d'une dénonciation constitue une violence morale caractérisée ; et d'autre part comme en matière de chantage, il importe peu, pourvu qu'une demande d'argent accompagne la menace, que le fait diffamatoire imputé soit vrai ou mensonger, les conditions exigées par l'art. 400 se trouvent alors réunies.

Délit de chantage pratiqué par la voie de la presse.

La presse rend le trafic du chantage extrêmement facile. En raison de la publicité dont ils disposent, de leur destination qui est d'informer le public, les journaux peuvent commodément se prêter à l'organisation du scandale et de la diffamation ; et de nos jours surtout, les tribunaux ont eu souvent à intervenir pour établir la démarcation entre les journalistes honnêtes et ceux qui ne voient dans l'exercice de leur profession qu'un moyen d'oppression et d'exploitation.

Le chantage offre en pareil cas d'autant plus de dangers que la menace, condition essentielle du délit, est la plupart du temps voilée avec beaucoup d'habileté, et qu'il est difficile par suite de faire cesser la diffamation par des poursuites qui n'aboutiraient pas.

Le chantage par la voie de la presse est le seul visé par la législation hongroise (1).

Chez nous, il n'en est pas ainsi ; mais les tribunaux ont eu souvent à intervenir pour réprimer la pratique de ce genre de chantage.

Il a été décidé, dans cet ordre d'idées, que les éléments nécessaires pour constituer le délit, se trouvaient réunis :

Lorsque le directeur d'un journal a fait appeler une personne dans les bureaux de son journal, lui a fait lire les épreuves d'un article rédigé contre elle et éminemment diffamatoire ; qu'à ses protestations indignées, il a répondu que le journal se vendrait à un très grand nombre d'exemplaires et qu'il ne renoncerait pas sans compensation à une source de profits assurés (2) ;

Lorsqu'un individu a promis, pour recruter des abonnements à une feuille destinée à publier la liste des protêts dressés par les huissiers de Paris, d'y omettre le nom des souscripteurs (3). Ces faits, dit la Cour de cassation, constituent une menace implicite de nature à ruiner le crédit des commerçants, qui s'attaque aussi bien aux intérêts moraux qu'aux intérêts matériels et porte atteinte à l'honneur et à la considération ;

1. G. pén. des cr. et des dél. de 1878 (art. 354).

2. Cass. 11 nov. 1886, Casati, *Cod. pén. commenté*, sur l'art. 400.

3. Cass. 10 déc. 1886, D. P. 87. 1. 364.

Lorsque dans un journal administré par l'auteur du chantage celui-ci a fait insérer une note annonçant : « qu'il devait faire dans quelques jours des révélations sur la conduite de l'abbé X. », cette note faisant suite à une chronique à scandale à laquelle elle se lie et qu'elle termine (1).

Ces dernières années surtout, le tribunal de la Seine a rendu de nombreuses décisions en matière de chantage pratiqué par la voie de la presse. Voici quelques espèces qu'il a été appelé à examiner et qui lui ont paru constitutives du délit ou de la tentative du délit.

L'inculpé s'était présenté chez un négociant avec lequel il n'avait jamais eu de relations, et déclinant sa qualité de directeur d'un journal (*l'Alliance Nationale*), il le menaça de publier une série de révélations diffamatoires au sujet de sa conduite commerciale, s'il ne lui versait pas une somme de 10.000 francs. Il lui dit qu'il possédait sur son compte un dossier compromettant, et qu'il avait appris que trois de ses courtiers étaient des espions prussiens... (2).

Plusieurs individus, sous prétexte de faire fermer des tripots, dans un but, disaient-ils, de moralisation publique, avaient fondé une feuille intitulée : *Paris-Tripot*, avec ce sous-titre : *Journal d'intérêt public contre*

1. Cass. 28 juillet 1888, *Pand. fr. périod.*, 1889. 1. 23 ; Cr. Toulouse, tr. cor. 11 nov. 1890, *Gaz. des trib. du Midi*, 6 déc. 1890.

2. Tr. de la Seine, 23 juin 1894, *Gaz. des Trib.*, 24 juin 1894

les abus. Leur but véritable était de faire chanter les tenanciers de maisons de jeu. — Les procédés mis en usage étaient les suivants : On convoquait au bureau du journal ou on allait trouver l'individu qu'on se proposait de faire chanter ; on lui envoyait ou on lui exhibait une épreuve du numéro où son nom et son établissement étaient désignés en toutes lettres aux investigations de la police, et on lui proposait, moyennant le paiement d'une somme fixe ou d'un versement périodique de « s'arranger » (1).

D'après le Tribunal de la Seine, se rend encore coupable du délit de chantage, le journaliste, qui, en publiant des articles diffamatoires pour un tiers, y joint, en vue d'en tirer un profit illicite, la menace de nouvelles imputations ou révélations diffamatoires, alors même que la publication de ces révélations n'aurait pas été effectuée. Les articles dont il s'agit, dirigés contre la *Compagnie des Chemins de fer du Sud*, étaient présentés comme de simples critiques d'ordre technique (2).

A la suite d'un procès intenté par le parquet contre des journalistes, pour tentative d'extorsion de fonds au préjudice d'un individu contre lequel une instruction était ouverte, la Cour de Paris, sur appel, a rendu un arrêt par lequel elle déclare en substance : que des

1. Tr. de la Seine, 14 déc. 1892, *Gaz. des Trib.* du 8 et du 15 déc. 1892.

2. Tr. de la Seine, 27 mai 1895, *Pand. franc. pér.*, 96, II, 79.

visites réitérées de la part d'un journaliste qui parle à une personne de révélations qu'on le sollicite de faire à son égard, et qui lui fait en même temps connaître son état personnel de gêne; ne peuvent s'interpréter que comme des demandes de remises de fonds, sous menace de révélations diffamatoires (1).

Pour qu'il y ait délit de chantage, la révélation qui fait l'objet de la menace peut-elle consister dans la *dénonciation d'un fait déjà rendu public* ?

La menace de publier un fait qui est déjà connu du public, doit-elle tomber sous l'application de l'art. 400 § 2 ?

La cour de cassation a été appelée à statuer sur cette question le 22 mars 1883. C'était, dans l'espèce, un jugement qui avait été rendu public.

La cour s'est prononcée dans le sens de l'affirmative, « attendu, dit-elle, que le fait que punit et prévoit l'art. 400 § 2 du code pénal, n'est pas la *publication* mais bien la *menace de la révélation* d'un fait diffamatoire; qu'il importe peu que cette menace de révélations vise un fait vrai ou faux; que si elle a pour mobile honteux un lucre illégitime, cela suffit pour qu'elle tombe sous l'application dudit article... (2). »

M. Garraud estime que telle est la solution qu'il convient d'adopter. « La publicité des jugements,

1. C. de Paris, 18 nov. 1892, *Gaz. des Tr.*, 19 nov. 1892.

2. Cass. 22 mars 1883. *Bull. cr. cass.* 1884.

dit-il, n'a pas été organisée pour permettre à ceux qui spéculent sur l'honneur des personnes de tirer parti d'une condamnation et de la monnayer » (1).

Sur cette question, M. Albert Desjardins a publié un intéressant article dans la « *Revue critique de législation et de jurisprudence* » (2).

Il s'exprime à ce sujet dans les termes suivants : « Il semble que les auteurs de la loi aient uniquement pensé aux *secrets*, aux *fautes cachées*, non au faits déjà publics par eux-mêmes. Nous croyons cependant que la cour de cassation a bien entendu l'art. 400 § 2.

Le même mot est susceptible de plusieurs significations, ou si nous osons parler ainsi de plusieurs degrés dans une même signification.

La condamnation prononcée contre une personne est publique, en ce sens que le jugement a été rendu en audience publique ; elle l'est aussi en cet autre sens qu'une certaine quantité de personnes peut en avoir eu connaissance au moment du jugement rendu, ou l'avoir connue plus tard. Mais l'auteur du chantage veut évidemment donner à ce fait un degré de publicité auquel il n'avait pas atteint, le rendre plus public qu'il n'était ; il menace de le révéler dans des conditions telles que la révélation cause un préjudice au moins moral, peut-être pécuniaire à celui qui avait été frappé jadis par la justice ; il existe par conséquent dans l'âme

1. Garraud, t. 5. sur l'art. 400.

2. *Revue cr. de législ.* 1884. p. 67.

de celui-ci la crainte d'un mal certain ou possible et il spéculé sur cette crainte ; il commet le délit prévu par l'art 400 § 2... »

Ces raisons nous paraissent décisives ; nous croyons de plus devoir faire observer que cette hypothèse de la dénonciation d'un fait déjà publié a été envisagée par les auteurs de la loi lors de la discussion.

M. Cordoën, commissaire du gouvernement, s'est exprimé dans des termes qui ne laissent aucun doute à cet égard :

« Comment est née, dit-il, la nécessité de la disposition nouvelle ? Elle est née de ceci surtout : Les détenus se connaissent tellement dans la détention commune que pour eux, à leur retour de prison, le retour au bien a ses difficultés doublées par le voisinage de ceux qui veulent rester dans la voie du mal. Il est souvent arrivé que ceux qui voulaient replacer leur existence modeste et ignorée dans la voie de l'honnêteté et du travail, en ont été empêchés par les menaces de révélations et par les extorsions pratiquées vis-à-vis d'eux, par ceux qui restaient incorrigibles. Voilà l'un des cas, je dirai le cas principal pour lequel la loi a été faite... (1).

1. Séance du 14 avril 1863 (*Moniteur* du 15).

III. Le fait diffamatoire doit-il être précisé en même temps que la menace est faite ? la diffamation doit-elle être concomitante de la menace.

Pour qu'il y ait délit de diffamation, il faut que la révélation ou l'imputation soient relatives à un fait déterminé et précisé. En est-il de même en matière de chantage ?

La doctrine admet qu'une telle condition n'est pas nécessaire (1).

Il y a, au contraire, sur cette question, des divisions dans la jurisprudence.

D'après certaines décisions, il est indispensable que la menace ait pour objet, *d'une manière précise*, de faire redouter une révélation ou une imputation diffamatoire.

« Attendu, est-il dit dans un arrêt de la cour de cassation, qu'aux termes de l'art. 400, le délit qu'il prévoit et punit ne peut être légalement établi qu'autant qu'il est reconnu avoir été commis à l'aide de menaces de révélations ou d'imputations diffamatoires ; que l'existence de ces menaces en est une condition essentielle et doit être formellement constatée par la décision déférée à la Cour ; attendu que s'il ressort de l'arrêt attaqué (rendu par la Cour d'Amiens le 5 janvier 1872), que le demandeur a bien eu l'intention d'exercer sur

1. Chauv. et Hélie, *Théorie du C. pén.*, 5^e édit., t. 5, p. 286 et suiv. Blanche, *Etudes pratiques sur le Cod. pén.* t. 6, n° 72, p. 60.

M^e D... une contrainte morale et par suite de commettre à son préjudice une tentative d'extorsion au moyen de deux lettres en date des 11 et 28 mai 1871, adressées par lui à D..., notaire, son ancien patron, il n'est pas constaté par ledit arrêt que cette tentative ait été opérée à l'aide de la *menace précise* d'une révélation ou imputation diffamatoire ; qu'il ne suffit pas, en effet, pour constituer le délit prévu par l'art. 400, § 2, qu'il existe seulement une menace pouvant avoir une influence de contrainte morale ; — qu'il faut, pour que cette menace révèle le caractère délictueux, qu'elle se produise dans les termes spécialement prescrits par ledit article, c'est-à-dire qu'elle contienne celle précise d'une révélation ou imputation diffamatoire.

Attendu que cette condition ne peut être suppléée par aucun autre élément du débat ; qu'elle manque au procès et qu'à son défaut la cour d'Amiens, pour faire application de l'art. 400 § 2, n'était pas en droit de prendre pour base juridique de sa décision, l'intention frauduleuse et malveillante qu'elle a dit avoir été manifestée par S. de menacer son ancien patron ; — Attendu qu'elle n'a pu par conséquent et par les mêmes motifs, prendre non plus en considération pour l'appréciation du délit cette circonstance que le demandeur aurait, depuis les lettres des 11 et 28 mai, porté le 28 juillet une dénonciation contre M^e D..., cette dénonciation étant extrinsèque audit délit, dont le seul élément légal résidait dans les deux susdites lettres adres-

sées par S... à D... en vue de l'extorsion qu'il se proposait ; — Casse, etc. (1).

Ainsi, d'après cet arrêt, il existe dans l'espèce une menace pouvant avoir une influence de contrainte morale, mais cette menace, ajoute la Cour suprême, ne contient pas celle précise d'une révélation ou d'une imputation diffamatoire et cette condition ne peut être suppléée par aucun élément du débat, même par cette circonstance postérieure et extrinsèque que l'auteur de la menace a réellement dénoncé le plaignant.

Nous empruntons à la *Gazette des Tribunaux* le sommaire d'un arrêt de la Chambre des appels correctionnels de Paris qui spécifie également que la menace doit être concomitante de révélations diffamatoires pour avoir le caractère délictueux prévu par l'art. 400, § 2. — D'après la Cour, l'employé qui, après une plainte déposée et une révélation faite à la justice par son patron se plaignant de détournements, souscrit un engagement par lequel il reconnaît qu'il a effectué des prélèvements sur des bénéfices fictifs et s'oblige à restituer une somme déterminée, ne saurait soutenir que ledit engagement lui a été extorqué par la menace dans les termes de l'art. 400, § 2, du Code pénal ; la plainte étant antérieure et extrinsèque à la prétendue extorsion de fonds et la révélation faite ne pouvant être considérée comme la menace d'une révélation.

1. 26 avril 1872, D. P. 72, 4, 474.

Mais l'arrêt dit en finissant : Il en est ainsi, alors surtout que l'employé n'a subi aucune contrainte morale.

La Cour de Paris a adopté la même doctrine dans un arrêt rendu plus récemment encore, sur l'appel formé contre un jugement du tribunal correctionnel de la Seine (affaire des chantages contre Lebaudy) (1).

D'après une interprétation contraire, il n'est pas nécessaire que la menace renferme la précision de faits diffamatoires, qu'elle soit concomitante de révélations diffamatoires.

On pourrait citer, à l'appui de ce système qui nous paraît être le plus suivi, de nombreuses décisions du tribunal de la Seine (2).

La Cour de cassation l'a adopté à plusieurs reprises. Nous rappellerons seulement deux arrêts qu'elle a rendus.

L'un est intervenu dans les circonstances de fait suivantes : Un journal avait été institué dans le but essentiellement diffamatoire de porter à la connaissance du public le nom de toutes les personnes saisies ou contre lesquelles des protêts avaient été dressés ;

1. *Gazette des Trib.*, 19 mai 1896.

2. V. 27 mai 1895, *Pand. fr. pér.* 96, II 79. (Affaire des chemins de fer du Sud), 25 mars 1896, *Gaz. des trib.*, 26 mars 96 (Ch. Lebaudy). Trib. cor. de Toulouse, 11 nov. 1890, *Gaz. des Trib. du Midi*, 6 déc. 1890.

son directeur allait trouver les intéressés et leur disait : Si vous ne vous abonnez pas à mon journal, votre nom figurera dans ma publication. La Cour de cassation considère cette indication : que si on ne prend pas un abonnement au journal le nom sera publié, comme constitutive de chantage (1).

L'arrêt suivant n'est pas moins caractéristique : L'insertion à plusieurs reprises dans un journal d'articles diffamatoires dirigés contre une personne avec une invitation clairement faite à celle-ci de faire cesser ces attaques constitue le délit de chantage (2).

Cette dernière interprétation nous paraît être conforme non seulement au texte de la loi, car le § 2 de l'art. 400 n'exige pas que la menace porte sur un fait précis et connu, ni qu'elle soit concomitante de révélations diffamatoires, mais encore à son esprit. Le législateur, il est vrai, en édictant l'art. 400, semble avoir eu plus particulièrement en vue des cas où la menace se présente antérieurement à la diffamation.

Doit-il en résulter que dans l'hypothèse inverse, il n'y a pas lieu d'appliquer cette disposition ?

Nous ne le pensons pas, car le législateur, suivant son habitude, a dû statuer *de eo quod plerumque fit*. Il ne pouvait prévoir tous les cas particuliers que la pratique viendrait à susciter.

1. Cass. 10 déc. 1886, D. P. 87. 1. 364.

2. Cass. 7 janv. 1887, D. P. 87. 1. 364. C^{re} cass. 28 juil. 1888 *Pand. fr. pér.*, 1889. 1. 23. Cour de Dijon, 16 avril 1879, D. P. 79. 2. 119.

Lorsque l'agent débute par la diffamation et vient ensuite indiquer par quels moyens il sera possible d'y mettre fin, la contrainte n'en est que plus caractérisée ; le doute alors ne saurait exister ; la personne diffamée sait, par le passé, ce qu'elle peut attendre de l'avenir ; elle connaît très exactement quelle sorte de préjudice lui sera causé, si elle ne consent pas au sacrifice pécuniaire qui lui est demandé.

Si au contraire, la menace précède la révélation, il peut y avoir quelque doute dans l'esprit de la victime sur la portée et sur les conséquences de la révélation ; la victime pourra se demander si, lorsqu'on en viendra à l'exécution, le diffamateur n'aura pas quelque scrupule ; elle peut se demander si ce fait dont on menace la révélation sera de nature à porter atteinte à son honneur ou à sa considération ; si au dernier moment, lorsqu'il s'agira d'exécuter la menace, le maître chanteur ne reculera pas devant la responsabilité pénale, et toutes ces circonstances peuvent l'incliner à résister à la contrainte exercée sur elle.

Il y a lieu, par conséquent, d'appliquer l'art. 400 § 2, aussi bien lorsque la diffamation précède la menace que dans l'hypothèse inverse.

CHAPITRE VI

Fait matériel de l'extorsion de signature ou de la remise.

Section I. — Extorsion de signature, remise.

Section II. — Nature des valeurs remises ou signées.

Il faut que l'agent extorque la signature ou la remise « d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge » Sens de ces expressions. — titres authentiques. — Diverses mentions qui s'y trouvent. — Ecritures privées. — Extorsion d'un blanc-seing. — Extorsion d'une signature simplement précédée d'un « bon pour ». — Y a-t-il extorsion, lorsqu'un commerçant, sous l'empire d'une contrainte, écrit sur son livre de commerce une mention contenant ou opérant obligation ou décharge? — Mention tendant à établir la libération d'un débiteur, arrachée par lui au créancier à la suite, en marge ou au dos d'un titre. — Actes qui ne peuvent servir que de commencement de preuve. — Le crime ou le délit existent-ils, bien que la victime de l'extorsion qui a consenti une obligation en faveur du coupable puisse avoir le moyen de la réduire à néant, ou que le créancier, bien que dépouillé de son titre, ait conservé les moyens de parvenir ultérieurement au recouvrement de sa créance?

Section III. — Extorsion de fonds.

SECTION I — *Extorsion de signature, remise.*

Le Code de 1791 contient une disposition qui fut la première à viser d'une manière spéciale le fait d'obtenir à l'aide de la violence une signature destinée à produire des conséquences juridiques.

Le Code de 1810 a élargi le domaine de l'extorsion. Elle peut maintenant porter non seulement sur une signature, mais sur « un écrit, un acte, un titre, une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge ».

Enfin, la loi de 1863 assigne au nouveau genre d'extorsion qu'elle prévoit un domaine plus vaste encore, puisqu'à l'aide des procédés déterminés, des fonds peuvent être extorqués.

Un débiteur, dans le but de se faire donner décharge de la somme dont il est redevable, présente une quittance toute préparée à son créancier ; ou bien un malfaiteur présente à une personne un billet énonçant qu'il est son créancier, alors qu'il n'a aucun droit à ce titre. Nous nous plaçons dans des hypothèses où il manque seulement une signature pour que la quittance ou le billet soient valables, et cette signature est obtenue à l'aide d'une coaction physique. Voilà l'extorsion, telle que l'avait prévue le Code de 1791.

Il n'est pas douteux que le résultat sera le même, si au lieu d'imposer que la signature soit tracée sur l'acte, c'est l'acte même, la quittance ou le billet déjà signé que l'on s'est fait remettre.

L'article 400 vise ce cas comme le précédent. Les auteurs de cette disposition se sont efforcés d'être plus compréhensifs que ceux de l'ancienne loi et ils ont énuméré autant que possible toutes les hypothèses qui leur ont paru constituer une extorsion, afin d'évi-

ter des causes d'incertitude au juge chargé d'appliquer la loi.

Comme condition du crime ou du délit, l'article 400 exige donc qu'il y ait ou extorsion de signature, ou remise.

Le plus souvent même, l'obtention de la signature seule ne suffira pas pour donner lieu à l'application de cette disposition, et la remise devra être faite également, sans quoi il n'y aurait pas de préjudice possible pour la victime. L'article 400 suppose expressément que l'agent et le détenteur du titre vont avoir un rôle actif. Le mot remise implique cette idée qui résulte aussi de l'emploi des moyens spécifiés. La victime, sous l'empire de voies de fait ou de menaces, prête son aide et contribue à ce que le coupable puisse aboutir au résultat poursuivi.

Il a été dit que cette condition de la remise marquait une différence essentielle entre l'extorsion et le vol.

La victime d'un vol ne concourt pas à la formation du délit. Son rôle est passif ; la soustraction consiste dans le détournement d'un objet uniquement opéré par le voleur ; et, par application de ces principes il a été jugé à plusieurs reprises que l'enlèvement d'un titre accompagné de violences ne constitue pas une extorsion mais tombe sous le coup de l'art. 382.

La dernière jurisprudence de la Cour de cassation, admet aussi, comme nous l'avons vu, qu'il y a lieu de considérer comme une infraction spéciale et distincte

du vol, le fait qui consiste dans une remise et qui réunit du reste les autres conditions exigées par l'art. 400.

Mais dans d'autres hypothèses, où il y a également remise, la Cour de cassation est d'avis qu'elle peut remplacer la soustraction comme élément constitutif du vol. La raison en est que bien des faits qui aboutissent, par voie de remise, à la spoliation de la chose d'autrui, ne peuvent donner lieu à l'application de l'article 400, ni d'un autre texte spécial, soit parce qu'ils portent sur des objets différents de ceux prévus, soit parce que l'agent a employé des modes de perpétration autres que ceux spécifiés.

Ainsi, d'après la jurisprudence, il y a vol avec violence, si en usant de ce procédé un individu s'empare d'une chose ou s'il se la fait remettre, pourvu, dans ce dernier cas, que cette chose ne soit pas une de celles désignées par l'article 400.

Il faut bien admettre que la remise équivaut ici à l'enlèvement ; autrement, puisque d'une part, le Code pénal considère la soustraction comme une condition du vol ; et que d'autre part, la remise d'une pareille chose ne rentre pas dans le domaine limité de l'article 400, un pareil fait ne serait pas punissable.

De plus, il y a lieu de remarquer que la victime à proprement parler ne concourt pas à la formation du délit. « La demande faite un couteau sur la gorge, et par un malfaiteur qui vous crie la bourse ou la vie, peut

être considérée comme destructive de toute volonté, et la main qui remet la chose au voleur n'est plus qu'un instrument qu'il met lui-même en mouvement. » Son rôle à lui seul est actif, aussi la confusion ne nous semble pas critiquable.

Mais au contraire, dans d'autres hypothèses, et notamment, lorsqu'un débiteur, sous prétexte d'acquitter sa dette, se fait communiquer le titre constitutif de son obligation ou la quittance qui justifiera de sa libération et refuse ensuite de restituer ce qui lui a été confié (1), la Cour de cassation, en décidant qu'il y a vol et par suite soustraction, nous paraît commettre une confusion que ne sauraient excuser ni le silence du législateur, ni l'insuffisance de la loi. Elle distingue, il est vrai, suivant que la remise est volontaire ou nécessaire.

« S'il n'y a pas de soustraction, dit un arrêt du 11 janvier 1867, et par conséquent vol dans le sens de l'article 379 lorsque la chose enlevée avait été remise, même momentanément, mais volontairement, par le propriétaire à celui qui s'en est emparé pour se l'approprier, il en est autrement lorsque la remise est nécessaire et forcée, telle que la communication au débiteur du billet ou de la quittance qu'il vient d'acquitter ; puisque dans ce cas, en effet, le possesseur du titre ne s'en dessaisit pas ; qu'il ne fait que le placer sous les yeux du débiteur ; que cette communication est sou-

1. Cass., 21 oct. 1831 ; 2 avril 1835, D. P. 31, 1, 349 ; 36, 1, 309.

vent indispensable à l'exécution du paiement et qu'il n'en résulte aucune faute qui soit imputable à ce possesseur ; par conséquent le débiteur qui se saisit du billet ou de la quittance et qui l'enlève commet une véritable soustraction..... » (1).

Ces arguments ne nous paraissent pas décisifs. Le fait matériel de la remise ne saurait changer de nature, suivant qu'il a été déterminé par un motif ou par un autre ; une remise ne saurait devenir une soustraction, suivant que son motif exclut ou n'exclut pas tout reproche d'imprudence de la part du propriétaire. Les remises de titres faites dans de telles circonstances ne peuvent donc pas constituer un vol, ni du reste une extorsion, car celles visées par l'art. 400 sont amenées par des causes toutes différentes.

SECTION II. — *Nature des valeurs remises ou signées.*

I

Pour que l'article 400 devienne applicable, il faut que la signature ou la remise soient de nature à entraîner certaines conséquences. La victime de l'extorsion doit être contrainte, dit ce texte, à signer ou à remettre « un écrit, un acte, un titre, une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge ».

1. Cass., 11 janv. 1867, D. 67, 1, 358 et la note.

Ces expressions ; « obligation, disposition ou décharge » désignent les opérations juridiques qui font subir des modifications au patrimoine.

Remarquons du reste que « disposer » c'est encore « s'obliger », puisque ce n'est pas faire autre chose que prendre l'engagement d'abandonner au profit d'un autre la propriété ou un autre droit.

Carnot, dans son *Commentaire sur le Code pénal*, pour justifier le législateur d'avoir introduit dans l'article 400 ces deux expressions dont la signification est la même, s'efforce de trouver un sens tout spécial au mot « disposition ».

« On conçoit facilement, dit-il, ce qui constitue une obligation ou décharge ; mais le mot *Disposition* a quelque chose de si vague qu'il est impossible de s'en faire une juste idée, si l'on veut lui donner une autre signification que celle d'obligation ou décharge, à moins qu'on ne l'applique au cas où, sans que l'écrit pût intéresser la fortune de celui qui l'a souscrit, il pût tendre à compromettre son honneur ou sa réputation. C'est la seule interprétation raisonnable qu'on puisse lui donner » (1).

A notre avis, c'est le souci qu'avaient les rédacteurs du Code pénal d'être plus précis que le texte de la loi de 1791, qui nous a valu l'introduction de ce mot, ainsi que de plusieurs autres dans l'art. 400 ; mais ce terme

1. *Commentaire du Code pénal*, sur l'art. 400, n° 7.

se réfère au patrimoine, et non à l'honneur et à la réputation.

« Il comprend, disent MM. Chauveau et Hélie, en général tous les actes qui, sans contenir précisément obligation ou décharge, peuvent cependant intéresser la fortune du signataire ou du propriétaire, comme les testaments et les actes qui ont pour objet de les révoquer..... » (1).

Les actes se référant au patrimoine, sont donc les seuls susceptibles d'extorsion, il en serait autrement de ceux qui se réfèrent à l'honneur et à la réputation. De même si, par les modes de perpétration prévus par l'article 400, l'on s'était procuré un titre, une distinction, une position honorifique. Il en serait encore ainsi, si l'on avait eu, par les mêmes moyens, les faveurs d'une femme, ou «..... si l'on avait réussi à obtenir des signatures au bas de pétitions, de proclamations, de protestations politiques, à provoquer un vote ou une abstention, à donner des renseignements erronés sur la moralité d'un individu, à délivrer des certificats de complaisance..... » (2) et, d'une façon générale, toutes les fois qu'on a obtenu des résultats qui ne sont pas de nature à compromettre la fortune d'autrui.

C'est en se conformant à ces principes qui devaient être adoptés depuis l'art. 40, sect. 2, tit. 2, part. 2 de la loi de 1791, que la Cour de cassation a rendu la décision suivante :

1. Chauveau et Hélie, *Théorie du C. p.*, t. 5, n° 1929.

2. *Pandectes Belges*, v° *Chantage*, n° 138 et s.

« Considérant qu'il résulte du texte même de l'art. 40 du Code pénal, ainsi que de l'inscription tant du titre que de la section sous lesquels ledit article se trouve placé, que ses dispositions ne sont applicables, qu'autant que l'acte ou l'écrit dont la signature a été extorquée, emporte par sa nature obligation ou décharge au préjudice des propriétés particulières; — Considérant qu'un passe-port n'est pas un acte qui emporte décharge ou obligation par rapport aux propriétés particulières et qu'ainsi, dans l'affaire présente, il n'a pu y avoir lieu à appliquer au condamné la peine établie par le susdit article 40, dès qu'il a été convaincu d'avoir tenté d'extorquer par violence une signature sur un passe-port; que par conséquent le tribunal criminel, en lui appliquant les dispositions dudit art. 40, a fait une fausse application de peine.... » (1).

Nous serons, par la suite, appelés à examiner d'autres applications de ces principes.

« Peut-être, dit M. Garraud (2), la loi eût-elle dû se montrer plus clairvoyante et punir sous cette qualification (d'extorsion) l'obtention de tout titre de nature à causer un préjudice moral ou matériel, dans le cas où la volonté du signataire ou du détenteur aurait été contrainte? Mais, il est bien certain qu'elle n'a pas cru devoir le faire. Elle a sans doute pensé qu'il était difficile d'apprécier les mobiles qui ont porté à signer ou

1. Tr. cass. 19 mess. an VII; D. an VII, p. 122.

2. Garraud *Trait. théor. de dr., pén.* t. 5, p. 196. et s.

à remettre un écrit de ce genre et qu'on risquerait d'ouvrir la porte à des poursuites bien délicates, en protégeant de la même manière et par la même disposition, les intérêts moraux et les intérêts pécuniaires des citoyens.... »

La loi, pour reconnaître une obligation, une disposition, une décharge et leur faire produire leurs effets, exige la preuve de ces faits juridiques.

La spoliation ne pourrait être consommée, si l'agent ne se procurait pas cette preuve, afin, de pouvoir établir ses prétentions, ou s'il n'empêchait en se la faisant remettre, qu'on ne puisse la produire contre lui.

Pour que le crime soit constitué, un élément essentiel, c'est donc que l'agent se fasse remettre : « Un écrit, un acte, un titre, une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge ».

En employant ces expressions, le législateur a certainement entendu faire allusion à la preuve littérale, telle qu'elle est déterminée par le Code civil (art. 1317 et suiv.).

Le mot « écrit », qui a un sens général, était suffisant à la rigueur, mais le législateur a voulu préciser sa pensée et la compléter.

Les « titres et actes » ne sont que des variétés d'écrits, mais on donne plus spécialement cette désignation « aux écrits, lorsqu'il sont rédigés et dressés *ad hoc*, dans le but de constater la vérité d'une convention

ou plus généralement d'un fait juridique quelconque ».

Remarquons aussi que le langage usuel et « le Code civil semblent appliquer plutôt le mot « titre » aux écritures authentiques et le mot « acte » aux écritures privées » (1), bien qu'on les emploie souvent indifféremment l'un pour l'autre.

Enfin, en langage de procédure, le terme « pièce » a la même signification que le mot écrit ; et nous pensons que c'est encore ici la sienne ; à moins que le législateur n'ait voulu ainsi désigner les moyens de preuve que le Code civil assimile à la preuve littérale : les *tailles*, par exemple ; on peut en effet prévoir à la rigueur qu'un débiteur, pour obtenir sa décharge, se fasse remettre par la contrainte la « taille corrélative à l'échantillon » qui sert de titre au créancier et commette par suite une extorsion.

Pourvu que l'écrit, l'acte, le titre ou la pièce « contienne ou opère » obligation, disposition ou décharge, il n'est pas nécessaire qu'il ait été rédigé en vue de constater un fait qui n'est pas juridique, ou un fait juridique autre que l'un de ceux prévus par l'art. 400.

II

Dans un *titre authentique* notamment, les mentions qui s'y trouvent renfermées n'ont pas toutes la même valeur.

1. Demolombe, *Obligations*, T. VI.

En dehors du dispositif, c'est-à-dire, dit Pothier « de ce que les parties ont eu en vue, et qui a fait l'objet de l'acte », il peut s'y trouver des énonciations « qui ont un rapport direct à la disposition » et d'autres « qui sont étrangères à la disposition », 1320 (C. civ.). La loi attribue aux premières la même autorité qu'au dispositif, et si le fait énoncé par elles, est une obligation ou une décharge, il n'est pas douteux que le titre répondrait aux conditions exigées par l'article 400 ; alors même qu'il aurait été dressé pour se ménager la preuve d'un fait principal qui n'est ni une obligation, ni une décharge.

Quant aux énonciations « étrangères à la disposition », elles ne peuvent servir que de commencement de preuve. Néanmoins, nous croyons qu'il y aurait lieu d'appliquer l'art. 400, si elles contenaient obligation ou décharge, car il n'est pas nécessaire, d'après le texte même, que l'écrit fasse preuve complète de l'un de ces faits ; et dans notre hypothèse l'écrit ferait plus que le mentionner puisqu'il lui sert de commencement de preuve.

En fait, les titres authentiques qui nous paraissent le plus sujets à être extorqués sont les grosses des titres d'obligation, parce que leur remise peut procurer au débiteur sa libération (1283 C. civ.).

III

Comme les écrits authentiques, les *écritures privées* ne

sont pas soumises, pour avoir force probante, à de nombreuses formalités. Les mêmes mesures pour assurer leur conservation n'ont pas été prises.

Leur extorsion pourra se présenter sous plusieurs aspects.

Parfois le malfaiteur se fera remettre l'acte écrit et signé par sa victime, par un tiers ou par lui-même.

Ou bien il présentera un écrit rédigé d'avance et obtiendra par la contrainte la signature qui lui donnera la force probante. Dans cette hypothèse, comme le fait remarquer M. Blanche, l'extorsion de signature suffira à elle seule pour constituer le crime, il importera peu que, pour une raison ou pour une autre, le coupable n'ait pas pu se saisir de l'acte (1).

Dans certains cas, l'agent se bornera à contraindre sa victime à donner une signature en blanc, dans le but de la faire précéder d'un écrit dont le texte sera ainsi approuvé ; mais en pareil cas faudrait-il qu'il soit constaté que la signature a été extorquée dans l'intention d'y adapter un écrit qui contienne ou opère obligation ou décharge et que cette intention ait été suivie de l'exécution.

Un fait ne peut être incriminé comme constitutif d'un crime ou d'un délit qu'autant qu'il est consommé.

Comme nous le verrons, l'intention serait encore indispensable, mais non l'exécution, si c'était une simple tentative qui fût l'objet de l'accusation, une partie de

1. *Etudes prat. sur le C. P.*, sur l'art. 400.

l'accusation restant alors nécessairement en dehors du fait déclaré constant.

La Cour de cassation s'est prononcée plusieurs fois en ce sens. Elle a annulé divers arrêts de cours d'assises, en se basant sur ces raisons que : l'extorsion par force, violence ou contrainte d'une signature en blanc et restée à l'état de blanc-seing n'étant point punissable, en raison de ce qu'un blanc-seing n'opère en lui-même ni obligation, ni disposition, ni décharge, il fallait interroger le jury d'une façon précise sur le point de savoir s'il avait extorqué la signature dans l'intention d'y adapter un écrit emportant obligation, disposition ou décharge ; et non pas seulement poser la question de savoir si l'accusé avait agi méchamment et dans l'intention du crime (1).

La signature, précédée d'un « bon pour » constitue-t-elle le crime ou le délit d'extorsion ? Ces mots, suivis de la signature, sont-ils suffisants pour que l'on se trouve non seulement en présence d'une tentative, mais d'un fait consommé ?

La question revient à se demander, si le « bon pour » peut avoir comme effet que la feuille signée cesse d'être un blanc-seing et contienne ou opère obligation.

La Cour de Douai l'avait pensé dans une espèce étrangère à l'extorsion, où il s'agissait de savoir s'il fallait appliquer l'article 407 du Code pénal relatif à l'abus

1. Cass. 7 messidor an IX ; D. an IX, p. 486 ; 27 mars 1856, D. 56, 1, 229 ; 16 avr. 1857, D. 57, 1, 267, 19 juin 1845, D. 45, 4, 122.

de blanc-seing ; mais la Cour de cassation ne partagea pas cette opinion.

« Attendu, dit-elle, que l'arrêt attaqué a jugé que des billets revêtus d'un « bon pour » et d'une signature ne sont pas des blancs-seings dans le sens de l'art. 407 du Code pénal ; que cette décision est en opposition avec la disposition de cet article qui définit le blanc-seing une signature au-dessus de laquelle on peut écrire frauduleusement une obligation, une décharge ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire : que cette définition ne pourrait exclure le « bon pour » puisque le bon pour dans certaines circonstances peut seul rendre la signature obligatoire ; que, dès lors, l'abus d'un bon pour joint à la signature aggrave encore le préjudice porté au signataire ; que cette circonstance aggravante ne saurait faire disparaître le délit, et qu'en distinguant, alors que la loi ne distingue pas pour éluder sa disposition primitive, la Cour royale de Douai a expressément violé l'art. 407 du Code pénal (1). »

Conformément à cette décision, nous pensons que l'inscription du « bon pour » au-dessus de la signature ne suffit pas pour faire cesser le blanc-seing. Ces mots indiquent peut-être que l'auteur du fait agissait dans un but de spoliation ; mais l'obligation n'étant nullement précisée, le crime ou le délit d'extorsion n'ont

1. 14 janvier 1826. Rapporté dans *Blanche* sur l'art. 407 C. p.

pas été commis. Toutefois, il y aurait lieu d'appliquer l'art. 400, car les conditions de la tentative seraient réunies.

IV

Il y a des écritures privées, qui sont susceptibles, bien que non approuvées par une signature, d'être admises comme preuves dans les cas et avec le degré de force déterminé par la loi.

Ce sont : les *livres de commerce* (art. 1329 et 1330 C. civ. et art. 12 et 13 Cod. de com.) les *registres et papiers domestiques* (art. 1331 C. civ.) et les *mentions libératoires mises à la suite, en marge ou au dos d'un acte* (1332 C. c.)

« Les *livres de commerce* régulièrement tenus peuvent être admis par le juge pour faire preuve entre commerçants pour faits de commerce » art. 12 Cod. de c. et aux termes de l'art. 1330 (C. civ.) : « Les livres des marchands font preuve contre eux.... ». « Cela a lieu, dit Pothier, quand même la chose aurait été écrite par une autre main que celle du marchand, pourvu qu'il soit constant que le journal est celui dont le marchand a coutume de se servir : car ce journal étant en sa possession, la présomption est que tout ce qui y a été écrit l'a été de son consentement. » — M. Demolombe ajoute que cette doctrine est vraie, alors même que la mention aurait été écrite de la main de la partie qui l'invoque.

Nous croyons que l'individu qui contraindrait un

commerçant à écrire sur un livre de commerce une mention contenant ou opérant obligation ou décharge se rendrait coupable d'extorsion.

Toutefois cette manière de voir n'est pas à l'abri d'objections ; et l'on peut se demander si, en la soutenant, on ne va pas à l'encontre de l'art. 400. Ce texte suppose, en effet, qu'il y a eu extorsion de signature ou remise d'un écrit. Dans l'espèce il n'y a pas de signature extorquée, ni de remise à proprement parler, puisque le livre de commerce reste entre les mains du commerçant.

Mais ne peut-on pas dire qu'il suffit au malfaiteur, pour arriver au résultat visé par l'article 400, d'avoir obligé par la contrainte à écrire cette mention sur le livre de commerce, étant donné qu'il pourra obtenir la *communication* et la *représentation* par des moyens légaux.

En pareil cas, si la violence ou la menace n'ont pas été employées par lui pour se faire remettre le livre de commerce, elles l'ont été du moins pour contraindre à y porter la mention, et le résultat que notre disposition a pour but d'empêcher et de réprimer a été atteint ; aussi pensons-nous qu'elle est applicable.

V

La loi désigne sous le nom de *Registres et papiers domestiques* les écritures signées ou non qu'une personne rédige en vue de conserver le souvenir de faits juridi-

ques. Les registres et papiers domestiques font foi contre celui qui les a écrits : « 1^o dans tous les cas où ils énoncent formellement un paiement reçu. 2^o lorsqu'ils contiennent la mention expresse que la note a été faite pour suppléer le défaut du titre en faveur de celui au profit duquel ils énoncent une obligation » (1331 C. civ.)

Les registres et papiers domestiques, lorsque sont réunies les conditions exigées par l'art. 1331, présentent les caractères qu'ils doivent avoir les écrits dont s'occupe l'art. 400.

Si donc le propriétaire d'un registre y avait mentionné et approuvé de sa signature une obligation ou une décharge, sous l'empire de la contrainte, l'auteur de cette contrainte serait passible des peines de l'extorsion. Il n'est pas nécessaire, en effet, que ce dernier se soit fait remettre l'écrit ; l'obtention de la signature suffit pour constituer l'infraction.

Que, dans la suite, le propriétaire du registre ait pu faire disparaître la mention et la signature en les biffant ou en les raturant, il n'y a pas lieu, à ce point de vue, d'en tenir compte. Peu importe également, qu'en règle générale on ne puisse contraindre le propriétaire du registre à le produire. Il suffit qu'il y ait pour ce dernier ou pour un tiers quelque préjudice matériel possible ; et il peut se présenter des hypothèses où ce préjudice apparaîtrait, par exemple, lorsque le registre est commun aux deux parties, lorsque des

scellés ont été apposés et qu'un inventaire a été dressé.

Si l'une des deux mentions énoncées par l'art. 1331 avait été écrite sur un registre sans que le propriétaire l'ait fait suivre d'une signature, devrait-on appliquer l'art. 400 ?

Quoiqu'il n'y ait eu ni extorsion de signature, ni remise, nous pensons qu'il faut répondre affirmativement. Les raisons de décider sont les mêmes que nous avons signalées plus haut, en examinant l'hypothèse où un commerçant est contraint à écrire sur son livre une mention contenant ou opérant aussi obligation ou décharge.

VI

Les mêmes objections se présentent et une solution analogue doit être adoptée, « lorsqu'une mention tendant à établir la libération du débiteur » a été arrachée à un créancier à la suite, en marge ou au dos d'un titre qui est toujours resté en sa possession, quoique cette mention n'ait été ni signée, ni datée par lui (1332, c. civ.)

Aucune incertitude ne saurait exister dans la seconde espèce visée par l'art. 1332, lorsque « l'écriture a été mise par le créancier au dos ou en marge ou à la suite du double d'un titre ou d'une quittance, pourvu que ce double soit entre les mains du débiteur. On ne peut objecter en effet que le titre dont le débi-

teur exige la remise lui appartienne et doive rester en sa possession, car ce qu'il contenait a été annulé ou modifié par la mention du créancier.

VII

Les *copies de titres authentiques*, lorsque l'original n'existe plus, sont susceptibles d'entrer dans l'énumération de l'article 400, non seulement lorsqu'elles font la même preuve que l'original, lorsqu'elles peuvent servir de commencement de preuve par écrit, mais aussi quand elles ne peuvent servir que de simples renseignements; il y a en effet, même dans ce cas, un préjudice matériel possible pour la victime de l'extorsion.

Il en serait autrement des *copies d'actes sous seing privé*, car elles ne font aucune foi, à moins qu'il ne s'agisse de ceux qui auraient été régulièrement déposés dans les minutes d'un notaire; ce dépôt leur communique en effet le caractère de l'authenticité.

VIII

Il serait possible de citer encore des espèces où l'art. 400 devrait être appliqué; et l'on peut poser comme règle générale, que tous les écrits contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge rentrent dans l'énumération faite par les rédacteurs du code pénal, alors même qu'ils n'aient pas une force probante abso-

lue et pourvu qu'ils puissent servir de *commencement de preuve*.

Cette règle est admise par la doctrine et par les tribunaux. Nous croyons devoir citer deux décisions qui en contiennent des applications et qui sont conformes, bien que rendues par la jurisprudence belge, à l'interprétation admise chez nous.

« Attendu, dit un arrêt de la cour de Bruxelles, du 20 nov. 1874, que le Code civil ne prononce pas la nullité du billet ou promesse sous seing-privé qui ne porte pas, lorsqu'il est écrit par une main étrangère, outre la signature du débiteur un bon ou un approuvé ; qu'il résulte seulement que cet acte irrégulier dans la forme ne fait pas par lui-même pleine foi de l'engagement qu'il renferme et ne peut constituer qu'un commencement de preuve par écrit ; que l'irrégularité de forme dont peut être affecté le titre extorqué ne saurait enlever au fait son caractère de criminalité... condamne, etc... » La cour de cassation belge rejeta le pourvoi dirigé contre cet arrêt : « considérant, dit-elle, que ce document ne porte pas, il est vrai, le bon ou approuvé, exigé par l'art. 1326 du Code civil, mais que cette circonstance n'est pas élisive du crime d'extorsion ; — qu'en effet, le billet, bien que n'emportant pas par lui-même la preuve complète de l'obligation qu'il renferme peut néanmoins, dans l'état où il est, servir de base à une action en justice de reconnaissance de dette et devrait en ce cas être admis comme com-

mencement de preuve par écrit ; — Que dès lors il est susceptible de nuire à celui dont il porte la signature et que partant le fait d'avoir extorqué celle-ci, tombe sous l'application de l'art. 470 du Code pénal.

« La cour de Liège a décidé, par arrêt du 15 avril 1861, qu'il y avait extorsion punissable dans le fait de faire signer un billet à ordre sans mentionner le nom du créancier. Il résultait de l'instruction qu'aucun doute ne pouvait s'élever sur la personnalité de cet individu ; ce dernier était maître d'inscrire son nom dans le corps de l'acte, sans en dénaturer le caractère, et au surplus le dit billet constituait un commencement de preuve par écrit » (1).

IX

Bien que la victime de l'extorsion qui a consenti une obligation en faveur du coupable puisse avoir le moyen de la réduire à néant, ou que le créancier dépouillé de son titre ait conservé le moyen de parvenir ultérieurement au recouvrement de sa créance, le crime ou le délit n'en existent pas moins.

Dans cet ordre d'idées, la Cour de cassation a jugé qu'une extorsion de titre dont le résultat aurait pu être de compromettre le succès d'une saisie commencée tombait sous le coup de l'art. 400 du Code pénal :

« Attendu que cet article comprend dans la généra-

1. *Pandectes belges*, v^o *Chantage*.

lité de ses termes, l'extorsion par voie de force, violence ou contrainte de tout titre emportant obligation ; qu'il importe peu que le créancier dépouillé dans l'espèce par la violence faite à l'officier ministériel qui était nanti de l'expédition du jugement, en vertu de laquelle allait être effectuée la saisie des valeurs mobilières, conservât nonobstant l'extorsion de cette pièce le moyen de parvenir ultérieurement au recouvrement de sa créance ; qu'il y a crime consommé d'extorsion quand ces trois conditions se rencontrent : intention de nuire ; emploi de l'une des voies de fait réprouvées par la loi ; possibilité de préjudice résultant de la nature de la pièce extorquée ; qu'ici le fait déclaré constant par le jury présente ce triple caractère, puisqu'à la constatation de l'acte matériel de violence et de culpabilité inhérente à cet acte, se joint la circonstance que l'enlèvement du titre nécessaire pour opérer la saisie en retardait et pouvait en compromettre le bénéfice » (1).

SECTION III. — *Extorsion de fonds.*

Ainsi qu'il a été dit, il faut appliquer à l'agent les peines de l'article 400 § 2, non seulement lorsqu'il a extorqué la signature ou la remise des écrits énumé-

1. *Dall. Alph.* v^o Vol, n^o 615.

rés ci-dessus, mais encore lorsqu'il a extorqué ou tenté d'extorquer la remise de *fonds* ou valeurs, à l'aide des procédés déterminés par ce texte. Ici, le mot « fonds » signifie, bien entendu, des espèces et non des immeubles.

La remise de fonds, si elle avait lieu par force, violence ou contrainte, ne devrait pas tomber sous le coup de l'article 400, § 1.

Ordinairement, en pareil cas, l'article 382 sera appliqué, mais puisque la spoliation se produit par voie de remise et non par voie de soustraction, il serait préférable que l'hypothèse soit prévue par l'art. 400 § 1.

Le législateur de 1863 aurait dû, nous semble-t-il, faire disparaître cette différence entre les deux dispositions et établir leur concordance au point de vue de la nature des objets susceptibles d'être extorqués.

La plupart des législations étrangères, et notamment celle de Belgique (art. 470, C. p.) et celle d'Italie (art. 409, C. p.), ont cru devoir le faire.

CHAPITRE VII

Tentative du crime ou du délit d'extorsion.

Pour qu'il y ait tentative, il faut que les modes de perpétration prévus par l'art. 400 aient été employés et présentent les caractères déterminés. — Distinction à établir entre la tentative d'extorsion et la tentative de menace. — Intention criminelle. — Abus de la citation directe. — Extorsion de signature en blanc. — Influence des vices de forme ou de fond, susceptibles de compromettre l'existence ou la validité d'un titre, au point de vue de la formation de l'extorsion ou de la tentative d'extorsion.

L'article 400, § 2, punit de la même peine le délit d'extorsion à l'aide de chantage et la tentative de ce délit.

Au point de vue de la répression, la tentative du crime d'extorsion doit être également assimilée au crime consommé, d'après la règle générale contenue dans l'article 2 du Code pénal :

« Toute tentative de crime qui aura été manifestée par un commencement d'exécution, si elle n'a été suspendue ou si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, est considérée comme le crime même ».

Aux termes de ce texte, la tentative n'est punissable qu'autant qu'elle a été manifestée par un commencement d'exécution. Celui qui conçoit un crime, qui même se résout à le commettre, s'il est coupable aux yeux de la morale, ne l'est pas aux yeux de la loi.

L'intention criminelle, qui varie suivant les formes de l'incrimination, n'est pas le seul élément requis pour qu'il en soit ainsi. Si même l'agent n'a fait que préparer son crime, il n'y a pas lieu d'appliquer de répression. C'est parce que les actes préparatoires « n'ont pas en général un rapport direct avec le crime auquel ils tendent ; parce qu'en eux-mêmes, ils ne prouvent pas, du moins en général, la volonté de mal faire, et que, même cette volonté admise, rien n'indique qu'ils soient faits en vue de tels crime ou délit plutôt que de tel autre » (1). Les actes d'exécution qu'exige l'art. 2 n'ont plus ce caractère douteux ; un rapport étroit et visible les rattache au coupable dessein qu'ils tendent à accomplir.

Il faut encore que la tentative n'ait été suspendue ou n'ait manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, pour qu'elle soit punissable.

Nous allons, en ce qui concerne l'extorsion, examiner quels sont les actes susceptibles de constituer une tentative et passer en revue les décisions de la jurispru-

1. Dall. *Rép. gén. alph.*, v^o *Tentative*.

dence à cet égard, en les soumettant parfois au contrôle de la discussion.

Tout d'abord nous pouvons poser en règle générale, puisque l'art. 2 exige un commencement d'exécution de l'infraction, qu'il ne saurait y avoir tentative punissable d'une extorsion, si les moyens spécifiés à l'aide desquels elle peut être commise, n'ont été employés en aucune façon.

Par exemple, se procurer une arme pour menacer ou pour commettre la violence, rédiger l'écrit sur lequel l'on veut contraindre d'apposer la signature, ce sont là des actes préparatoires que l'on ne peut punir, même s'il est prouvé qu'ils ont été accomplis avec l'intention de nuire. Un commencement d'exécution est nécessaire pour démontrer que le coupable a agi, en vue de commettre le crime prévu par l'article 400, et non telle autre infraction.

Il faut que les modes de perpétration, violences ou menaces, aient les caractères déterminés, qu'ils soient susceptibles de produire une impression sérieuse sur la volonté ; mais, si la personne visée a résisté, cela ne veut pas dire que les moyens de contrainte étaient insuffisants pour constituer le commencement d'exécution.

« Que telle circonstance particulière, par exemple, une fermeté de caractère exceptionnelle ait empêché la victime de consentir, la tentative d'extorsion n'en sera pas moins consommée, s'il apparaît que la menace

aurait eu raison d'une personne se trouvant dans la situation de celle qui est menacée. Ce sont là des questions de circonstances que les tribunaux devront résoudre en fait et pour lesquelles ils pourront consulter la règle inscrite dans l'art. 1112 du Code civil » (1).

La Cour de cassation, appelée à se prononcer sur le point de savoir si les éléments constitutifs d'une tentative d'extorsion existaient dans une espèce dont nous avons déjà parlé ne nous paraît pas avoir statué conformément à ces principes. Parmi les moyens que le défenseur (M^e Loiseau) soutenait à l'appui du procès, le premier était pris d'une fausse application de l'art. 2 du Code pénal.

Il consistait à dire qu'il n'y avait pas eu de commencement d'exécution de la tentative d'extorsion par violence d'une signature. La justice, disait-il, autant que l'humanité et la raison, veulent qu'on croie à la possibilité d'un repentir tant que l'acte hostile n'a pas été commencé. Or, il s'agissait d'un crime à commettre *par la terreur*; il fallait donc qu'il y eût commencement d'exécution, que la victime ait été mise *en présence de la terreur*.

Le Procureur général Merlin réfuta cet argument : « Acheter les pistolets, les charger, les tenir tout prêts, disposer un caveau, des chaînes, un poteau pour consommer l'extorsion que l'on médite, ce ne sont peut-

1. *Pandectes belges*, v^o *Extorsion*, n^o .

être là que des actes extérieurs de la tentative ; ce ne sont peut-être pas des commencements de l'exécution. Mais écrire le corps des billets que l'on se propose d'extorquer, déterminer la victime que l'on se propose de dépouiller à monter dans la voiture qui doit la conduire au lieu où tout est préparé pour l'exécution du crime ; la conduire dans cette voiture sur le chemin qui mène à ce lieu, c'est bien compléter tout ce qu'il faut, aux termes de l'art. 2 du Code pénal pour que la tentative soit criminelle » (1).

Contrairement à l'opinion de ce savant magistrat, les faits énumérés par lui comme susceptibles de servir de commencement d'exécution à une tentative punissable, nous semblent, comme à son contradicteur, ne constituer que des actes préparatoires.

Dans l'espèce, la force, la violence ou la menace avaient été tout au plus esquissées ; la contrainte n'était pas possible, tant que les voies coactives n'avaient pas été poussées plus loin. Il y avait peut-être lieu d'admettre que ces faits constituaient une tentative de menace, mais non ceux d'une tentative d'extorsion. La Cour suprême se rangea pourtant à cette dernière opinion.

Spécialement pour qu'il y ait tentative du délit d'extorsion, la menace doit exister dans les conditions que nous avons établies.

1. Aff. Ragoulean, 6 février 1842, Sirey, *Coll. nouv.*, 4, 123.

Ainsi, alors même que la menace de révélations ou d'imputations diffamatoires n'aurait pas eu le résultat que son auteur en attendait, alors même que la personne menacée ne se serait pas laissée intimider et aurait refusé ce qui lui était demandé, comme la tentative n'aurait manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, ce dernier serait passible de la peine (1).

La menace, malgré qu'elle ait échoué, serait encore punissable, si elle n'était point parvenue à son adresse, si elle avait été interceptée, l'agent ayant fait ce qui dépendait de lui pour réussir.

« Un essai de publication avorté constitue simplement un acte préparatoire et non un commencement d'exécution. Ainsi, si l'individu apporte son manuscrit à la rédaction d'un journal qui refuse d'accepter sa prose, et, malgré ses démarches, ne trouve aucun éditeur pour lui prêter ses presses, il sera dans la situation de celui qui aura vainement cherché chez un armurier, l'arme destinée à servir ses coupables desseins » (2).

L'*abus de la citation directe*, ainsi que le fait observer la notice sur le chantage publiée dans les *Pandectes belges*, est l'un des procédés les plus redoutables pour

1. Tr. corr. de la Seine, 27 avril 1893 (*Gaz. des trib.*, 28 avril 1893), 11 août 1893 (*Gaz.*, du 12 août 1893).

2. *Pandectes belges*, v^o *Chantage*, n^o 235.

arriver à l'extorsion, celui qui prête au plus grand nombre de tentatives. « Outre l'humiliation qui consiste à devoir se défendre contre une accusation quelquefois perfidement déduite de faits inoffensifs et appartenant à la vie privée, on ne saurait nier combien cette arme habilement maniée peut causer de trouble même chez l'homme au caractère le mieux trempé.

Sait-on après tout ce qui sortira d'un débat public ? Des honnêtes gens n'ont-ils pas été condamnés sur de fausses apparences ? Avec un adversaire capable de toutes les infamies n'a-t-on pas à redouter les faux témoignages qui égareront la religion du tribunal..... » (1).

Si même les juges reconnaissent que l'accusation n'est pas fondée, leur décision aura-t-elle pour effet de rendre l'accusé complètement absous au regard malveillant de l'opinion ? Ne restera-t-il pas le souvenir rappelé par les insinuations haineuses des personnes intéressées qu'on l'aura cru digne de poursuites, l'idée que la justice avait quelques raisons de soupçonner ?

Ne s'entretient-on pas volontiers, à mots couverts, et parfois tout haut, de celui-ci ou de celui-là, acquitté parce que les preuves concluantes manquaient contre lui et demeuré quand même un coupable pour l'opinion ?

1. *Pandectes belges*, v^o *Chantage*, n^o 238.

La menace qui résulte de l'usage d'un pareil procédé tombe-t-elle sous le coup de l'art. 400, § 2 ?

Sans aucun doute, si le but de cupidité illégitime existe chez le dénonciateur, s'il a laissé comprendre à la victime qu'en se dépouillant, elle avait un moyen d'empêcher les divulgations compromettantes.

La plupart du temps, il est possible de déduire du fait matériel lui-même de l'extorsion, l'existence d'une intention frauduleuse chez l'agent. Au cas de tentative, il n'est pas aussi facile de découvrir cet élément qui est pourtant indispensable, pour qu'elle soit punissable.

A ce point de vue, il y a lieu de se demander si la tentative d'extorsion serait suffisamment caractérisée, lorsque le malfaiteur a obtenu une signature en blanc.

Il faut répondre affirmativement, pourvu qu'il soit établi que son intention était de faire produire à cette signature des conséquences juridiques, en la faisant précéder d'un écrit contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge. S'il avait eu un autre but que celui de spolier, si, par exemple, il voulait faire précéder la signature d'une manifestation politique, il n'y aurait pas plus de tentative d'extorsion punissable conformément à l'art. 400, qu'il n'y aurait consommation des faits prévus par le même article, si le document avait été rédigé avant d'avoir été signé.

Les conditions de l'art. 2 du Code pénal sont au

contraire réunies, lorsque l'intention de faire produire une spoliation à la signature extorquée n'est pas douteuse.

M. Nypels, un interprète de la loi belge, prétend même qu'en pareil cas, le crime ou le délit sont consommés par ce motif qu'il n'existe pas une différence appréciable entre un titre contenant obligation, et un titre qu'on peut rendre obligatoire à volonté. « Sans doute, dit-il, le préjudice n'est pas entièrement consommé par la signature donnée en blanc, mais il ne l'est pas davantage par un acte complet et régulier, aussi longtemps que ce dernier reste en dépôt chez celui qui l'a extorqué, en attendant le moment où cet individu juge opportun de s'en servir..... » (1).

Cependant nous préférons nous rallier à l'opinion de la Cour de cassation et admettre que dans cette hypothèse il y a simplement tentative.

L'intérêt de la question n'est pas considérable puisque la peine est la même qu'il y ait eu extorsion consommée ou simple tentative.

Déjà, sous l'empire du Code de 1791, la Cour de cassation a exprimé son avis dans les termes suivants :

« Le Tribunal, vu l'art. 40 § 2, t. 2 du Code pénal et l'art. 373 du Code des délits et des peines ; — Et considérant : 1^o que dans le fait déclaré constant par

1. *Pandectes belges*, v^o *Chantage*.

le jury, il s'agit simplement d'une signature extorquée sur un papier blanc, tandis que dans l'art. 40 précité, l'extorsion d'une signature n'est *qualifiée crime*, que lorsque cette signature est mise au bas d'un écrit emportant obligation ou décharge ; que par conséquent il y a eu fausse application de cet article ; puisque le tribunal criminel a prononcé la peine de dix-huit ans de fers dans un cas tout différent de celui qui est prévu par la loi ; — Considérant : 2° que la fausse application de la loi a eu pour cause l'insuffisance dans la position des questions, en ce que le tribunal criminel s'est contenté d'interroger le jury sur le point de savoir si l'accusé avait commis cette action méchamment et dans l'intention du crime, question vague et dont la décision ne pouvait amener aucun résultat, tandis que les faits résultant de l'acte d'accusation indiquaient naturellement une question plus précise et pour ainsi dire, appropriée aux termes de la loi, celle de savoir si l'accusé avait extorqué la signature dont il s'agit, dans l'intention d'y adapter un écrit emportant obligation ou décharge, question qui, étant décidée affirmativement, eût suffi pour justifier l'application de l'art. 40 du Code pénal ; le tribunal criminel a donc contrevenu à l'art. 373 du Code des délits et des peines pour n'avoir pas posé toutes les questions résultant de l'acte d'accusation ; — Casse la position des questions, la déclaration du jury et le jugement qui s'en est suivi » (1).

1. 7 messidor an IX, Dall. an IX, p. 486.

Depuis le Code pénal de 1810, dans un arrêt du 27 mars 1856, la cour de cassation dit en substance que « si, lorsque l'incrimination porte sur un fait consommé, la déclaration du jury ne peut comprendre que des circonstances certaines, actuelles ou concomitantes, au fait principal, il en est autrement quand c'est une simple tentative qui fait l'objet de l'accusation ; une partie de l'exécution restant nécessairement alors en dehors du fait déclaré constant : la déclaration du jury peut, en pareil cas, se borner à constater l'intention où était l'accusé d'accomplir ultérieurement les faits qui devaient compléter l'exécution.

Et, par exemple, la déclaration du jury portant que l'accusé a tenté d'extorquer par force, violence ou contrainte la signature qui devait contenir une obligation, tentative manifestée par un commencement d'exécution qui n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, renferme tous les éléments légaux de la tentative du crime prévu par l'art. 400.

Peu importe qu'elle ne constate pas que le fait de l'obligation fût consommé au moment même de l'extorsion, dès qu'elle exprime que cette extorsion a eu lieu dans l'intention d'adapter à la signature un écrit emportant obligation » (1).

Les mots « bon pour », écrits au-dessus d'une signature ne suffisent pas, ainsi qu'il a été dit, pour que le

1. 27 mars 1856, D. 56, 1, 229 ; 16 avril 1857, D. 57, 1, 267.

document cesse d'être un blanc-seing (1). Mais ces mots auront pour effet de caractériser l'intention qui doit exister chez l'agent de spolier autrui et constituera avec le commencement d'exécution une tentative punissable d'extorsion.

Nous nous expliquerons dans le chapitre suivant sur l'influence qu'il faut attribuer aux vices de forme ou de fond, qui sont susceptibles de compromettre l'existence ou la validité d'un titre au point de vue de la formation plus ou moins complète du fait de l'extorsion.

Si l'acte est entaché d'une nullité relative, le fait n'en est pas moins consommé, car cet acte est susceptible de produire des effets ; il contient ou opère, provisoirement au moins, obligation, disposition ou décharge.

Si, au contraire, la nullité est absolue, il convient de distinguer suivant que le vice porte sur le fond ou sur la forme de l'acte. Dans le premier cas, il ne saurait y avoir ni extorsion ni tentative du crime ou du délit.

Dans le second cas, il y a lieu de faire une sous-distinction, suivant que le vice de forme a été introduit avec le concours ou par le fait de l'agent, ou que l'irrégularité est l'œuvre d'un tiers.

1. Cass. 14 janvier 1826, rapporté dans Blanche sur l'art. 407.

CHAPITRE VIII

Appropriation possible de la chose d'autrui. — Réalisation d'un gain illégitime.

I. — Il faut qu'il y ait au profit de l'agent appropriation possible de la chose d'autrui.

Extorsion d'un titre qui constate des droits communs à l'agent et à la victime de l'extorsion. — Extorsion d'un titre donné en gage, par le propriétaire de ce titre.

Influence exercée par les vices dont le titre extorqué peut être entaché, sur la formation du crime ou du délit (nullités absolues, nullités relatives).

II. — Il faut que le profit dont l'agent recherche la réalisation soit illégitime.

Remise d'un écrit contenant transaction sur l'exercice du droit de porter plainte, — d'un titre appartenant à l'agent.

Un créancier contraint son débiteur à lui remettre des valeurs en vue d'obtenir le paiement de sa créance. — Pour savoir si l'art. 400 est applicable il y a lieu de distinguer suivant que l'importance des valeurs excède ou n'excède pas le montant de la créance, suivant que la créance est ou n'est pas liquide et exigible.

Menace de révélations diffamatoires visant un fait qui ne se rattache pas à la créance dont l'agent est le titulaire.

Spécialement, en ce qui concerne le chantage, la demande de fonds ou valeurs doit-elle être précisée ? — Pouvoir d'appréciation des tribunaux.

L'extorsion implique, au même titre que le vol, l'appropriation de la chose d'autrui. Celui qui la pratique doit agir dans le but de réaliser un gain illégitime.

La nécessité d'une pareille condition résulte non seulement des termes de l'art. 400, mais encore de la place

assignée dans le Code pénal par le législateur à cette disposition.

Nous avons déjà donné quelques explications à cet égard. Dans ce chapitre quelques conséquences qui découlent de cette idée seront examinées.

I. — *Il faut qu'il y ait, au profit de l'agent, appropriation possible de la chose d'autrui.*

I

Deux personnes, par suite de l'ouverture d'une succession, se trouvent avoir des droits communs dont l'existence est constatée par un seul titre, qui est dûment en possession de l'une d'elles. En se faisant remettre ce titre à l'aide des moyens prévus par l'art. 400, l'autre va-t-elle encourir les peines de l'extorsion ?

La solution a été contestée. Le droit romain n'admettait pas la possibilité d'une soustraction (1). D'après Jousse, « les personnes qui se trouvent dans ce cas ont une espèce de droit dans la chose qu'elles prennent... ainsi, on ne les regarde pas comme voleurs » (2).

Un décret de la Convention du 3 messidor an II s'exprimait de la façon suivante : « Le privilège qu'ont les héritiers de ne pouvoir être poursuivis criminellement

1. L. 5 et 6 au Digeste (*Expilat. hereditat.*)

2. *Traité de justice crim.* t. IV, p. 176. C^{er} Dalloz, *alph.* v^o vol. n^o 119 et s.

pour les vols qu'ils ont fait à leurs cohéritiers est fondé sur l'espèce de droit qu'ils ont dans les choses mêmes qu'ils soustraient, et qui permet en quelque sorte de présumer que les soustractions ne se font pas dans l'intention de voler. »

La Cour de cassation a sanctionné l'opinion contraire. Elle est d'avis que celui qui s'empare d'une chose qui ne lui appartient qu'en partie, commet nécessairement un vol de la partie qui ne lui appartient pas (1); la condition de préjudice matériel indispensable pour qu'il y ait vol ou extorsion apparaît nettement.

« Si, dit la Cour suprême, l'article 883 du Code civil fait remonter les effets du partage au jour de l'ouverture de la succession, on ne doit point en conclure que l'un des cohéritiers puisse, tant que l'indivision subsiste, s'approprier au détriment des autres les droits de l'héritage commun » (2).

La soustraction de la chose commune constitue un vol, non seulement quand elle est le fait d'un cohéritier, mais encore lorsqu'elle a pour auteur un associé (3), un copropriétaire (4).

Il a été spécialement jugé que « le copropriétaire qui soustrait frauduleusement le titre de propriété de l'im-

1. Cr. cass. 18 mai 1827, *Dal. alph.* v^o Vol. n^o 431-1.

2. Cr. cass. 14 mars 1818, *Dal alph* v^o Vol: n^o 419-2

3. Cr. cass. 3 nov. 1808 *Répert.* de Merlin, v^o Vol Sect. 3 § 2, n^o 4.

4. Cass. cr. rej. 23 juin 1837, D. P. 1837. 4. 477.

meuble indivis commet un vol, lorsque de ce fait il peut résulter un préjudice.... » (1).

... Que le fait par une des parties contractantes d'avoir soustrait frauduleusement d'une étude de notaire l'original unique d'un acte sous seing privé qui y avait été déposé d'un commun accord, constitue un vol (2).

II

Le débiteur qui se fait remettre, en usant de la contrainte, la créance qu'il avait donnée en gage à son créancier doit-il encourir les peines de l'extorsion ?

Les lois romaines admettaient bien en pareil cas qu'il y avait un *furtum*, et cette doctrine avait aussi des partisans dans notre ancien droit. On peut dire, pour la justifier, que les intérêts pécuniaires du créancier sont susceptibles d'être lésés.

Le Code de 1810, en exigeant comme condition essentielle, en matière de spoliation, que l'objet soustrait appartienne à un autre qu'à l'agent oblige d'adopter une solution inverse. « L'art. 379 du Code pénal, dit la Chambre criminelle, déclare coupable de vol quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas ; d'où il faut conclure que le débiteur qui reprend par voies de fait ce qu'il avait remis en gage à son créancier ne commet pas un vol,

1. Cass. cr. rej. 5 mai 1849, D. P. 1849. 1. 145.

2. Cass. cr. rej 30 janv. 1846 *Dal. alph. v^o Abus de confiance*, n^o 139-1.

puisque l'effet remis en gage n'avait pas cessé de lui appartenir » (1).

Depuis la loi de 1863, un pareil fait serait puni des peines portées en l'article 401. En effet, aux termes du § 5 de l'art. 400 introduit par cette loi : « Les peines de l'art. 401 seront également applicables à tout débiteur, emprunteur ou tiers donneur de gage qui aura détruit, détourné ou tenté de détruire ou de détourner des objets par lui donnés à titre de gage. »

Mais si, dans l'hypothèse précédente, il ne faudrait pas appliquer les peines du vol ou de l'extorsion, elles seraient applicables dans le cas où un créancier s'emparerait par soustraction ou se ferait remettre, en employant les modes de perpétration visés par l'art. 400, un titre appartenant à son débiteur, dans le but de le faire servir de garantie à sa créance.

D'après la Cour de cassation, la soustraction de la chose d'autrui peut être frauduleuse et dès lors constituer un vol « quoique, d'une part, elle ait eu lieu sans clandestinité, et que, d'autre part, elle ait été faite par un créancier dans le désir de se procurer un gage » (2).

III

Influence exercée par les vices dont le titre extorqué peut être entaché sur la formation du crime ou du délit.

La possibilité d'un préjudice matériel étant une con-

1. Cr. cass. 29 oct. 1812, D. *Rép. alph.*, v^o *Abus de confiance*, n^o 139.

2. Cr. cass. 9 mai 1850, D. 51. 5. 556.

dition indispensable de l'extorsion, il faut que l'écrit extorqué ait une valeur quelconque pour créer ou éteindre des droits ; et comme les actes juridiques peuvent être atteints de vices qui exercent une influence plus ou moins grosse de conséquences sur leur validité, la question se pose de savoir jusqu'à quel point subsiste le crime ou le délit, lorsque l'acte extorqué est ainsi vicié.

A cet égard, l'on doit établir une distinction entre les nullités absolues et les nullités relatives.

Parmi les *actes entachés de nullité absolue*, les uns ont ce caractère parce que le fond en est critiquable ; d'autres, parce que les conditions de forme nécessaires pour leur existence même n'ont pas été remplies.

Aux yeux de la loi, ces actes sont dépourvus de toute efficacité.

Lorsque l'écrit extorqué est vicié au fond, l'agent ne pouvait donc pas réussir à compromettre la fortune d'autrui. Par exemple, en se faisant remettre un écrit contenant un pacte sur succession future auquel la loi ne reconnaît pas d'existence, l'agent ne se rend pas coupable du crime ou du délit prévus par l'art. 400.

Les conditions requises pour qu'on le punisse comme auteur d'une tentative ne sont pas non plus réunies ; comme le font observer MM. Ortolan et Desjardins (1), « la tentative gît dans l'idée que l'effet des actes accom-

1. *Elém. de droit pénal*, nos 1001 et suiv.

plis par l'agent a été manqué ; mais l'idée qu'un effet a été manqué emporte forcément celle qu'il y a eu chance que cet effet fût produit ; or, si l'effet est impossible, comment dire qu'il a été manqué ? »

Lorsque l'acte extorqué est atteint d'un vice de forme qui le rend aussi radicalement nul, il semble que la même solution devrait être admise pour les mêmes raisons. L'agent n'a ici encore imposé à sa victime qu'une terreur éphémère et stérile.

Toutefois les auteurs de la notice sur le chantage publiée dans les *Pandectes belges* établissent une distinction, que nous croyons devoir admettre entre le cas « où le vice de forme a été introduit dans la pièce avec le concours ou par le fait de l'agent et celui où l'irrégularité est l'œuvre d'un tiers. Dans la première hypothèse, l'individu trompé par ses connaissances juridiques n'a voulu extorquer en réalité qu'une pièce sans portée ; le document d'ailleurs ne contient ni obligation ni décharge ; il ne rentre point dans les termes de la loi. Dans le second cas, on décidera sans doute qu'à défaut d'infraction consommée, il existe tout au moins une tentative punissable. Le coupable n'a-t-il pas accompli tout ce qui dépendait de lui pour que l'extorsion réussît ? Son intention n'était pas douteuse, car il s'est certainement efforcé d'obtenir un acte valable. Si la pièce qui lui a été remise est dépourvue de ce caractère ; cette circonstance est indépendante de sa volonté et

c'est le fait d'un tiers conscient ou non qui a empêché la tentative de produire ses effets » (1).

Lorsqu'un acte est *entaché d'une nullité relative*, il conserve son efficacité, tant que la nullité n'a pas été invoquée. Une confirmation expresse ou tacite fera disparaître les imperfections susceptibles d'en compromettre l'effet.

Il peut donc y avoir crime ou délit d'extorsion, alors même que l'écrit extorqué soit atteint d'une nullité relative, car cet écrit contient ou opère quand même, provisoirement tout au moins, obligation, disposition ou décharge. En pareil cas, ce n'est donc pas seulement la tentative du crime ou du délit que commet le malfaiteur ; le fait matériel de l'extorsion est consommé.

Il en serait ainsi : lorsque l'écrit extorqué contient : une obligation contractée par un interdit, par une femme mariée non autorisée (art. 1124 C. civ.), ou par une personne soumise à un conseil judiciaire sans l'assistance de ce conseil, dans les cas où elle est exigée (art. 499 et 513). Un acte est encore annulable quand les formes spécialement prescrites dans certaines circonstances dans l'intérêt des mineurs et des interdits n'ont pas été observées.

C'est à peu près de la façon que nous venons d'exposer qu'il faut, d'après la plupart des interprètes, comprendre l'influence exercée sur un titre par les nullités,

1. *Pandectes belges*, v^o *Chantage*.

au point de vue de la formation du crime ou du délit de l'extorsion.

Cependant, d'après Rauter, la circonstance que l'acte extorqué est ou non valable en la forme est indifférente, car, dit-il, « le fait que la loi a principalement ici en vue, c'est la violence envers la personne motivée par l'espoir d'un gain illicite, de sorte que malgré la place qu'occupe l'art. 400 il s'agit plutôt d'un délit contre les personnes que d'un délit contre la propriété... » (1).

M. Garraud qui est, au contraire, d'avis que le législateur a considéré l'extorsion comme une atteinte à la propriété, s'exprime de la façon suivante :

« Sans doute une simple imperfection n'effacerait pas la criminalité objective de l'acte, mais avec une nullité radicale, ne donnant jamais au titre dans quelque éventualité que l'on se place, le caractère d'une obligation, d'une disposition, d'une décharge, il n'y aurait pas davantage d'extorsion qu'il n'y aurait faux dans le cas de fabrication d'un acte sans valeur et sans importance juridique » (2).

La cour de cassation n'a pas eu souvent l'occasion de donner son avis sur la question.

Dans une espèce où l'écrit extorqué était entaché d'une nullité relative, elle a rendu l'arrêt suivant :

« La cour, sur le moyen unique du pourvoi fondé

1. Rauter, *Comment. du Code pénal*, t. 2, n° 524, sur l'art. 400.

2. Garraud, *Tr. théor. et prat. du Dr. pén.*, t. 5.

sur une fausse application de l'art. 400 C. pén. ; en ce que la signature extorquée au bas du billet dont il s'agit au procès n'entraînerait pas une obligation valable, ayant été donnée par une femme mariée non autorisée par son mari ; — Attendu que l'obligation contractée par une femme mariée, sans l'autorisation de son mari, est susceptible d'exécution volontaire, qu'elle peut, aux termes du droit commun, être confirmée ou ratifiée et que l'irrégularité dont elle est entachée peut être, s'il y a lieu, couverte par la prescription ; — Qu'elle subsiste dès lors, comme toutes les obligations frappées de nullités relatives et d'ordre privé, aussi longtemps qu'elle n'a pas été légalement annihilée..... Rejette, etc.... » (1).

La Cour suprême avait déjà jugé, par arrêt du 6 février 1812 (2), et sur les conclusions du procureur général Merlin : « que les formes irrégulières que peuvent avoir les billets qui étaient l'objet de l'extorsion ne changeaient rien au caractère du crime, puisque l'intention des accusés ayant été d'en tirer un bénéfice illégitime, les nullités de forme des délits ne pouvaient couvrir leur culpabilité ». Cette décision ne distingue pas suivant que la nullité est absolue ou relative ; mais il faut remarquer qu'elle ne fait que statuer sur un cas particulier et il serait injuste de l'ériger en principe absolu.

1. Cass., 9 mai 1867, D. 68, 1, 236.

2. Cass. 6 févr. 1812, D. 1812, 1, 337.

D'ailleurs, la Chambre criminelle donnait à entendre que cette doctrine ne devait pas être généralisée, en ajoutant que « lesdits billets étaient, malgré l'état imparfait de leur rédaction, susceptibles d'obligation ».

Il s'agissait dans l'espèce, d'une tentative d'extorsion de signatures sur des billets à ordre préparés à l'avance. La signature n'avait pu être obtenue, par suite de circonstances indépendantes de la volonté des coupables.

La Cour d'assises de Paris leur avait appliqué l'art. 400 ; mais ils s'étaient pourvus en cassation prétendant que cette disposition leur avait été faussement appliquée, parce que les billets préparés n'énonçaient pas les noms des personnes à l'ordre desquelles ils devaient être souscrits, omission qui, aux termes de l'art. 188 du Code de commerce, était suffisante pour entraîner leur nullité.

Merlin répondit que, par suite de cette omission, les billets ne valaient pas comme billets à ordre et n'étaient pas soumis aux règles établies par le Code de commerce pour les divers recours auxquels donnent lieu ces sortes d'actes ; mais que de tels billets ne valaient pas moins comme simples promesses, comme billets au porteur. Si donc la signature avait été extorquée, toutes les conditions exigées pour que le fait prévu par l'art. 400, p. 1, ait été consommé auraient été réunies ; et, en l'absence de cette circonstance, devait subsister une tentative.

« Les réclamants, disait-il, raisonnent comme si pour encourir la peine portée par l'art. 400, il était nécessaire que le titre contenant obligation que l'on a extorqué par violence fût valable, comme si cet article cesserait d'être applicable au cas où le titre extorqué comme obligatoire, se trouverait nul ; et c'est une grande erreur. Il en est du crime d'extorsion violente d'un titre contenant obligation ou décharge, comme du crime de faux commis dans un titre de l'une ou l'autre nature. Or, celui qui, dans le dessein de se créer par contrefaçon de l'écriture, une promesse ou une quittance d'argent, ne ferait par l'oubli de quelques formes, qu'un acte nul, serait-il à l'abri de la peine du faux ? Evidemment non...

Par les mêmes raisons, les vices de forme qui peuvent se trouver dans un titre contenant obligation ou décharge qui a été extorqué par force ou violence, ne peuvent pas mettre l'auteur de l'extorsion à l'abri des peines portées par l'art. 400 du Code pénal (1) ».

La Cour de cassation admit cette manière de voir et rejeta le pourvoi.

On peut rapprocher de cette décision une autre, d'après laquelle la nullité d'un billet pour la fausseté de la cause ou pour défaut d'autre mention essentielle n'est pas un obstacle à l'exercice de l'action publique, en vertu de l'art. 405 en matière d'escroquerie (2).

1. Merlin, *Rép.*, v^o *Tentative*, VI.

2. Cass. 7 avril 1859, D. 63, 5, 158.

II° *Il faut que le profit dont l'agent recherche la réalisation soit illégitime.*

I

L'exposé des motifs de la loi de 1863, dans l'examen d'une hypothèse particulière, montre qu'il ne saurait y avoir délit de chantage, par suite de l'absence de cette condition : « Il est bien entendu, y est-il dit, que la victime d'un crime ou d'un délit qui transige sur l'exercice du droit de porter plainte ou de se porter partie civile, loin de commettre une extorsion, obtient au contraire la réparation du préjudice qui lui a été causé, et qu'en agissant ainsi, elle ne fait rien qui soit illicite et de nature à tomber sous l'application de la loi. »

Le garde des sceaux dit de même, dans une circulaire du 30 mai 1863, interprétative de la loi du 13 mai : « Le mot extorsion impliquant la fraude et l'injustice doit exclure des prévisions du paragr. 2 de l'article 400, la transaction lucrative dans laquelle la victime d'un délit ou d'un quasi-délit aurait imposé et obtenu la réparation d'un préjudice. Tel serait le cas du mari qui, sans connivence avec sa femme, placerait le complice de l'adultère entre la nécessité d'un sacrifice pécuniaire et le scandale d'une poursuite. L'indélicatesse ou une avidité méprisable ne peuvent rendre criminelle la renonciation prévue par l'art. 4 du Code d'instruction criminelle au droit consacré par l'article 1^{er} du même Code.... »

Dans cette hypothèse, en effet, l'agent n'a pas pour but de réaliser un gain illégitime. « Il a le droit de demander ce qu'il demande et par conséquent la menace de révélations n'a pas pour objet l'extorsion, c'est-à-dire l'appropriation d'une partie de la fortune d'autrui ; d'un autre côté, le fait dont la révélation est l'objet de la menace, est ce fait même sur lequel se fonde sa légitime réclamation ; enfin c'est à l'autorité qui est compétente pour l'apprécier qu'il menace de le révéler. » (1).

II

Il n'y aurait pas lieu non plus d'appliquer la peine de l'article 400 § 1, à l'individu qui se fait remettre par des moyens violents un titre où est constaté un droit de propriété qui lui est contesté, malgré que la remise ait eu lieu, avant que la justice ait prononcé sur le différend (2). Sans doute, elle est blâmable la conduite de celui qui, pour se mettre en possession d'un titre qui lui revient, emploie de tels procédés et tranche à son profit une contestation de droits, sans attendre la décision des tribunaux chargés de prononcer en pareil cas ; mais on ne peut lui appliquer l'article 400, car il n'avait pas l'intention que ce texte a voulu incriminer, surtout s'il a agi ouvertement et sans mystère.

1. Garraud, *Tr. théor. et prat. de Dr. pén.*, t. 5 sur l'art. 400.
Chauveau et Hélie, *Théor. du C. pén.* 5^e éd. t. 5. n^o 2423.

2. Cr. cass. 17 octobre 1806.

Il faudrait décider autrement, comme le font observer MM. Chauveau et Hélie, à propos de soustraction constitutive de vol, si l'agent savait que sa prétention à la propriété constatée par le titre n'est pas fondée. A la vérité, le caractère litigieux du droit est une présomption favorable à l'auteur du fait, mais cette présomption peut être détruite par les circonstances.

III

Un créancier se fait remettre de son débiteur en usant de la diffamation ou de moyens violents, des billets au porteur ou tous autres effets que ce dernier possède. La créance de l'auteur de l'extorsion est *liquide et exigible* et il affirme que son intention n'était pas de spolier, mais uniquement d'obtenir le remboursement de la somme qui lui est due.

Une telle prétention ne devra certainement pas être admise, si l'écrit extorqué contient, au su de l'agent, engagement de payer au porteur une *valeur supérieure* à celle de la créance.

Mais si cette valeur *n'excède pas* le montant de la créance ou si elle est *inférieure*, quelle solution faudra-t-il adopter ? Les *Institutes* décidaient que le propriétaire qui par la violence se fait restituer ce qui lui appartient et le créancier qui se fait ainsi payer par son débiteur ne commettent pas un vol ; mais pour avoir troublé l'ordre public en se rendant justice à eux-mêmes, le propriétaire doit perdre la chose qu'il s'est fait

restituer et le créancier la créance qu'il s'est fait payer. De plus, en raison des violences dont ils s'étaient rendus les auteurs, ils étaient punis des peines infligées à ce genre de délit (1).

La *jurisprudence* s'attache surtout à rechercher si le fait a été commis avec l'intention que la loi a voulu incriminer. Etre créancier de la chose volée ou extorquée cela ne peut suffire pour échapper à la peine encourue en extorquant ou en volant, car « il est possible que l'auteur du fait, tout en s'appropriant la chose d'autrui, n'en ait pas moins eu la volonté d'exiger le paiement de son dû ». Mais s'il démontrait clairement que le seul résultat par lui poursuivi était de se faire rembourser sa créance, l'on ne pourrait voir dans son acte ni un vol, ni une extorsion, l'intention de se procurer un gain illégitime indispensable pour constituer l'un ou l'autre de ces délits, faisant ici défaut.

Nous avons supposé que la créance dont l'agent voulait obtenir le remboursement était liquide et exigible. « Alors même qu'il n'en serait pas ainsi, disent MM. Chauveau et Hélie, la bonne foi pourrait exister encore mais la présomption favorable s'affaiblirait. Il serait, en effet, plus difficile d'admettre que l'agent ne voulait qu'exercer son droit, quoique par des moyens illicites, si ce droit était douteux et sans fondement » (2).

1. Inst. § 1. *De vi bonorum rapt.* V. aussi au Dig. Loi 13 *quod metus causa* et Loi 12 § 2, au même titre.

2. Chauveau et Hélie, t. 5, n° 1721.

La Cour de cassation a jugé conformément à cette doctrine dans plusieurs espèces où il y avait eu soustraction, et pour les mêmes raisons, les décisions auraient dû être les mêmes, si au lieu d'une soustraction il y avait eu extorsion.

Un domestique, condamné pour vol au préjudice de son maître, s'était pourvu en cassation. Il était, disait-il, son créancier d'une somme excédant la valeur des objets soustraits. Son pourvoi fut rejeté. « Attendu qu'une créance ne peut légitimer un vol (1).. » Au contraire, le pourvoi fut admis dans une autre espèce : « Attendu que la violence exercée avec port d'armes par B. avait pour motif la restitution de sommes qu'il croyait lui être dues ; que dans le fait dont B. est déclaré coupable, et sur lequel a été fondée la condamnation prononcée contre lui, il n'y avait donc pas les caractères du vol qui consistent à vouloir dépouiller quelqu'un dans le dessein du crime... » (2).

Mais à plusieurs reprises, la Cour suprême semble s'être écartée de ces principes.

Elle a jugé notamment que des soustractions de sommes d'argent commises par un créancier au préjudice de son débiteur ne cessent pas d'être frauduleuses dans le cas même où le créancier les aurait pratiquées pour se récupérer (3).

1. Cass. 22 décembre 1808, D. v^o Vol. n^o 98-1.

2. Cr. cass. 1^{er} thermidor an XII, *Répertoire de Merlin*, v^o Vol. sect. 1, n^o 6.

3. Cr. rej. 12 août 1847, D. 47, 4, 510-2. V. aussi cass. 9 mai 1850, D. P. 51, 5, 556.

IV

Toujours, en raison de l'absence du but de cupidité illégitime, suivant la plupart des interprètes (1), il n'y aurait pas lieu d'appliquer l'art. 400 § 2, même lorsque la menace vise un *fait qui ne se rattache pas à la créance* dont est titulaire l'agent ; pour mieux préciser, par exemple, lorsque ce dernier menace de dénoncer le délit commis par un individu, s'il ne répare pas le préjudice causé par un *fait distinct de ce délit*, ou s'il n'acquitte pas ce qu'il doit à tel ou tel autre titre à celui qui peut divulguer sa faute.

« Il est de principe, dit en substance un jugement récent du tribunal de commerce de la Seine (2) ; qu'une plainte donnant ouverture à une poursuite criminelle ou correctionnelle ne peut être considérée comme une violence illégitime de nature à vicier le consentement et à invalider les transactions faites sous son influence, alors surtout qu'elle repose sur des faits dont la matérialité n'a jamais été contestée... Lorsque la loi pour procurer réparation d'un préjudice causé, donne le droit de se plaindre, il n'est pas possible de voir dans la plainte la violence dont parle l'art. 1112 C. civ., de nature à faire impression sur une personne raisonnable et capable de lui inspirer la crainte d'exposer sa

1. Chauveau, Hélie et Villey, t. 5, n° 2133. *Sic*, Blanche, t. 6, n° 74. Pellerin, *Commentaire de la loi de 1863*, p. 218.

2. Tr. de c. de la Seine, 24 janv. 1894, *Pand. fr. pér.*, 94, 2, 343.

personne ou sa fortune à un mal considérable et présent ».

Les voies de droit, pour servir de mode à l'extorsion, doivent présenter les mêmes caractères que pour constituer une violence, au sens de l'art. 1112 du Code civil, et entraîner la nullité de la transaction qui en a été la suite. Si donc l'emploi qui en a été fait est légitime et régulier, l'article 400 est inapplicable.

Par exemple, il n'y a pas de chantage, comme l'a décidé la Cour de Caen, dans le fait par un commerçant victime de vols réitérés commis par un voisin fréquentant la maison, d'avoir en le menaçant de dénonciation, exigé de lui et de sa femme et obtenu de cette dernière la promesse d'une restitution de sommes non disproportionnées avec le préjudice qu'il a cru avoir éprouvé (1).

Une solution identique pourra être admise, selon les circonstances, même si les révélations sont faites, non plus à l'aide du moyen légitime d'une plainte ou d'une action en justice, mais au moyen d'une publicité anormale, par voie d'affiches, de journaux ou de circulaires.

M. Garraud dit à cet égard :

« Certaines législations ont créé un délit spécial pour réprimer les faits de cette nature et l'ont qualifié d'*exercice arbitraire de son propre droit*. Le Code pénal français ne contient pas cette rubrique. En l'absence

1. Caen, 22 nov. 1878, Sir. 80, 2, 202.

d'une disposition de ce genre, le prévenu qui s'est borné à exiger ce qui lui était dû ne commet pas d'extorsion ; ce qui peut être incriminé, c'est le moyen dont il s'est servi ; mais si ce moyen n'est pas en lui-même un délit, il reste un des nombreux procédés illicites que la loi n'a pas cru devoir réprimer » (1).

Il y a d'autant moins d'inconvénients à décider ainsi que la plupart du temps, ces procédés employés par le créancier constitueront des diffamations et seront punissables comme telles.

V

Ainsi que l'observation en a été faite, le délit ou le crime d'extorsion serait établi, si l'*illégitimité du profit n'était que partielle*, si l'intention de commettre une spoliation apparaissait d'une façon quelconque chez le créancier qui a obtenu dans les conditions déterminées par l'art. 400 des titres d'une valeur plus élevée que ce qui lui était dû.

Le tribunal de Périgueux a déclaré coupable de chantage, l'individu qui, victime de larcins insignifiants commis par son domestique, se fait remettre par celui-ci, pour prix de son silence, une somme de beaucoup supérieure à la valeur des objets volés, « attendu que la spéculation qui tend à se procurer par la menace d'une dénonciation bien au-delà de ce qu'on pourrait

1. Garraud, *Tr. théor. et prat. de Dr. pén.* sur l'art. 400.

obtenir en justice n'a plus de la transaction que le nom et peut devenir un véritable chantage (1).

Dans une espèce analogue, la Cour de cassation avait décidé, au contraire, qu'il n'y a pas lieu de punir le fait par un créancier d'avoir déterminé son débiteur à lui souscrire un engagement même pour des sommes plus fortes que celles dues réellement, en le menaçant de poursuites devant les tribunaux pour des tentatives qu'il aurait faites dans le but de supprimer sa dette ; mais cet arrêt est antérieur à la loi de 1863 et s'explique par la raison qu'il n'existait pas alors de texte permettant de punir un pareil fait (2) ; et d'une manière générale il est admis par la jurisprudence et par la doctrine (3) que se faire remettre une indemnité exagérée pour réparation d'un préjudice contestable et peu sérieux, en employant l'un des moyens prévus par l'article 400, c'est agir avec mauvaise foi et pratiquer une véritable extorsion.

VI

Spécialement en ce qui concerne le délit de chantage la demande de fonds ou de valeurs doit-elle être précisée ? — Pouvoir d'appréciation des tribunaux.

Il y a lieu de se demander, surtout en ce qui con-

1. Périgueux, tr. cor., 17 mai 1876. D. P. 76. 1. 238.

2. Cass., 11 nov. 1819, *journal des aud.* 1819, p. 629.

3. Pellerin, *Commentaire de la loi de 1863*, p. 219. Sic, Garraud, Chauveau et Hélie.

cérne le délit de chantage, si la demande de fonds ou de valeurs doit être précisée, formellement énoncée.

On s'accorde à reconnaître qu'il faut évidemment qu'à un moment quelconque il y ait eu l'indication, que si une somme d'argent n'est pas versée, si certaines valeurs ne sont pas remises, la diffamation commencera ou continuera. Mais il n'est pas nécessaire que cette indication soit produite dans une forme déterminée ; il n'est pas indispensable qu'elle soit précise, directe ; il suffit qu'elle soit non équivoque et de nature à faire impression sur la personne visée.

Il y a là une appréciation de faits qui appartient souverainement au juge, comme le dit la Cour de cassation (1). C'est encore à lui qu'il appartient, en recherchant l'intention de l'agent, de voir s'il était guidé par un but de cupidité illégitime, ou par la vengeance ou par le désir de se faire payer ce qui lui était dû en toute légitimité.

« Les imputations de nature à nuire à l'honneur ou à la considération sont *réputées de droit* faites avec une intention coupable ; mais cette présomption qui ne serait pas détruite par une simple affirmation contraire peut disparaître en présence de faits justificatifs suffisants pour faire admettre la bonne foi... » (2).

La mauvaise foi ne suffit pas, du reste, comme nous

1. Cass. 24 fév. 1866, D. P. 66, 1, 189.

2. Fabreguettes, *Traité des infractions de la parole*, n° 1128 et suiv.

l'avons vu, pour qu'il y ait lieu d'appliquer l'art. 400 § 2 et le juge doit encore s'éclairer sur le point de savoir si l'auteur du fait l'a commis avec l'intention visée par cette disposition et qui consiste à vouloir s'approprier tout ou partie de la fortune d'autrui.

De nombreuses décisions de la Cour de cassation reconnaissent aux tribunaux le droit d'apprécier souverainement si ces conditions se trouvent remplies. Nous en avons déjà mentionné plusieurs. En voici qui nous paraissent se rattacher plus particulièrement à cet ordre d'idées.

« Attendu, dit cette Cour, que l'arrêt attaqué (rendu par la Cour impériale de Rouen le 24 novembre 1865) constate que le 10 juin 1865, Legrand a adressé à Olivier, courtier de commerce, une lettre dans laquelle il menaçait celui-ci de dénoncer une infraction aux dispositions des articles 85 et 87 du Code de commerce et lui promettait en même temps de garder le silence, si Olivier consentait à lui payer une somme de 20.000 francs ; — Attendu qu'il est reconnu en outre par le dit arrêt avoir agi de *mauvaise foi*, puisqu'il n'a jamais « pu se croire droit à une réparation pécuniaire en raison du prétendu dommage qu'Olivier lui aurait causé en lui enlevant la clientèle de la maison Casella et qu'il y a bien certainement une *idée de lucre autant que de vengeance* dans la lettre du 10 juin ». — Attendu que ces constatations sont souveraines et ne sauraient tomber sous le contrôle de la cour de cassation » (1).

1. Cass. 24 fév. 1866, D. P. 66, 1, 189.

Peu importe, dit encore la Cour suprême, qu'une lettre contenant menace de livrer un tiers à la justice et de le faire écrouer dans les 24 heures s'il ne consent pas à se rendre le jour même chez une personne désignée pour lui donner satisfaction, ne précise pas le genre de satisfaction exigée par le prévenu, si de la circonstance que plus tard ce dernier a fait savoir au tiers menacé qu'il se désisterait de la plainte qu'il avait portée, moyennant le dépôt d'une certaine somme chez la personne précédemment désignée, l'arrêt a induit que l'objet de la menace était la remise d'une somme d'argent (1).

Il y a lieu d'appliquer l'article 400 § 2, lorsqu'un agent d'affaires paraissant agir dans l'intérêt d'une partie dont il était le conseil, mais *agissant en réalité dans son propre intérêt* et dans la pensée de toucher une partie de la somme réclamée, a adressé au greffier de la justice de paix une lettre dans laquelle, après l'avoir prévenu que son client se proposait de le poursuivre en cour d'assises pour sa participation à un faux commis dans un paiement, il l'avisait qu'il éviterait probablement cette poursuite en versant à ce même client une certaine somme (2);

Lorsque de mauvaise foi et dans un but de lucre illégitime, le directeur d'un établissement industriel a obligé ses employés, en les menaçant de les dé-

1 Cass. 16 juillet 1875, Sir, 76, 1, 332.

2. Cass. 17 juillet 1884, Sir, 85, 1, 519.

noncer à la police et de les faire arrêter comme coupables d'abus de confiance ou de vol, à lui souscrire des déclarations où ils se reconnaissaient les auteurs de détournements imaginaires et s'engageaient à réparer le prétendu préjudice causé (1);

Lorsqu'une menace a été adressée par lettre à une personne de publier contre elle un libelle diffamatoire sous certaines conditions déterminées, spécialement en cas de non remboursement des frais de justice auxquels l'auteur du délit a été définitivement condamné par décision de justice souveraine vis-à-vis de la victime du chantage. Le but de cupidité illégitime est établi par ces constatations jointes à l'affirmation que le prévenu était de mauvaise foi en écrivant une telle lettre (2);

Lorsque, par la menace de publier dans son journal une condamnation encourue par la personne qu'il veut exploiter, le gérant de ce journal a obtenu qu'elle s'y abonne (3);

Aux termes d'un arrêt de la Cour de Paris que nous avons cité, des visites réitérées de la part d'un journaliste qui parle à une personne des révélations qu'on le sollicite de faire à son égard et qui lui fait en même temps connaître son état personnel de gêne, ne peu-

1. Cass. 20 mars 1885, Sir. 85, 1, 185.

2. Cass. 27 mars 1890, Casati., *Cod. pén. commenté* sur l'art. 400 p. 179.

3. Cass. 22 mars 1883, B. cr. n° 84.

vent s'interpréter que comme des demandes de remises de fonds, sous menaces de révélations diffamatoires (1).

1. Cour de Paris 18 nov. 1892, *Gaz des Tr.* 19 nov.

CHAPITRE IX

Action publique et action civile.

SECTION I. — *Action publique.* — Droit commun. — Le délit de chantage peut-il être poursuivi sans que la partie lésée n'ait adressé de plainte ? — Circulaire du Garde des sceaux du 30 mai 1863.

SECTION II. — *Action civile.* — Action en nullité basée sur le vice de violence (art. 4141 C. civ.). — Restitutions et dommages-intérêts.

SECTION III. — *Effets au civil de la chose jugée au criminel.*

SECTION IV. — *Prescription des deux actions.* — Droit commun. — La prescription spéciale édictée par l'art. 65 de la loi du 29 juillet 1881 est-elle applicable en matière de chantage pratiqué par la voie de la presse ? — Point de départ de la prescription, — Lorsque la prescription de l'action publique est devenue un fait accompli, si la nullité du titre extorqué ne peut être invoquée par voie d'action, peut-elle être opposée par voie d'exception ?

SECTION V. — *L'art. 2279 C. civ. est-il applicable à l'extorsion ?*

SECTION I. — *Action publique.*

La poursuite de l'action publique à laquelle donne lieu l'extorsion doit être exercée conformément aux règles du droit commun, puisqu'aucun texte spécial n'est venu y déroger.

Toutefois, en ce qui concerne le chantage, des doutes ont été émis sur le point de savoir si le ministère

public peut agir sans une plainte préalable de la partie lésée. Cette infraction suppose, en effet, l'emploi de moyens déterminés qui sont, d'après la loi de 1863 « des menaces de révélations ou d'imputations diffamatoires ».

Comme, sous l'empire de l'art. 5 de la loi du 26 mai 1819, la diffamation ne peut être poursuivie que sur la plainte de la partie lésée, ne doit-on pas supposer que les auteurs de l'art. 400, se référant à la loi de 1819, ont voulu qu'il en soit de même pour le chantage, en raison du caractère diffamatoire que doit avoir ce délit?

Nous ne le pensons pas. L'art. 5 de la loi de 1819, aujourd'hui remplacé par l'art. 65 de la loi du 29 juillet 1881, est une exception à la règle ordinaire ; par suite il faut l'interpréter d'une manière restrictive.

En principe, l'action publique n'est pas subordonnée aux plaintes de la partie lésée.

Lors de la discussion de la loi de 1863, l'intention de déroger au droit commun ne fut pas manifestée ; au contraire, le commissaire du gouvernement supposait le droit pour le ministère public, d'agir indépendamment d'une plainte de la victime ; dans sa réplique aux objections que présentaient les adversaires du projet, il s'exprimait ainsi :

« Ce sera, dit-on, achever de déshonorer la victime que d'introduire une action contre celui qui se serait rendu coupable de pareilles exactions. Qu'est-ce à dire ? Est-ce que la loi prend soin de ménager les victimes d'un crime ou d'un délit ? Est-ce que la loi ne doit pas

avoir un but plus élevé et des aspects plus généraux ? Est-ce que celui qui a été victime d'un vol commis dans une maison de débauche peut arrêter l'action de la justice, parce que la publicité viendra révéler l'indignité de sa conduite ?..... » (1).

En outre, il faut observer que le délit de diffamation constitue simplement une atteinte à la personne, tandis que le fait de l'article 400 qui implique aussi, en raison de l'élément diffamatoire, une atteinte à la personne, doit encore, pour être punissable, être commis en vue d'une spoliation. En pareil cas, il y a donc des motifs pour ne pas subordonner l'action publique à une plainte de la personne visée, qui n'existent pas lorsque ce n'est pas dans un but d'exploitation que l'honneur ou la considération ont subi des attaques.

Cette opinion est adoptée par la plupart des interprètes (2).

Sur le moyen pris de la violation des art. 400 § 2 C. p. et 60 de la loi du 19 juillet 1881, la Cour de cassation a décidé que l'action publique peut être mise en mouvement indépendamment d'une plainte de la partie lésée : attendu que cette action ayant pour unique but d'assurer la sécurité de la société intéressée à ce qu'aucune infraction à la loi ne demeure sans répression, l'initiative du ministère public ne peut en principe être

1. Séance du 14 avril 1863, *Moniteur* du 15.

2 Le Poittevin, *Dictionn. formul. des Parquets*, v^o Chantage, Blanche, *Etud. prat. sur le Cod. pén.* t. VI, n^o 74.

paralysée par le silence de la partie lésée ; — que, par suite, son exercice ne peut être assujéti à la nécessité d'une plainte préalable que lorsqu'un texte formel l'a soumis à cette condition ; — qu'aucune disposition de loi ne subordonne en matière de chantage, la mise en mouvement de l'action publique à la plainte de la victime.... (1).

En fait, il peut y avoir plus d'inconvénients qu'd'avantages pour cette dernière à ce que le silence ne soit pas gardé ; il y a des vérités qui ne sont pas faites pour être divulguées. Mais c'est pour cette raison qu'il est le plus souvent nécessaire que les parquets puissent intervenir, indépendamment de la victime qui n'ose porter plainte de crainte d'un scandale plus grand. L'action publique mettra fin à des révélations qui ne feraient que s'accroître et devenir plus intenses.

D'ailleurs, la personne exploitée n'est pas toujours celle qui est la plus atteinte dans son honneur ou sa considération. Ce sont souvent ses parents, peut-être ses amis et ils ne doivent pas souffrir de son inaction.

Enfin celui-là même qui veut pratiquer le chantage, ne mettra peut-être pas son dessein à exécution, en songeant que si la personne qu'il veut rançonner, n'osera pas dénoncer les manœuvres par crainte de se nuire, le ministère public n'aura pas les mêmes scrupules (2).

1. Cr. cass. 28 juillet, 1888, *Pand. fr. pér.* 89, 1, 23.

2. Le paragraphe qui termine l'art. 318 du Code pénal des Pays-Bas relatif au chantage, supprime la controverse qui existe

Dans l'exercice de la poursuite, une circulaire du Garde des sceaux du 30 mai 1863 recommande aux parquets d'agir avec la plus grande circonspection.

« Les parquets doivent se faire un devoir d'apporter dans une matière aussi délicate une réserve et des ménagements tout particuliers.

Il faut éviter qu'une intervention irréfléchie vienne précipiter des révélations qu'il importerait de prévenir plus encore que de réprimer.

L'intérêt privé peut avoir tout à perdre et la morale publique n'a peut-être rien à gagner à l'éclat d'un scandale prémédité.

D'ailleurs, il ne faut pas exagérer la portée d'une loi dont le bienfait dépendra de la sagesse de son application. Les mots « imputations diffamatoires » dont la jurisprudence fera du reste l'interprétation, n'imposent pas au ministère public l'obligation de poursuivre sans examen, tous les cas qui pourraient rentrer dans l'art. 13 de la loi du 17 mai 1819. »

SECTION II. — *Action civile.*

Le crime ou le délit d'extorsion, en outre de l'action pénale qui se termine par une condamnation ou un ac-

en droit français au sujet de l'exercice de l'action. Il est ainsi conçu : « ce délit n'est poursuivi que sur la plainte de celui au préjudice duquel il a été commis ».

quittement, peuvent donner lieu à une action civile, dans l'intérêt de la partie lésée.

Et c'est l'action en nullité basée sur le vice de violence (1111 du C. civ.), qui constitue l'action civile en réparation du fait de l'extorsion. Il est à peu près certain en effet que les auteurs de l'art. 1111, lorsqu'ils ont traité de la violence en tant que vice du consentement, avaient en vue l'art. 40, sect. II, titre 2 de la loi de 1791, qui visait pour la première fois le crime d'extorsion et que le Code de 1810 n'a fait que reproduire avec un peu plus de précision.

D'autre part le vice de violence du contrat forme une condition essentielle de l'extorsion ; dès lors l'action en nullité basée sur ce vice, forme l'action en réparation du crime ou du délit d'extorsion (1).

La personne lésée peut également être fondée à agir, soit en vue d'obtenir la restitution des fonds ou des valeurs extorqués, soit en vue de se faire allouer des dommages-intérêts.

Conformément au droit commun, l'action peut être exercée devant les tribunaux civils, ou devant les tribunaux répressifs accessoirement à l'action publique.

L'art. 400 ayant gardé le silence sur les restitutions et les dommages-intérêts, c'est encore la règle générale, telle qu'elle est établie par les art. 51 du Code pénal et 366 du Code d'instruction criminelle, qui devra être appliquée.

1. Sic : *Pandectes belges*, v^o *Extorsion*, n^{os} 101 et suiv.

La restitution peut être ordonnée d'office même au profit de la victime qui n'a pas conclu et qui n'est pas partie dans l'instance (1).

Les tribunaux répressifs pourraient également allouer des dommages-intérêts, mais seulement sur les conclusions de la partie lésée, et ils ne seront pas nécessairement obligés de les prononcer dans tous les cas.

Le tribunal de la Seine a jugé, dans cet ordre d'idées, que celui qui intente des poursuites correctionnelles, de mauvaise foi et dans un intérêt de chantage et pour spéculer sur la situation du prévenu, s'expose à être condamné à des dommages-intérêts (2).

SECTION III. — *Effets au civil de la chose jugée au criminel.*

La contrainte prévue par l'art. 400 implique, avons-nous dit, les conditions que doit avoir celle visée par les art. 1111 et suiv. du Code civil.

Lorsqu'il y aura lieu de faire prononcer la nullité d'une convention, la preuve de la violence sera donc toute faite au civil, si la juridiction pénale a décidé qu'il y avait eu extorsion.

Si, au contraire, l'action publique avait abouti à un acquittement, y aurait-il chose jugée sur la question de l'absence de violence dans le consentement ?

1. Cass., 14 germinal an VIII. Dall. *Rép.gén.alph.* v^o Vol, n^o 913.

2. Tr. de la Seine, 26 janv. 1886, *Loi* (2 févr. 1886).

Il n'y aurait évidemment pas matière à une action en nullité si le jugement d'acquittement, ainsi intervenu, établissait qu'il n'y a eu ni menaces, ni violences ou que le mal n'était ni présent ni immédiat ; car, en pareil cas, la contrainte ne pouvait résulter des moyens employés.

Par contre, il faudrait décider qu'il n'y a pas chose jugée, si le motif de l'acquittement était le défaut d'intention frauduleuse chez l'agent. La violence est en effet un vice du consentement, alors même que son auteur ait agi sans intention frauduleuse (1).

La chose jugée au criminel, dit la Cour de cassation, n'a autorité au civil que lorsqu'elle exclut nécessairement l'existence du fait qui sert de base à l'action civile, et l'acquittement prononcé par la justice criminelle ne peut faire obstacle à l'action civile ultérieure, à raison du fait qui servait de base à l'action publique qu'autant que le juge criminel a nié clairement ce fait, et que la demande à fins civiles, serait nécessairement inconciliable avec sa déclaration (2).

SECTION IV. — *Prescription de l'action publique et de l'action civile.*

L'action publique du chef de l'extorsion est prescrite au bout de 10 ans ou de 3 ans, suivant qu'il s'agit du

1. Cass., ch. civ., 7 mars 1855, D. 55, 1, 81.

2. Cass., 4 avr. 1855, D. 55, 1, 105.

crime ou du délit, et l'action civile basée sur le crime ou le délit se prescrit par le même laps de temps que l'action publique (637 et 638 C. d'inst. cr.). Aucune règle particulière n'est venue déroger au droit commun en pareille matière.

Spécialement, en ce qui concerne le chantage, même s'il avait été pratiqué à l'aide d'une publication dans un journal, cette publication ainsi employée comme manœuvre d'intimidation ne saurait avoir pour effet de changer le caractère du délit. Dès lors, la prescription spéciale de 3 mois édictée par l'art. 65 de la loi du 29 juillet 1881 contre l'action civile et l'action publique résultant des délits de presse n'est pas applicable (1).

La prescription ne commençant à courir que du jour où l'infraction a été commise, le point de départ en matière d'extorsion doit en être fixé soit au jour où la signature a été obtenue, soit à celui de la remise des titres, des fonds ou valeurs.

Dans une espèce où il y avait escroquerie, il a été jugé que lorsqu'elle a pour objet des titres obligatoires la prescription court seulement du jour où ils ont été acquittés (2), mais la solution qui a prévalu c'est qu'elle doit dans tous les cas commencer à courir du jour où ils ont été remis (3). Comme pour l'escroquerie, pour

1. Lyon, 16 nov. 1887, D. 88, 2, 175. C. cass., 10 déc. 1886, Sir., 88, 1, 399. Cass., 7 janv. 1887, *Pand. fr. pér.*, 90, 1, 47.

2. Cass. 27 janv. 1824, D. *Rép. gén.*, v^o Vol. n. 937.

3. Paris, 1^{er} juin 1843, S., 43, 2, 277. Cass., 10 févr. 1853, S., 53, 1, 672.

que le délit ou le crime d'extorsion soient commis, il faut qu'il y ait eu remise ou obtention d'une signature.

S'il y avait eu simplement tentative d'extorsion et non extorsion consommée, le point de départ de la prescription serait différent le plus souvent au moins.

Le chantage, dit un jugement du tribunal de la Seine, comme tous les autres délits de droit commun, ne peut être réprimé que si les menaces qui en sont, aux termes de l'art. 400, l'élément constitutif et essentiel remontent à moins de trois années. Il faut que dans cette période ne se retrouve nulle part la trace de nouveaux propos comminatoires. Dans cette espèce, il s'agissait, bien entendu, d'un chantage qui n'avait pas abouti à l'extorsion (1).

En ce qui concerne la *tentative* du fait prévu par l'art. 400 § 1, il y a lieu de décider que la prescription ne commencera à courir qu'à partir du jour où le dernier acte de force, de violence ou de contrainte, susceptible de constituer un commencement d'exécution, aura été commis.

La partie lésée, à la suite du crime d'extorsion, est souvent fondée à intenter l'action en nullité basée sur le vice de violence. S'il ne fallait admettre, ainsi qu'il a été dit, qu'elle constitue l'action civile en réparation du crime d'extorsion, elle ne se prescrirait pas toujours en même temps que l'action publique, bien que le Code

1. Trib. de la Seine, 21 févr. 1895, *Loi* du 22 févr. 95.

civil lui ait également assigné une durée de 10 ans (art. 1304); elle commence en effet à courir du jour où la violence a cessé. Quand il s'agit de l'action publique, le point de départ de la prescription est fixé au jour où le crime ou le délit a été commis.

Les règles de l'art. 637 ne pourraient pas du reste recevoir application si le titre extorqué était non seulement annulable, mais radicalement nul par suite d'un défaut absolu du consentement ou pour toute autre raison. La prescription de l'action publique ne pourrait entraîner celle de l'action civile, puisque cette dernière n'existerait pas.

« A première vue, on peut se demander, est-il dit dans les *Pandectes belges* (1), si un contrat extorqué (au sens pénal du mot) n'est pas nul d'une nullité radicale en vertu de l'art. 6 du Code civil, lequel déclare qu'on ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public ou les bonnes mœurs. Il s'agit en effet, dans cette disposition, d'une cause de nullité radicale, absolue; et parmi les lois d'ordre public se trouvent en première ligne les lois de répression. Rigoureusement il semblerait que la nullité doit être radicale. On admet cependant généralement qu'il ne s'agit que d'une cause d'annulation. A l'appui de cette opinion, on peut invoquer que le Code civil, lorsqu'il a traité de la violence comme sim-

1. *Pandectes belges*, v^o *Chantage*, 112 et s.

ple vice du consentement avait en vue la violence prévue dès lors, comme caractérisant le crime d'extorsion par le Code du 6 octobre 1791. »

Lorsque la prescription de l'action publique est devenue un fait accompli, si la nullité du titre extorqué ne peut être invoquée par voie d'action, peut-elle être opposée par voie d'exception ?

La question est sujette à controverses ; mais la négative nous semble devoir être admise.

La prescription libératoire établie par l'art. 1304 a en effet son fondement dans une présomption de confirmation tacite résultant du silence prolongé de celui à qui appartient l'action en nullité ; et il y a les mêmes raisons de refuser à celui-ci la faculté de proposer la nullité ou la rescision de son engagement, qu'il soit défendeur ou qu'il soit demandeur.

On peut objecter que l'art. 1304 aussi bien que l'art. 637 du Code d'inst. cr. sont muets sur le sort de l'exception et que, par suite, sa durée n'est pas limitée comme celle de l'action publique et de l'action civile.

Mais dans l'art. 1304, d'après la plupart des interprètes, le mot *action* est employé pour désigner le droit qu'elle sert à faire valoir. « Lorsque la loi déclare l'action en nullité ou en rescision prescrite au bout de dix ans, c'est le droit lui-même de rescinder ou de faire tomber une obligation qu'elle déclare éteint. Or un droit qui n'existe plus ne peut pas servir de base même

à une exception ; car ce serait indirectement le faire revivre... (1) »

Si donc, en matière d'extorsion, en même temps que l'action publique se prescrit l'action en nullité, l'exception qui doit suivre le sort de cette dernière ne peut pas non plus être invoquée.

SECTION V. — *L'art. 2279 C. civ., est-il applicable à l'extorsion ?*

L'art. 2279 accorde à titre d'exception, pendant trois ans, le droit de revendication contre un tiers possesseur, à « celui auquel il a été volé une chose ».

Par application de ce texte, la victime d'une extorsion, celui, par exemple, qui sous l'empire de voies de fait ou de menaces, a remis des titres au porteur, est-il fondé à les revendiquer contre la personne entre les mains de laquelle ils se trouvent ?

Une solution affirmative serait la conséquence logique des principes admis à l'origine et suivant lesquels l'extorsion visée par l'art. 400 § 1 ne diffère pas du vol commis à l'aide de la violence (art. 382 C. p.) ; mais, ainsi qu'il a été dit, telle n'est pas sa nature légale et elle constitue un fait distinct du vol.

Si l'on adopte cette manière de voir, nous ne croyons pas que la revendication, exceptionnellement permise

1. Baudry-Lacantinerie, *Précis de droit civil*, t. II, n° 1169.

en cas de vol, puisse être accordée à la victime de l'extorsion.

L'application des articles 2279 et 2280, de l'avis de la plupart des interprètes (1), doit être restreinte, en raison du caractère exceptionnel de ces dispositions, au vol proprement dit, c'est-à-dire à la soustraction frauduleuse de la chose d'autrui.

« L'exception ne saurait être étendue, disent MM. Aubry et Rau (2) aux délits qui, quoique ayant pour résultat, comme le vol, de dépouiller illégalement le possesseur de sa chose, ne présentent cependant pas les caractères du vol, tels que les définit la loi pénale... En restreignant la recevabilité de la revendication aux seuls cas de perte ou de vol, les rédacteurs du Code sont évidemment partis de cette idée, consacrée par notre très ancien droit, que, si la revendication peut être exceptionnellement admise, lorsque la dessaisine a été involontaire, c'est-à-dire, comme l'énoncent les *Etablissements de Saint-Louis*, lorsque le possesseur n'a rien fait pour perdre la saisine, elle doit, au contraire, être refusée, lorsque la dessaisine a été volontaire, auquel cas il ne reste au possesseur privé de sa chose qu'une action personnelle contre celui à qui il l'a remise ».

Spécialement, en cas d'extorsion, la victime n'a li-

1. Aubry et Rau, t. 2, 183. *Sic*, Laurent, § 32, n° 595. *Contra*, Troplong, *Prescription*, II, n° 1069.

2. Aubry et Rau, *loc. citat.*

vré sa chose que par suite de la contrainte exercée à son égard, mais il n'en est pas moins vrai qu'elle s'est volontairement dessaisie ; et dès lors on ne peut lui accorder la revendication contre les tiers possesseurs.

La Cour de cassation et la majorité des auteurs, lorsque la remise a été provoquée par des manœuvres dolosives constitutives d'escroquerie, décident que la revendication n'est pas autorisée contre le possesseur de bonne foi (1).

L'extorsion, comme l'escroquerie, suppose un dessaisissement volontaire ; l'article 2279 ne lui est donc pas applicable. Il importe peu à ce point de vue que l'agent ait obtenu la remise en usant de moyens d'intimidation ou de manœuvres dolosives.

1. *Sic*, Aubry et Rau ; Laurent (*loc. citat.*). Cass. 20 mai 1835, D. 35, 1, 338. Rouen, 10 mars 1836, S. 36, 2, 193. Paris, 9 janvier 1862, D. 62, 5, 247.

Contra, Troplong, II, n° 1069. Paris 13 janv. 1834, D. 34, 2, 144. Bordeaux, 3 janv. 1859, D. 59, 2, 164.

CHAPITRE X

Complicité du crime et du délit d'extorsion.

Les règles ordinaires de la complicité contenues dans les articles 59 et suivants du Code pénal s'appliquent en matière d'extorsion ; et les peines encourues par les auteurs du crime ou du délit atteignent également les complices, pourvu que, conformément au droit commun, les éléments de la tentative ou du fait consommé soient constatés vis-à-vis des complices et qu'en outre, les éléments matériels et moraux de la complicité soient réunis.

« Au point de vue de la participation principale ou secondaire, à titre de coauteur ou de complice, il faut distinguer les actes préparatoires de ceux qui se rattachent à l'exécution. Les premiers ne sont jamais punis que comme actes de complicité, lors même qu'ils auraient été indispensables pour l'exécution. C'est ainsi que celui qui fournit des instruments de torture destinés à une mise en scène qui doit servir à une extorsion sera complice s'il coopère avant l'exécution, et

coauteur s'il agit au moment où le crime se commet » (1).

La Cour de cassation a jugé que le complice de l'auteur d'une tentative du crime d'extorsion, lorsque cette tentative a été commise avec une ou plusieurs des circonstances nécessaires pour lui imprimer le caractère de crime, est passible de la même peine que l'auteur, lors même qu'il n'a pris aucune part au commencement d'exécution (2).

Ont été condamnés comme complices : celui qui facilite le rendez-vous des personnes diffamées avec l'auteur des diffamations de manière à lui faciliter l'obtention de sommes d'argent (3);

Celui qui fournit le texte d'un roman dont la publication doit avoir pour but de faciliter une extorsion de fonds.

D'après la Cour de cassation, la complicité définie par l'art. 60 du Code pénal est nettement caractérisée lorsque les juges constatent à la charge du prévenu, qu'il est le fondateur du journal où se trouvait inséré l'article incriminé, « que cette feuille dont il est le directeur lui appartient, et qu'il dispose absolument de sa publicité », qu'il a connu l'article injurieux et diffamatoire et qu'en lui ouvrant sciemment les colonnes

1. *Pandectes belges*, v^o *Extorsion*, n^o 83.

2. 6 février 1812, *Dall. Journ. des Aud.* 1812, p. 337.

3. Tr. corr. de Lyon, 14 mai 1888, *Monn. judic. de Lyon*, 3 juin 1888; 18 juill. 1888, *ibid.* 13 août 1888.

de son journal, il a fourni les moyens de commettre les délits et s'en est ensuite rendu complice conformément à l'art. 60 du Code pénal (1).

Lorsqu'une extorsion a été commise par certaines personnes au préjudice de personnes également spécifiées par l'art. 380 C. pén., il y a lieu seulement, comme nous l'avons vu, à des réparations civiles. Mais si un tiers avait participé à l'extorsion, il devrait être puni comme si l'immunité n'existait pas, les complices ou coauteurs ne pouvant invoquer les circonstances purement personnelles à l'un d'eux (2).

Comme en matière de vol, en matière d'extorsion, celui qui recélèrait les valeurs extorquées ou qui aiderait à les réaliser devrait être considéré comme complice (3). Au point de vue de la complicité, la consommation du fait doit avoir la même signification, qu'il s'agisse de l'une ou l'autre infraction.

D'après un jugement déjà mentionné, la poursuite dirigée contre le complice d'un délit de chantage échappe à la réglementation des responsabilités, telles qu'elles sont déterminées par les articles 42 et 43 de la loi du 29 juillet 1881, alors même que le délit résulterait d'une publication dans un journal (4).

Ces articles ne sont, en effet, applicables qu'aux délits de presse, et non aux délits de droit commun, même commis par la voie de la presse.

1. Cass. *Bull. cr.* 15 nov. 1895.

2. Cass., 8 fév. 1840. D. 40, 1, 400.

3. *Sic*, *Pandectes belges*, v^o *extorsion*, n^o 84.

4. Lyon, 16 nov. 1887, *Moniteur judic. de Lyon*, 3 déc. 1887.

CHAPITRE XI

Répression du crime et du délit d'extorsion.

SECTION I. — Des peines comminées par l'art. 400 §§ 1 et 2. — Législations étrangères.

SECTION II. — De la récidive et de la relégation.

SECTION III. — Non cumul des peines. — Concours d'infractions.

SECTION IV. — Circonstances atténuantes et circonstances aggravantes.

SECTION V. — L'art. 380 C. pén. est-il applicable à l'extorsion ?

SECTION I. — *Des peines comminées par l'art. 400 §§ 1 et 2. Législations étrangères.*

L'article 40, sect. II, titre 2 du Code de 1791 punissait l'auteur d'une extorsion par force ou violence « comme voleur à force ouverte et par violence envers les personnes ».

D'après le Code de 1810, la peine des travaux forcés à temps doit lui être infligée. « Vous ne trouverez sans doute pas, disait Louvet devant le Corps législatif, la peine trop forte contre un acte aussi criminel en lui-même et par ses circonstances » (1).

1. Extr. du rapport fait au Corps législatif sur le chap. 2, du titre 2, du livre 3 du Code pénal. Séance du 19 février 1810.

La peine des travaux forcés à temps est également encourue par celui qui se rend coupable de vol avec violence ; et M. Garraud critique le législateur de n'avoir pas établi de différence dans la répression de ces deux infractions.

« Il existera ordinairement, dit-il, un intervalle de temps entre la mise en œuvre du titre obtenu et le moyen délictueux par lequel on l'aura extorqué. La victime aura donc le temps de se retourner, d'éviter en définitive le préjudice auquel on l'a forcé de souscrire. Il résulte de cette observation que l'extorsion dans une législation rationnelle devrait être punie d'une peine moindre que le vol commis avec violence. L'assimilation établie à ce point de vue par le Code pénal entre le crime d'extorsion et celui de rapine nous paraît donc exagérée... » (1)

Les auteurs de la loi de 1863 ont fait de la nouvelle infraction qu'ils ont introduite dans le Code un simple délit punissable « d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de cinquante francs à trois mille francs ». Ils ont à juste titre pensé que des manœuvres de chantage n'offrent pas les mêmes caractères de gravité que l'emploi d'une coaction physique.

C'est ce que n'ont pas fait plusieurs législations étrangères.

L'art. 409 du Code pénal italien punit de la réclu-

1. Garraud. *Tr. théor. et prat. de Dr. pén.*, t. 5, n° 204, p. 197.

sion de deux ans à dix ans, « quiconque en inspirant de quelque manière que ce soit la crainte de graves dangers quant à la personne, à l'honneur ou aux biens, contraint quelqu'un à envoyer, déposer ou mettre à la disposition du coupable, de l'argent, des choses ou des actes qui emportent un effet juridique quel qu'il soit ».

La loi belge (art. 470 du Code pénal) place aussi sur le même rang l'extorsion par menaces (qui comprend le chantage) et celle accomplie par violence.

Toutes deux constituent des crimes et sont punies de la réclusion, à l'égal du vol commis à l'aide de violences ou de menaces ; et l'exagération de la peine portée contre le chantage, engage, paraît-il, les tribunaux belges à correctionnaliser dans la plupart des cas en admettant ou en créant des circonstances atténuantes (1).

Dans la plupart des autres législations étrangères, de même qu'en France, le chantage a été l'objet d'une disposition spéciale qui le réprime plus ou moins sévèrement suivant les mœurs et les habitudes nationales (2).

1. *Pandectes-belges*. v° *Chantage*, nos 184 et suiv.

2. En Hongrie, le Code pénal des crimes et des délits de 1878 le punit de 3 ans de prison au maximum (art. 351). Le Code des Pays-Bas du 3 mars 1881 applique la même peine (art. 318).

SECTION II. — *De la récidive et de la relégation.*

Les récidivistes doivent être punis conformément aux articles 56 et suivants du Code pénal, et il n'y a pas lieu de déroger à ces dispositions, lorsqu'une des infractions commises est une extorsion.

Nous nous bornerons à présenter une observation.

Depuis la loi du 26 mars 1891, aux termes de l'art. 58 du Code pénal, la récidive de délit à délit n'est punissable qu'autant que la deuxième infraction est le même délit que celui qui a motivé la première condamnation. — Par exception « les délits de vol, escroquerie et abus de confiance sont considérés comme étant, au point de vue de la récidive, un même délit. — Il en est de même des délits de vagabondage et de mendicité » (art. 58, § 3 et 4).

Le délit d'extorsion n'a pas été compris dans l'énumération faite par le paragraphe 3 et c'est peut-être regrettable ; mais en raison du silence de la loi en ce qui le concerne, on ne peut le considérer, au point de vue de la récidive, comme étant un même délit que le vol, l'escroquerie ou l'abus de confiance ; car l'assimilation n'a été faite qu'à titre d'exception et ne peut être étendue.

Donc, si l'extorsion, lorsqu'elle constitue un crime, peut entraîner la relégation, il n'en est plus de même lorsqu'elle constitue un délit, car elle ne figure pas

parmi ceux qui, aux termes de l'art. 4 de la loi du 27 mai 1885 et dans les conditions qu'il détermine, peuvent donner lieu à l'application de cette peine.

La cour de cassation s'est prononcée en ce sens. Elle a annulé, comme contenant une fausse application de l'article 4, un arrêt de la Cour de Rennes qui, pour justifier la relégation, se fondait, tout à la fois, sur ce que le délit d'extorsion de fonds est prévu au Code pénal dans la section des vols et puni comme vol d'un an à cinq ans d'emprisonnement, et qu'il ne serait qu'une variété de l'escroquerie (1).

SECTION III. — *Concours d'infractions. — Non-cumul des peines.*

Le concours matériel de l'extorsion avec d'autres infractions ne présente pas de difficultés particulières. La règle du non-cumul des peines consacrée par l'art. 365 du Code d'instruction criminelle, devrait s'appliquer. Si, par exemple, l'extorsion avait été commise à l'aide des menaces prévues par l'art. 305 du Code pénal, il n'y aurait pas lieu de priver l'agent des droits mentionnés en l'art. 42 du même Code ni de le mettre sous la surveillance de la haute police, avant qu'elle

1. Cour de Rennes, 28 janvier 1895. Cass., 16 mars 1895, *La Loi* des 9 et 10 octobre 1895.

ne fût supprimée, puisque la peine la plus élevée doit seule être prononcée.

De même, l'extorsion une fois opérée, l'usage que l'on ferait des valeurs extorquées ou leur destruction ne pourrait constituer un délit différent. Le coupable, en pareil cas, n'aurait fait que consommer la spoliation, le fait matériel de l'extorsion.

Outre la peine de droit commun, l'extorsion peut entraîner des conséquences disciplinaires ; l'art. 365 du Code d'instr. crim., n'y met pas obstacle, car ce texte prohibe uniquement le cumul des peines.

Il a été jugé en Belgique qu'il n'est pas admissible que celui qui, étant notaire, a été déclaré coupable d'une extorsion de signatures à l'aide de violences ou de menaces, soit maintenu en fonctions..... Les tribunaux ont le pouvoir de prendre contre les notaires qui en faillissant à leurs devoirs, compromettent la dignité de leurs fonctions, les mesures disciplinaires commandées par l'intérêt du maintien de la considération du corps dont ils font partie (1).

SECTION IV. — *Circonstances atténuantes et circonstances aggravantes.*

Le jury ou le tribunal correctionnel peuvent, conformément au droit commun, admettre des circonstances

1. Sic, *Pandectes belges*, v^o Extorsion, n^o 79.

atténuantes en faveur de l'auteur d'une extorsion et en pareil cas, il y aurait lieu d'appliquer l'art. 463 du Code pénal qui est une disposition d'ordre général.

Au contraire, il n'y a de circonstances aggravantes que celles spécifiées par la loi ; et la loi n'en énumère pas qui soient de nature à faire encourir à l'auteur d'une extorsion des peines plus fortes que celles établies par l'art. 400, § 1 et 2.

En cas de vol avec violence «... si la violence à l'aide de laquelle le vol a été commis a laissé des traces de blessures ou de contusions, cette circonstance suffira pour que la peine des travaux forcés à perpétuité soit prononcée », dit l'art. 382.

Mais, comme nous l'avons fait observer, cette infraction n'est pas de même nature que celle visée par l'art. 400 ; et l'on ne doit pas par conséquent punir des travaux forcés à perpétuité celui qui pour commettre une extorsion a exercé des voies de fait ayant laissé des traces de blessures ou de contusions.

La loi belge (art. 471 et suiv. du Code pénal) a énuméré une série de circonstances susceptibles d'entraîner une élévation de peine pour le vol comme pour l'extorsion. Cette énumération d'éléments aggravants pour des faits dissemblables a été critiquée par les auteurs de la notice sur le chantage publiée dans les *Pandectes belges* (1) ; et un désaccord a éclaté parmi les interprètes, sur le point de savoir si les articles qui la

1. *Pandectes belges*, v^o *Chantage*, n^o 188 et suiv.

contiennent doivent s'appliquer à l'extorsion commise par la voie du chantage.

SECTION V. — *L'art. 380 C. pén. est-il applicable à l'extorsion ?*

Avec le système admis à l'origine d'après lequel l'extorsion et le vol avec violence (art. 382) constituent une infraction de même nature, la question ne pouvait soulever de difficultés. « Il résulte, dit Carnot, de ce que le fait prévu par l'art. 400 est un vol, qu'il ne constituerait pas un crime proprement dit dans ses rapports entre les maris et femmes, les pères et mères et les enfants aux termes de l'article 380... » (1)

Mais si la nature légale de l'extorsion n'est pas la même que celle du vol, si elle est un fait spécial, il semble à première vue que l'article 380 ne la concerne pas et qu'il doit être limité aux vols proprement dits, puisqu'il n'y est parlé que de soustractions.

Cependant une telle manière de voir n'a pas prévalu. Il est presque généralement admis que l'immunité de l'art. 380 doit être étendue à l'extorsion ; et dans cette opinion on argumente de la façon suivante :

Sans doute, l'extorsion n'est pas une soustraction, mais elle constitue une atteinte à la propriété et lors des travaux préparatoires, le législateur a fait connaî-

1. Carnot, *Comment. du Code pén.* sur l'art. 400 n° 3.

tre que l'art. 380 doit s'appliquer à toutes les atteintes à la propriété.

Il a paru convenable de ne pas les réprimer lorsqu'il y a des rapports de parenté ou d'alliance entre celui qui les commet et celui qui les subit.

Louvet, devant le Corps législatif s'est exprimé en ces termes :

« Le projet s'occupe d'un genre de soustractions que tous les peuples éclairés ont cru devoir affranchir de la rigueur des poursuites criminelles ; je veux parler des *atteintes à la propriété* qui peuvent se commettre entre époux, entre ascendants et descendants. Ici, et cette grande considération vous aura aussitôt frappés, les liens de la nature, ceux du sang, la qualité, en un mot, des individus les rapprochent et semblent même, si l'on peut parler ainsi, les identifier à un tel point que la morale, je dirai plus, la pudeur publique, auraient trop à souffrir si ces soustractions domestiques pouvaient devenir l'objet d'une procédure criminelle et montrer à un auditoire étonné l'époux accusateur de son épouse, le père poursuivant son fils, ou même le ministère public exerçant cette poursuite en leur nom... » (1)

Faure, le rapporteur du projet, fit une déclaration à peu près analogue (2).

1. V. Chauv. et Hélie sur l'art. 380, t. 5, n° 1927. Blanche sur l'art. 380, *Contrà*, Rauter, *Dr. crim.* t. 2, n° 524.

2. Locré, t. 31, p. 141 et 170.

Si tels sont les motifs qui ont inspiré le législateur, il serait impossible de comprendre que le privilège accordé aux personnes qui sont énumérées dans l'art. 380 pour le cas de vol, ne s'étendit pas à celui de l'extorsion.

Cette doctrine que nous venons d'exposer a pour elle l'autorité de la Cour suprême.

La femme Servenet, déclarée coupable d'avoir, avec un tiers, extorqué par force, violence et contrainte la signature de son mari, avait été renvoyée des poursuites par la Cour d'assises du département de la Marne. Le pourvoi formé par le ministère public contre l'arrêt fut rejeté :

« Attendu que l'article 400 du Code pénal qui prévoit le crime d'extorsion de signature est classé dans la section de ce Code relative aux vols ; que l'art. 401 qui le suit immédiatement par les termes dans lesquels il est conçu, indique encore que le législateur a voulu attribuer cette qualification à tous les délits contre la propriété d'autrui énumérés aux articles précédents ; attendu d'un autre côté que la disposition de l'art. 380 fondée sur des motifs d'honnêteté publique est générale et absolue et s'applique à tous les faits qui ont légalement le caractère de vols ; d'où il suit qu'en déclarant qu'il n'y avait aucune peine à prononcer contre la femme Servenet, reconnue coupable d'avoir avec Marchetti, extorqué par force, violence et contrainte la signature de deux écrits contenant obligation par son

mari au profit dudit Marchetti, la Cour d'assises de la Marne a fait une juste application des lois de la matière » (1).

D'après M. Rauter, il s'agit plutôt, dans l'art. 400 § 1, d'un délit contre la personne que d'un délit contre la propriété.

« Il suit de là, ajoute cet auteur, que le bénéfice de l'art. 380 ne pourrait être invoqué par le fils qui se serait rendu coupable d'une extorsion.

Les vols qualifiés commis dans les rapports de parenté spécifiés par l'art. 380, sont sans doute compris dans le bénéfice introduit par cet article, lorsqu'ils ne renferment pas un autre délit que le vol, c'est-à-dire lorsque la circonstance qui leur donne le caractère de vol qualifié est un acte tout accessoire, tel que l'escalade; mais lorsque l'acte de délinquer est lui-même un délit spécial autre que le vol, le bénéfice qui n'est que pour le cas de vol ne peut plus être invoqué; autrement on pourrait être conduit jusqu'à dire que l'extorsion commise même à l'aide du parricide doit jouir du bénéfice de l'art. 380 (2) ».

Nous sommes en effet d'avis que cette manière de voir devrait être adoptée, si, comme le croit M. Rauter, l'extorsion était principalement un délit contre la personne; mais, ainsi que nous l'avons fait observer plus haut, les termes de l'art. 400, la place que lui a assi-

1. Cass. 8 févr. 1840, D. 40, 1. 400.

2. Rauter, *Dr. cr.* t. 2, n° 524.

gnée le législateur, montrent qu'elle doit être envisagée comme étant surtout une atteinte à la propriété ; par suite l'immunité de l'art. 380 doit être étendue au cas d'extorsion.

Vu :

Le Président de la these,
LE POITTEVIN.

Vu :

Le Doyen,
COLMET DE SANTERRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE ANALYTIQUE

INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — <i>Définition. — Nécessité de la répression</i> . .	4
<i>Section I.</i> — Du crime d'extorsion	5
<i>Section II.</i> — Du délit d'extorsion.	5
Origine du mot : chantage.	6
Signification du mot : chantage. Exposé des motifs de la loi de 1863	8
Le chantage doit-il être puni ?	11
CHAPITRE II. — <i>Historique</i>	18
L'extorsion en droit romain	19
Ancien droit français	22
Code pénal des 25 octobre-6 septembre 1791	24
Code pénal de 1810. — Loi du 13 mai 1863. — Législations étrangères	25
CHAPITRE III. — <i>Nature du crime et du délit d'extorsion.</i>	
<i>Section I.</i> — Nature du crime d'extorsion	28
Comparaison entre l'extorsion et le vol	28
Comparaison entre l'extorsion et l'escroquerie	39
Comparaison entre l'extorsion et la mendicité ou le vagabondage avec violences	41
Comparaison entre l'extorsion et le faux	42
<i>Section II.</i> — Nature du délit d'extorsion.	
Exposé des motifs de la loi de 1863. — Comparaison entre le crime et le délit d'extorsion. — La menace prévue par l'art. 400, § 2, C. pén. est-elle assimilable à celle visée par les art. 305 et suiv. du Code pénal ?	43

Les faits de chantage, antérieurement à la loi de 1863, pouvaient-ils être punis conformément à l'art. 405, C. p. ?	46
Comparaison entre les délits d'extorsion commis par la voie de la presse et les délits de presse.	60
CHAPITRE IV. — <i>De l'intention frauduleuse exigée comme condition de l'extorsion</i>	66
CHAPITRE V. — <i>Modes de perpétration du crime et du délit d'extorsion</i>	71
GÉNÉRALITÉS	72
Section I. — Modes de perpétration du crime d'extorsion	73
I. — <i>Force. Violence.</i> — Définition. — Pouvoir d'appréciation des juges du fait. — Les conditions exigées pour que la force et la violence soient des modes de perpétration sont-elles les mêmes que celles exigées par les art. 1111 et suiv. du Code civil, pour que la violence entraîne la nullité d'un contrat?	73
Y aurait-il extorsion dans le cas où l'on aurait contraint une personne à signer en lui tenant la main et en la dirigeant malgré elle? . . .	77
La force ou la violence doivent précéder la remise ou la signature	77
II. — <i>Contrainte.</i> — Signification du mot. — Menace de nature à faire impression sur une personne raisonnable (art. 1111 et suiv. du Code civil). — Crainte d'un mal considérable et présent. — Pouvoir d'appréciation des juges du fait. — Sur quelles personnes la menace doit-elle être exercée? — La contrainte constitutive d'extorsion peut-elle être confondue avec la contrainte constitutive d'escroquerie . . .	78
III. — La force, la violence ou la contrainte sont-elles ou ne sont-elles pas <i>cumulativement</i> exigées pour qu'il y ait crime d'extorsion?	87
IV. — Que doit-on décider, si le jury répondant affirmativement sur la question d'extorsion,	

déclare d'autre part qu'il n'y a eu ni force, ni violence, ni contrainte ?	89
<i>Section II.</i> — Modes de perpétration du délit d'extorsion	90
I. — <i>Menace.</i> — 1 ^o Modes employés pour commettre la menace	92
2 ^o Dans quels termes doit-elle être faite ? . . .	93
3 ^o Est-il nécessaire qu'elle soit adressée directement ?	95
4 ^o Une personne morale peut-elle être exposée à la menace prévue par l'art. 400, § 2 ? . . .	96
5 ^o Pouvoir d'appréciation des tribunaux. Nécessité de l'existence d'une menace . . .	99
II. — <i>Révélation et imputations diffamatoires.</i> —	
1 ^o Sens des mots : <i>Imputation, révélation.</i> — Divulcation d'un fait vrai, divulgation d'un fait mensonger. — Les imputations ou révélations doivent être <i>diffamatoires</i> , c'est-à-dire porter atteinte à l'honneur ou à la considération	101
2 ^o Applications faites par la jurisprudence : Menaces par lettres anonymes. — Menaces de poursuites devant les tribunaux. — Menaces de révélations ou d'imputations de nature à entraîner contre la personne diffamée une poursuite disciplinaire. — Délit de chantage pratiqué par la voie de la presse	106
3 ^o Pour qu'il y ait application possible de l'art. 400, § 2, la révélation qui fait l'objet de la menace peut-elle consister dans la <i>dénonciation d'un fait déjà rendu public</i> ? . . .	117
II. — La diffamation doit-elle être concomitante de la menace, ne peut-elle pas la précéder ? . . .	120
CHAPITRE VI. — <i>Fait matériel de l'extorsion de signature ou de la remise</i>	
<i>Section I.</i> — Extorsion de signature, remise	126
<i>Section II.</i> — Nature des valeurs remises ou signées . . .	131
1 ^o Il faut que l'agent extorque la signature ou la remise « d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une	

pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge ». — Sens de ces expressions	131
2 ^o Titres authentiques. — Diverses mentions qui s'y trouvent	136
3 ^o Ecritures privées. — Extorsion d'un blanc-seing, d'une signature seulement précédée d'un « bon pour ».	137
4 ^o Y a-t-il extorsion lorsqu'un commerçant, sous l'empire de la contrainte, écrit sur son livre de commerce une mention contenant ou opérant obligation ou décharge ?	141
5 ^o Registres et papiers domestiques	142
6 ^o Mention tendant à établir la libération du débiteur arrachée par lui au créancier à la suite, en marge ou au dos d'un titre	144
7 ^o Copies de titres authentiques et copies d'actes sous seing privé	145
8 ^o Actes qui ne peuvent servir que de commencement de preuve.	145
9 ^o Le crime ou le délit existent-ils, bien que la victime de l'extorsion qui a consenti une obligation en faveur du coupable puisse avoir le moyen de la réduire à néant, ou que le créancier, bien que dépouillé de son titre, ait conservé les moyens de parvenir ultérieurement au recouvrement de sa créance ?	147
<i>Section III.</i> — Extorsion de fonds	148

CHAPITRE VII. — *Tentative du crime ou du délit d'extorsion.*

Pour qu'il y ait tentative, il faut que les modes de perpétration prévus par l'art. 400 aient été employés et présentent les caractères déterminés. — Tentative d'extorsion et tentative de menace. — Intention criminelle. — Abus de la citation directe. — Extorsion d'une signature en blanc. — Influence des vices de forme ou de fond susceptibles de compromettre l'existence ou les effets d'un titre au point de vue de la formation de l'extorsion ou de le tentative d'extorsion.

CHAPITRE VIII. — <i>Appropriation possible de la chose d'autrui. — Réalisation d'un gain illégitime</i>	162
I. — Il faut qu'il y ait au profit de l'agent appropriation possible de la chose d'autrui.	
1 ^o Extorsion d'un titre qui constate des droits communs à l'agent et à la victime de l'extorsion.	163
2 ^o Extorsion d'un titre donné en gage par le propriétaire de ce titre	165
3 ^o Influence exercée par les vices dont le titre extorqué peut être entaché sur la formation du crime ou du délit (nullités absolues, nullités relatives)	166
II. — Il faut que le profit dont l'agent recherche la réalisation soit illégitime.	
1 ^o Remise d'un écrit contenant transaction sur l'exercice du droit de porter plainte . . .	174
2 ^o Remise d'un titre appartenant à l'agent .	175
3 ^o Remise de valeurs par un débiteur à son créancier qui l'y oblige, en vue d'obtenir le paiement de sa créance.	176
4 ^o Menaces de révélations diffamatoires visant un fait qui ne se rattache pas à la créance dont l'agent est le titulaire . . .	179
5 ^o L'illégitimité du profit n'est que partielle.	181
6 ^o Spécialement en ce qui concerne le délit de chantage, la demande de fonds ou valeurs doit-elle être précisée ? — Pouvoir d'appréciation des tribunaux.	182
CHAPITRE IX. — <i>Action publique et action civile</i>	
Section I. — Action publique	
Le délit de chantage peut-il être poursuivi sans que la partie lésée ait adressé de plainte ?	
— Circulaire du Garde des sceaux du 30 mai 1863	188
Section II. — Action civile	
Action en nullité basée sur le vice de violence (art. 1111 et suiv. C. civ.). — Restitutions et dommages-intérêts	192

<i>Section III.</i> — Effets au civil de la chose jugée au criminel	194
<i>Section IV.</i> — Prescription des deux actions	
La prescription spéciale édictée par l'art. 65 de la loi du 29 juillet 1881 est-elle applicable en matière de chantage pratiqué par la voie de la presse? — Point de départ de la prescription. — Lorsque la prescription de l'action publique est devenue un fait accompli, si la nullité du titre extorqué ne peut être invoquée par voie d'action, peut-elle être opposée par voie d'exception?	195
<i>Section V.</i> — L'article 2279 du code civil est-il applicable à l'extorsion?	200
CHAPITRE X. — <i>Complicité du crime et du délit d'extorsion.</i>	203
CHAPITRE XI. — <i>Répression du crime et du délit d'extorsion.</i>	
<i>Section I.</i> — Des peines comminées par l'art. 400 §§ 1 et 2. — Législations étrangères	206
<i>Section II.</i> — De la récidive et de la relégation.	209
<i>Section III.</i> — Non-cumul des peines. — Concours d'infractions	210
<i>Section IV.</i> — Circonstances atténuantes et circonstances aggravantes.	211
<i>Section V.</i> — L'art. 380 du Code pénal est-il applicable à l'extorsion?	213

